

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

**LE ROLE
DU CAPITAL PRIVÉ
DANS
LA RUSSIE DES SOVIETS**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(*Sciences Politiques et Économiques*)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le Mercredi 13 Mars 1929 à 2 heures

PAR

Jacques-Hubert DELUZ

President : M. OUALID

Suffragants : MM. LESCURE

R. PICARD

1929

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

PARIS

LE ROLE DU CAPITAL PRIVÉ
DANS LA RUSSIE DES SOVIETS

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

**LE ROLE
DU CAPITAL PRIVÉ
DANS
LA RUSSIE DES SOVIETS**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(*Sciences Politiques et Économiques*)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le Mercredi 13 Mars 1929 à 2 heures

PAR

Jacques-Hubert DELUZ

President : M. OUALID

Suffragants : MM. LESCURE
R. PICARD

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
Thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Douze années ont passé depuis la révolution de 1917. L'économie des soviets a traversé la dure épreuve du communisme intégral. Elle a vu la guerre civile et la désorganisation dans tous les domaines. Elle a eu parfois aussi des moments de prospérité relative.

Cette période aurait dû suffire aux Soviets pour détruire tous les germes de l'économie privée et faire triompher les principes nouveaux de nationalisation et de socialisation. Or, il n'en est rien. Le capital privé subsiste en U. R. S. S.; non seulement il existe, mais il joue un rôle dont les développements qui vont suivre essaieront de déterminer l'importance.

Cette étude du rôle du capital privé dans la Russie des soviets, présente un très grand intérêt pour quiconque veut se faire une idée nette du régime économique actuel de ce pays. Nous assistons dans tous les domaines à la lutte entre l'état et le capital privé — lutte qui revêt les formes les plus curieuses et dont l'étude systématique n'a pas encore été faite.

Il est du reste difficile pour l'Occidental de comprendre exactement l'évolution économique de l'U. R. S. S., car d'une part dérouté par la complexité des problèmes qui se posent à ce prodigieux ensemble de

racés placé au carrefour de l'Asie et de l'Europe, il est d'autre part mal renseigné par la multitude d'ouvrages parus sur ce pays, la plupart d'esprit tendancieux.

L'objet de la présente étude est de réunir les diverses données économiques sur le capital privé, de dresser le tableau plus ou moins complet du rôle qu'il a joué et joue actuellement en Russie, et d'en tirer les déductions qu'il comporte.

Prenant pour cadres les divisions fondamentales de l'économie nationale, nous étudierons successivement le rôle du capital privé dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et la finance, donnant un aperçu historique de son développement et examinant sa formation, son accroissement, son évaluation et sa structure actuelle.

Mais auparavant, il est indispensable de fournir quelques renseignements sommaires sur la situation générale de l'économie des soviets, ce qui facilitera la compréhension du sujet, ainsi que sur la formation du capital privé en U. R. S. S.

Il existe sur ce sujet une documentation abondante, surtout de source soviétique. Un certain nombre d'enquêtes spéciales sur le capital privé ont été effectuées en Russie. Nous utiliserons d'autre part les données statistiques officielles (principalement celles de l'administration centrale de statistique à Moscou), telles que nous avons pu les recueillir à Paris, ce qui ne nous permet pas toujours de construire des tableaux absolument à jour, et de prouver, chiffres à l'appui, certaines appréciations.

Nous devons citer en outre deux auteurs particulièrement

rement intéressants pour nous, M. Zagorsky en Suisse M. Larine à Moscou, dont les monographies nous ont largement inspiré. Enfin, nous avons puisé des renseignements dans les études particulières, les journaux et les revues tant soviétiques qu'étrangères.

Une étude complète sur le capital privé en Russie devrait s'occuper de la question des capitaux étrangers, des fameuses concessions soviétiques. Cette question intéressante mériterait une monographie spéciale; nous la laisserons donc de côté, ne nous occupant que du rôle du capital privé national dans la Russie soviétique.

CHAPITRE PREMIER

La situation générale de l'économie en U. R. S. S. et les caractères du Capital Privé

SECTION I

La situation générale de l'économie en U. R. S. S.

Poussé au pouvoir par la révolution d'octobre 1917, le parti communiste décréta dès le 27 Novembre l'établissement du contrôle ouvrier dans les fabriques. Ce fût le point de départ de toutes les mesures de socialisation et de nationalisation qui suivirent.

Le 17 Décembre la nationalisation du sol fût déclarée, le 30 celle des banques.

Le régime du contrôle ouvrier a duré assez longtemps pour laisser des traces profondes dans l'organisation économique. Voici la hiérarchie de ce contrôle: (1)

1°) Commission ouvrière de contrôle de chaque entreprise;

2°) Commission de contrôle du syndicat professionnel de la branche intéressée;

3°) Commission régionale de contrôle;

4°) Conseil supérieur de l'économie nationale.

(1) Décret du 18 Décembre 1917.

Sous ce régime le rendement des entreprises est devenu à peu près nul. C'est alors que le gouvernement entreprit la nationalisation effective, qui fut terminée au début de 1920. La direction des usines tombant sous le coup de la loi, était entre les mains des centres ou directions spéciales (1) pour chaque branche déterminée d'industrie. Par exemple le centro-textile, comité central des textiles; le Glavengol, comité central du charbon; le centroresina, direction centrale des caoutchoucs, etc., qui prenaient en mains la production nationalisée (2).

En réalité, c'était une trustisation de l'industrie et du commerce sous la direction de l'Etat.

Pour parvenir à supprimer le rôle de la monnaie dans l'économie russe, le parti communiste essaya de s'emparer au printemps de 1918 de la direction de l'agriculture en même temps que de celle de l'industrie.

Le code agraire du 19 Février, proclame la nationalisation de la terre. Pour remplacer la monnaie par les bons de travail (3), il était en effet indispensable pour le gouvernement de devenir l'unique propriétaire des vivres nécessaires à l'approvisionnement des villes et des campagnes. Devant l'opposition irréductible des paysans, le gouvernement dut se ranger à un compromis connu sous le nom de « prodraz-

(1) « *Glavkis* » abréviation courante.

(2) Au début ces organisations rappellent les consortiums établis par le gouvernement français pendant la guerre.

(3) Suivant le système des doctrines socialistes.

verstka », système économique qui enlevait au paysan la libre disposition des produits de son exploitation, car, en vertu de la loi du 13 Mai, tout le surplus de sa production devait être abandonné gratuitement à l'Etat. En échange ce dernier se chargeait de pourvoir gratuitement à tous les besoins des cultivateurs en produits industriels. Le gouvernement devenant l'entrepreneur de toute l'économie russe, substituait donc au principe de la rémunération proportionnelle à l'utilité du service rendu celui de la rémunération proportionnelle au travail effectué. Au sommet de toute la hiérarchie économique, se trouvait le conseil supérieur de l'économie nationale, chargé du programme d'approvisionnement, de répartition et de production à effectuer par les différentes usines, ce programme devant être exécuté sous le contrôle des conseils locaux de l'économie nationale, dont l'activité ne devait théoriquement pas être entravée par les comités d'usine et les syndicats professionnels. Mais la machine administrative fonctionnait avec lenteur; la production souffrait des frictions continuelles entre ses différents rouages, les conseils locaux refusant le plus souvent d'obéir aux ordres des organes centraux.

Ne recevant pas les produits manufacturés promis, les paysans refusèrent de continuer à fournir leurs récoltes. Le gouvernement dût alors recourir à des mesures de rigueur pour assurer la subsistance de l'armée rouge occupée à la lutte contre le mouvement contre-révolutionnaire. Il envoya dans les campagnes

des détachements d'alimentation. Les paysans réduisirent alors la surface des terres emblavées.

Au printemps de l'année 1921, la situation était désespérée. La production agricole, diminuée considérablement, ne pouvait suffire au ravitaillement national (1). La situation industrielle était également peu brillante. La valeur de la production des industries d'extraction et de transformation était tombée en 1920 à 584 millions de Rb or soit 11 0/0 de celle de 1913 (2). Les stocks de matières premières accumulés pendant la guerre étaient gaspillés. Le gouvernement en était réduit à importer des objets de consommation courante et ne possédant pas de crédits sur les places étrangères, il était obligé d'exporter ses réserves d'or.

Il fallait donc de toute nécessité renoncer, tout au moins temporairement à l'application intégrale des principes économiques socialistes. Le gouvernement inaugura au printemps 1921 sa nouvelle politique économique la N. E. P.

On revient en grande partie aux principes de liberté économique, non seulement dans le domaine agricole, mais aussi pour l'industrie et surtout le commerce. Par le décret du 28 Mars 1921, le gouvernement remplaça le régime agricole de la Prodravverstka par un système d'impôts en nature et autorisa les paysans à vendre leurs produits. Comme corollaire, cette ré-

(1) 2,2 milliards de pouds de céréales en 1921 pour 4 milliards nécessaires au ravitaillement.

(2) 5.630 millions.

forme entraîna le rétablissement de la liberté du commerce et de l'industrie par dénationalisation de la petite et de la moyenne entreprise. On rendit la liberté complète à la petite industrie domestique, permit l'affermage des entreprises moyennes nationalisées et autorisa la concession à des capitalistes étrangers des grandes entreprises dont on ne pouvait assurer la gestion.

Une banque d'Etat fut constituée le 13 Octobre 1921 pour améliorer la circulation monétaire et constituer les crédits nécessaires au fonctionnement des industries nationalisées. Le gouvernement se déchargeait ainsi de l'obligation d'assurer le ravitaillement de la population.

Après avoir rendu au paysan le droit de disposer librement des produits de son travail, le gouvernement accorda, le 7 Juillet 1921, à « tout citoyen âgé de 18 ans, la liberté de s'adonner à la petite industrie domestique et d'organiser des entreprises industrielles occupant moins de vingt personnes, y compris les membres de la famille de l'entrepreneur travaillant avec lui ».

Les « Koustari » (1) pouvaient disposer librement de leurs produits, acheter des matières premières et des outils, sans avoir à craindre une nouvelle nationalisation ou confiscation. Les mêmes droits ont été accordés aux coopératives de production. Ce décret

(1) Artisans.

a contribué grandement au relèvement de la petite industrie artisanale.

Reconnaissant l'impossibilité d'exploiter la plupart des entreprises nationalisées en 1919 et 1920 le gouvernement décida de n'en garder que la partie la plus importante et la plus nécessaire à sa sécurité. Par décret du 5 Juillet 1921, le soviet des commissaires du peuple décida l'affermage des entreprises nationalisées dont l'exploitation était arrêtée ou réduite. Les coopératives de production, les associations de toutes sortes, les unions et les particuliers (1), y compris les anciens propriétaires, pouvaient dorénavant louer ces entreprises à conditions égales. La préférence était accordée toutefois aux coopératives. Le montant de l'affermage est fixé d'après la valeur de l'entreprise, basée elle-même sur son rendement avant et pendant la guerre. Il est réglé, généralement en nature par une quantité de marchandises fixée d'avance. Outre son fermage, le soumissionnaire doit céder au gouvernement à un certain prix, partie ou totalité de sa production si les marchandises correspondent à un monopole d'état. Le gouvernement lui accorde même la liberté de s'approvisionner à l'étranger après autorisation du Vnehtorg (2) et avec sa licence. Pour éviter les locations purement spéculatives, le fermier est obligé d'exploiter dans un certain délai et de réaliser le programme de production établi dans la conven-

(1) Sans distinction de nationalité.

(2) Commissariat du commerce extérieur.

tion. A défaut d'exécution le bail est rompu et le locataire poursuivi devant les tribunaux pour réparation du préjudice causé au pays.

Cependant ce libéralisme relatif n'a pas donné les résultats espérés quant à l'augmentation de la production car le gouvernement n'a pas fourni de garanties sérieuses pour attirer le capitaliste dans les entreprises industrielles. Les baux étaient conclus pour une durée trop courte pour permettre l'amortissement des dépenses de premier établissement et d'entretien de l'outillage. Très souvent, d'autre part, le gouvernement annulait illégalement certains contrats, ce qui n'était évidemment pas pour inspirer confiance aux particuliers disposant de quelques capitaux. Dans ces conditions les capitalistes manquèrent d'empressement à louer les usines (1). Un certain succès fut obtenu pour les établissements fabriquant les denrées alimentaires, mais les entreprises demandant des fonds de roulement considérables, une longue immobilisation de capitaux, un débouché dépassant les possibilités locales, trouvaient rarement preneurs. En outre la législation ouvrière très peu favorable au patronat, les contrats collectifs obligatoires et les syndicats nettement hostiles, exigeaient, en faveur de l'ouvrier, des conditions difficiles à accorder sans compromettre la marche normale de l'entreprise. Surchargés d'impôts excessifs, payant un fermage assez lourd, gênés

(1) *Guérin*. Le régime de la production dans la Russie des Soviets.

par la surveillance tracassière de l'administration, les entrepreneurs n'ont pu, le plus souvent, remplir leurs engagements, n'hésitant pas à rompre leur bail et risquant de perdre leur actif par cette rupture unilatérale de leur contrat.

Devant cette situation, le gouvernement chercha à attirer en Russie les capitaux étrangers. Le 23 Mars 1920 parut un décret autorisant l'exploitation par les capitalistes étrangers des entreprises nationalisées, mais ceux-ci, après quelques échecs, se sont montrés fort réservés et la production à l'aide des concessions étrangères est insignifiante dans l'ensemble. Le gouvernement essaya bien de protéger plus efficacement les entrepreneurs étrangers, établissant un contrat type contenant les clauses juridiques et techniques dérogeant au droit commun. Le volume de ce mode de production n'a pas augmenté; cependant, les quelques dizaines de concessions maintenues paraissent donner des résultats satisfaisants aux entrepreneurs.

L'industrie d'Etat elle-même a été réorganisée par le décret du 12 Août 1921 sur les trusts d'Etat.

Débarrassés des entraves d'une direction centralisée, toutes les entreprises et conseils locaux d'économie nationale se hâtèrent de profiter des droits que leur accordait le décret pour écouler sur le marché devenu libre une partie de leurs stocks (1).

L'esprit le plus purement capitaliste, individualiste,

(1) Cela s'appelait: « *bazarder les stocks* ».

(il est curieux de le constater), régnait dans les relations des organismes d'Etat entre eux.

Jamais les relations commerciales capitalistes n'avaient été si rigoureuses. Entre trusts et syndicats ce n'était que dédits, clauses pénales, poursuites engagées pour des motifs insignifiants, mesures de rigueur draconiennes. « Réprimé pendant 4 ans, l'individualisme bourgeois se fraya impérieusement un chemin, dans l'organisation économique de l'Etat, renversant tel un cyclone, les vieilles conceptions et habitudes communistes » (1).

Les organes producteurs d'Etat parvinrent petit à petit à se libérer du contrôle gouvernemental. Le rôle du conseil supérieur de l'économie nationale, en particulier, se trouva modifié. D'organe directeur, il se transforma en organe régulateur de l'industrie et se réserva seulement le droit de nomination et de destitution des directeurs de trusts, le droit d'établir le programme de production, d'autoriser les ouvertures de crédit à l'industrie et de prélever une certaine somme sur les bénéfices des trusts.

Le conseil supérieur dut reconnaître la légitimité du groupement économique, que les divers organes soviétiques avaient organisé. Les trusts se groupèrent donc comme ils l'entendaient, en syndicats qui rappelaient un peu les anciens « glavkis » — ne trouvant même pas cette concentration suffisante, les directeurs des trusts décidèrent la constitution du conseil

(1) M. Steklov discours au comité central 1922.

panrusse des syndicats pour obtenir une « meilleure utilisation des marchandises dans les usines de transformation et plus de coordination dans l'organisation du marché ». Le conseil supérieur de l'économie nationale était ainsi de plus en plus mis à l'écart de l'organisation de l'industrie.

De cette façon se sont formés : le syndicat du coton qui groupe 14 trusts des industries cotonnières, le syndicat de la laine composé de 7 trusts, le syndicat du lin de 6 trusts, 2 trusts des industries du chanvre et 1 trust de l'industrie textile de l'Ukraine, au total 30 trusts qui ont constitué le syndicat textile de l'U. R. S. S.

Cependant, malgré les avantages de cette concentration, l'industrie soviétique éprouvait des difficultés dues surtout à l'absence de capitaux de roulement. Le gouvernement reconnut la nécessité de faire de nouvelles concessions à l'initiative privée. Un décret daté du 13 Mai 1922 autorise le commissariat du commerce à organiser des sociétés par actions chargées uniquement de constituer des stocks pour l'exportation afin de permettre l'importation des produits indispensables au relèvement de l'économie nationale.

L'esprit individualiste s'était donc implanté solidement dans tous les rouages de l'organisation étatiste et sous la double poussée des particuliers et des trusts le gouvernement a dû abandonner ses positions intransigeantes. Le décret du 22 Mai 1922 (1) rétablit le droit

(1) Le premier code civil.

de propriété. Les particuliers pourront désormais organiser des entreprises industrielles et commerciales, exercer tous les métiers, états, professions autorisés par les lois de la République soviétique, posséder à titre de propriété privée des immeubles urbains ou ruraux, les aliéner ou les affermer, posséder à titre de propriété des biens meubles, usines, ateliers, entreprises industrielles et commerciales, emprunter sur les biens énumérés, acquérir la propriété des brevets d'invention, marques de fabrique, modèles et dessins, léguer leur fortune par testament à leur conjoint et descendant en ligne directe (1), conclure des contrats de travail, de vente et d'achat, d'échange, d'emprunt, de prêt, d'assurance, constituer des associations, sociétés en commandite ou anonymes, effectuer enfin toutes les opérations de crédit.

Tous ces droits étaient reconnus aux personnes physiques et morales.

Dans quelles proportions la production s'est-elle relevée depuis la N. E. P.? — Elle a surtout augmenté dans la moyenne industrie. Celle-ci possédait encore un peu des ressources considérables accumulées sous le régime tzariste et put alors développer largement sa productivité.

La grosse industrie, elle, ne possédait plus de stocks en 1921 et elle ne pût augmenter son rendement dans les mêmes proportions.

(1) Une limite de 10.000 rb établie par le code civil a été supprimée en 1926.

Il se produisit alors, au milieu de 1922, un déséquilibre entre la productivité des industries extractives et celle des industries de transformation, déséquilibre qui accentuera la crise de surproduction (1) industrielle traversée par la Russie à cette époque.

Recevant des crédits considérables du commissariat des finances, et pour se couvrir contre la dépréciation rapide des signes monétaires, les grands trusts transformaient tout naturellement ces sommes en matières premières, la production augmentait et avec elle le stock marchandises. Au moment où les trusts ressentaient le besoin inverse de transformer ces marchandises en roubles, l'écoulement des produits fabriqués devenait de plus en plus difficile. Cette crise de surproduction industrielle dans un pays dépourvu de toute sorte de produits indispensables, paraît paradoxale. Elle s'explique cependant. Après l'établissement de la Prodravverstka et l'émission incessante de papier-monnaie, la population rurale s'est trouvée en 1921 dans le même état de dénuement que la population urbaine. Forcée, à la suite d'une mauvaise récolte, de conserver pour elle les quelques produits agricoles qu'elle avait, elle ne posséda pas à son tour de monnaie d'échange pour se procurer des produits industriels.

Les prix des céréales furent à la merci de la spéculation, ils subirent une hausse de 100 0/0 en deux mois. Ces prix élevés absorbèrent toutes les ressources de

(1) Ou plus exactement de sous-consommation.

la population urbaine obligée de songer d'abord à sa subsistance — d'où encore mévente des produits industriels. D'autre part la grosse industrie accumulait des stocks juste au moment de l'augmentation de ses frais d'exploitation et en particulier du coût de la main-d'œuvre consécutive à ce renchérissement des produits alimentaires.

Le gouvernement fut alors obligé de réduire l'activité de ses usines et de fermer un certain nombre d'établissements. On essaya aussi de réduire les frais généraux. On veilla rigoureusement à la rentrée du « prodnalog » (1). On constitua ainsi une certaine « masse de manœuvre » qui permit de peser sur les cours des céréales. Le prix du pain baissa et les salaires aussi par contre-coup.

Pour assurer un débouché à ses produits, le gouvernement fut conduit à écraser d'impôts la concurrence privée. Les locations de locaux commerciaux étaient exorbitantes, hors de proportion avec le chiffre d'affaires possible — il fallait également empêcher la concurrence des différents trusts entre eux, pour cela on réglementa les relations mutuelles des divers organes économiques.

La diminution de l'activité économique du pays, à la suite de toutes ces mesures de contraction s'accrut en 1925, année où la Russie traversa une nouvelle crise, cette fois agricole. La terre ne recevant pas d'engrais et à peine labourée par des procédés rudimen-

(1) Impôt en nature pour les paysans.

taires, ne donnait plus de récoltes suffisantes, d'autant que la sécheresse avait détruit la récolte de l'année précédente. Le mot d'ordre fut désormais « Face au paysan ». Comme après chaque période d'approvisionnement difficiles en produits agricoles, on espérait qu'une liberté plus grande accordée à l'agriculture, une récolte abondante l'année d'après, dénoueraient la crise, mais voilà qu'actuellement cette crise agricole se renouvelle avec une rigueur qui rappelle la période du communisme de guerre. Les résultats de la politique répressive de ces dernières années envers le « koulak » (1) se répercutent sur toute l'économie du pays. Les cartes d'alimentation établies un peu partout en Russie à l'heure actuelle en sont la preuve.

Pour étudier l'organisation de l'économie soviétique, il faut toujours avoir présent à l'esprit sa division tripartite: économie d'état, coopération et « secteur privé ». Les entreprises d'Etat et les coopératives forment, d'après la nomenclature officielle ce qu'on appelle « le secteur socialiste ».

En dehors des attributions ordinaires d'un état, l'Etat soviétique est avant tout le grand entrepreneur. Il détient le monopole de la grande industrie et du grand commerce, est le seul monopoleur du commerce extérieur. Les entreprises gérées par l'Etat sont soumises aux organes locaux, régionaux et centraux qui réglementent l'économie soviétique par leurs pressions sur le marché. Le conseil supérieur de l'économie

(1) Paysan aisé.

nationale est l'organe régulateur dirigeant toute l'économie du pays d'après « un plan unique ».

Voici la liste des organes directeurs de l'économie nationale:

1° L'administration centrale du conseil supérieur de l'économie nationale;

2° Le presidium du conseil supérieur de l'économie nationale;

3° Le présidium du comité central exécutif pan-russe;

4° Le « gosplan », commission des projets et plans économiques de l'Etat;

5° Le conseil du travail et de la défense (1);

6° Le commissariat des finances;

7° Le commissariat du commerce.

Voici maintenant les organes régionaux de direction économique:

1° Le conseil régional de l'économie nationale;

2° La conférence de l'économie nationale régionale;

3° Le comité exécutif du soviet régional.

Les organes locaux sont:

1° Le conseil local de l'économie nationale;

2° La conférence locale de l'économie nationale;

3° Le comité exécutif du soviet local.

Il nous faut maintenant dire un mot des « trusts » soviétiques, dont nous aurons souvent l'occasion de parler.

En 1923 le gouvernement leur reconnut la person-

(1) S. T. O. en abréviation russe.

nalité morale. L'expression de « trust soviétique » est significative de la doctrine marxiste qui fait de la masse ouvrière après la révolution, l'héritière d'une concentration capitaliste parvenue à sa maturité. Le trust prolétarien s'est substitué au trust capitaliste. Chacun comprend soit plusieurs usines ou centres d'exploitation, soit toute une branche d'industrie concentrée dans une région. A la tête de chaque trust se trouve un conseil d'administration nommé par l'autorité dont il dépend. Le président est, le plus souvent, un ancien ouvrier, assisté d'un directeur technique expérimenté.

Quant à la nature juridique du trust, on en a beaucoup discuté autrefois. Il est clair que ce n'est ni un monopole d'état, ni un établissement privé, c'est un organisme autonome soumis à la réglementation de l'état, l'exploitation se faisant commercialement mais en se conformant aux lois du pays et au programme du conseil supérieur.

La loi sur les trusts détermine qu'en principe 10 0/0 des bénéfices sont attribués aux syndicats ouvriers pour des œuvres d'instruction ou de distraction, 20 0/0 vont au fonds de réserve, 70 0/0 au Trésor. Mais ces 70 0/0 représentent une somme modique dans la masse du budget.

Nanti de la personnalité civile, le trust n'est cependant juridiquement propriétaire ni des bâtiments occupés, ni du sol où ils sont construits, ni des machines qui y fonctionnent et qui continuent à appartenir à la collectivité. Par contre les produits de son exploita-

tion lui appartiennent en propre; ils peuvent seuls servir de gage à des créanciers ou obligataires, lesquels ne peuvent saisir ni les immeubles, ni les terrains, ni les machines.

En fait on assiste à un conflit permanent entre l'état qui veut étendre toujours davantage son influence et le trust qui cherche à se dégager de cette tutelle qui gêne ses opérations. Chacun de ces trusts s'efforce donc, tout en sollicitant de l'Etat les subsides les plus élevés possible, de défendre l'autorité de sa gestion contre les interventions tracassières du gouvernement et d'obtenir la libre disposition de ses bénéfices pour pouvoir appliquer ceux-ci soit à une augmentation des salaires, soit à l'accroissement de son capital de production.

L'économie coopérative, dans laquelle la Russie place actuellement tant d'espoirs, était en réalité supprimée à l'époque du communisme intégral. Ce qu'on appelait à ce moment coopérative n'était qu'un organe distributif de l'état avec participation obligatoire de la population. La N. E. P. a donné libre essor aux coopératives qui se sont reconstituées sur les bases anciennes. Aujourd'hui elles sont fortement développées, jouissent de toutes les faveurs du gouvernement qui s'en fait une arme contre l'industrie et le commerce privés.

Quant au « secteur privé », troisième forme de l'économie soviétique nous allons déterminer maintenant son importance considérable.

SECTION II

Les caractères du Capital Privé

§ I. *Objet du capital privé*

Il nous faut tout d'abord souligner que l'objet de cette étude est non pas d'examiner l'économie privée dans son ensemble et ses diverses manifestations, mais plus spécialement de rechercher le rôle joué par le capital privé dans les différentes branches de cette économie, ou si l'on veut de rechercher la partie purement capitaliste de celle-ci.

Nous disons la partie purement capitaliste de l'économie privée et non le capitalisme en général. Car dans la Russie actuelle toutes les relations économiques se font sur la base des relations capitalistes. Quel est le signe distinctif du régime capitaliste? — C'est d'être un système de production pour l'échange, pour le marché, avec un instrument de ces échanges qui est la monnaie et tous ses succédanés.

Ce système existe bien dans la Russie des soviets. Nous distinguons donc nettement le capitalisme du capital privé.

Il faut également avoir soin de distinguer le capital privé de l'économie privée en général. Prenons par exemple l'industrie privée. Nous y trouvons deux situations bien distinctes, se rapportant toutes deux à

l'économie privée. D'une part la situation de l'entreprise purement capitaliste organisée à l'aide de capitaux plus ou moins importants et employant la main-d'œuvre salariée. De l'autre la situation de l'artisan qui travaille seul ou avec l'aide de sa femme et de ses enfants, avec un outillage rudimentaire. Le critérium de distinction entre ces deux formes d'économie privée est la possibilité de formation de capitaux nouveaux. L'artisan qui travaille seul et sans gros capitaux demande surtout à son métier de lui donner ce qui lui est nécessaire pour vivre. Sa situation se rapproche donc beaucoup de celle du salarié qui vit au jour le jour du montant de son salaire. Il est vrai que l'artisan réalise parfois des bénéfices qui lui permettent d'accroître son capital et de développer son industrie mais ces bénéfices ne sont, le plus souvent, que des économies réalisées sur le budget quotidien et de l'ordre de celles que peuvent faire les salariés. On ne peut pas dire que cet artisan est un capitaliste bien que son industrie soit basée sur le système capitaliste puisqu'il travaille pour le marché, vend ses produits et reçoit en échange de l'argent. Mais si cet artisan pouvait produire par lui-même tout ce qui lui est nécessaire pour vivre, il se serait parfaitement passé du marché des échanges. Voici ce qui le distingue du capitaliste.

L'industrie que nous appelons capitaliste est bien aussi une forme d'industrie du régime capitaliste en général, mais c'est d'autre part une industrie qui tend à la formation de capitaux nouveaux, lesquels sont

employés soit au développement de l'affaire elle-même, soit à d'autres placements plus rémunérateurs.

C'est ce genre d'entreprises que nous aurons en vue lorsque nous parlerons du rôle du capital privé dans l'industrie.

Cette division de l'économie privée en deux parties, une partie capitaliste par excellence et une partie non capitaliste: « travailliste » comme on l'appelle en Russie, nous l'observerons dans toutes les branches de l'économie.

§ 2. *La formation du capital privé*

A) *Le communisme de guerre.* — Même au temps du communisme de guerre, le capital privé n'a jamais cessé complètement son activité. Il n'est pas douteux cependant qu'à cette époque son importance quantitative était faible. Les confiscations de 1917, 1919 avaient abattu le capital privé, celui-ci s'étant éparpillé dans la masse de la population ou bien s'étant accumulé entre les mains inexpertes de l'Etat qui faisait son apprentissage économique, dilapidant tout et partout. Il ne restait qu'une certaine quantité de monnaie d'or et de pierres précieuses, dissimulée par les anciens capitalistes en attendant des temps meilleurs et dépensée pour nourrir ses possesseurs pendant la période des « rations de famine ».

L'activité capitaliste se bornait à ce moment à la

spéculation sur les différents signes monétaires qui inondaient la circulation fiduciaire, Romanoff, Kerevsky, Doumas et sur les valeurs, titres d'emprunts annulés, actions des entreprises nationalisées, etc. Dans la capitale et certaines villes frontières florissait la spéculation sur les monnaies et devises étrangères; il faut encore ajouter le commerce des sacs de grains qui s'est développé petit à petit sur une base capitaliste. Au début ces achats de grains n'étaient pas spéculatifs. Il étaient effectués par les ouvriers ou les paysans qui parcouraient les territoires producteurs de blé pour s'approvisionner eux et leur famille, réduits à la famine par la guerre civile, les désordres de toutes sortes, la socialisation de l'économie. Se procurer un sac de blé ou de farine devint l'unique but des habitants des régions consommatrices et, petit à petit se constitua toute une industrie d'approvisionnement par sacs séparés avec tout un réseau d'agents acheteurs, vendant ensuite aux régions appauvries avec des profits énormes.

C'est à cela que se bornait toute l'activité du capital privé pendant cette période de sommeil, de destruction et de confiscation.

On évalue généralement (1) à 150 millions environ le montant du capital privé à la veille de la N. E. P., et même à moins, d'après certains économistes soviétiques. C'est là un chiffre moyen, déduit de l'import-

(1) Larine. *Le capital privé en U. R. S. S.*, p. 5.

tance actuelle du capital privé étant donnée la dynamique de son développement.

B) *La N. E. P.* — L'histoire de la formation du capital privé commence en réalité, après l'avènement de la nouvelle politique économique en 1921, lorsque les particuliers ont obtenu le droit de créer des entreprises privées et que les organes économiques soviétiques ont eu la possibilité de nouer des relations avec les entrepreneurs privés.

La classe capitaliste fut formée peu à peu par les petits industriels et commerçants qui avaient enfin trouvé la possibilité de développer leur activité.

On sait que la N. E. P. a été inaugurée sous la pression des nécessités vitales et pour des considérations d'ordre extérieur et intérieur. D'ordre extérieur: la possibilité d'attirer les capitaux étrangers nécessaires au relèvement de l'économie nationale. D'ordre intérieur: donner libre cours à l'activité privée afin d'éviter la famine. Si le capital étranger s'est montré fort réservé n'affluant pas, selon les prévisions soviétiques, à l'intérieur du pays, la N. E. P. a pleinement réalisé les espérances qu'on y avait mises. Les bourgeois de l'initiative privée ont poussé des branches vigoureuses dans le commerce et l'industrie, rétablissant le marché et les relations capitalistes. Cette renaissance était d'une nécessité impérieuse pour l'Etat, faute de ressources suffisantes pour réaliser son programme communiste de production et de distribution; faute aussi des compétences indispensables pour effectuer les échanges de produits.

Ce qui est curieux et concluant en même temps, c'est la valeur insignifiante des ressources propres de la « bourgeoisie » (1) si l'on se rapporte au chiffre que nous avons déterminé plus haut. Par contre, ce que cette bourgeoisie a apporté avec elle c'est son esprit de vivacité, d'adaptation et de savoir-faire qui lui a permis d'évoluer rapidement dans ces conditions économiques nouvelles et de prendre la place d'organismes d'Etat imbus de l'esprit bureaucratique qui ont dû lui transférer des fonds de marchandises et des ressources en argent.

Bien que la production industrielle soit restée à l'Etat, la liaison entre les diverses parties de l'organisation économique et le marché s'est trouvé d'emblée entre les mains de la bourgeoisie. Ce n'est que par la suite, lorsqu'il eut constitué des capitaux par ces opérations de liaison, que le capital privé a pu s'introduire dans l'industrie et le commerce proprement dit.

§ 3. *Les causes du développement du capital privé* (2)

Le capital privé pendant la première période de la N. E. P., a cherché tous les modes d'enrichissement possibles. C'était la période où, comme on disait « on pompait les ressources de l'Etat pour remplir la poche des particuliers ». Souvent le capital privé n'avait au-

(1) Terme en vogue évoquant tout ce qui se rapporte d'une façon quelconque aux capitalistes ou aux entrepreneurs.

(2) M. Kondourouchkine. *Le capital privé devant la justice des soviets.* ».

cune disponibilité mais il avait de l'initiative et des relations et complicités parmi les agents de toutes les administrations soviétiques, ce qui suffisait d'ailleurs largement. Ces agents qui faisaient partie de l'administration, fondaient en même temps des entreprises privées au nom de leurs parents, d'amis ou même en leur propre nom. Ils puisaient alors dans les ressources qui étaient à leur disposition, les fonds nécessaires pour faire marcher ces entreprises, puis ces fonctionnaires quittaient généralement leur service pour pouvoir profiter des possibilités que leur donnait la N. E. P. Ce procédé se pratiquait sur une vaste échelle dans toutes les branches de l'économie nationalisée et nous pourrions citer un grand nombre d'exemples montrant des agents, même très haut placés, des directeurs commerciaux ou techniques des usines et trusts d'état, des employés principaux de coopératives, des chemins de fer, des transports maritimes, fonder parallèlement à l'entreprise officielle qu'ils dirigeaient des sociétés privées, des magasins de vente privés, pour écouler la production de ces entreprises d'Etat. Nous les voyons se passer des commandes à eux-mêmes et faire toutes sortes d'opérations où ils sont intéressés personnellement. Nous trouvons une analyse très intéressante de cette activité des agents des organes économiques dans un livre du procureur général près du tribunal suprême (1) intitulé: « Le capital privé devant la justice des soviets ».

(1) Verksoud dans la terminologie soviétique.

Il y avait d'ailleurs des causes à ce « dépouillement » de l'Etat au profit du capital privé. C'était une sorte de revanche, quoique bien faible, de la confiscation et de la nationalisation de 1917-1919.

Recherchons maintenant les causes de l'accroissement du capital privé.

Nous trouvons d'abord le défaut d'organisation rationnelle dans les organismes économiques d'Etat incapables de diriger l'immense domaine qui leur était échu après la nationalisation, il n'y avait pas de contrôle ni de comptabilité, matière rationnelle, un coulage énorme se produisait. Les transformations continuelles des entreprises d'Etat suivant le caprice ou l'intérêt des dirigeants favorisaient également toutes sortes « d'affaires ».

D'autre part le travail dans les entreprises étatisées était organisé de façon lamentable. Un personnel en surnombre grossissait démesurément les frais généraux et produisait trop cher et insuffisamment.

L'absence de plan déterminé dans la production, l'inexactitude des prix de revient, le développement exagéré du personnel technique, les frais supérieurs aux prévisions, tout cela ne faisait pas de l'Etat un concurrent bien redoutable pour le commerce privé mais l'encourageait au contraire à produire dans de meilleures conditions.

Nous devons mentionner enfin les procédés tout à fait illégaux d'accroissement des capitaux entre les mains des particuliers.

La dilapidation des fonds de l'Etat s'opérait sans

aucun scrupule souvent par des personnes occupant de hautes fonctions. L'indélicatesse de certaines de celles-ci allait jusqu'à s'approprier l'argent de l'Etat pour leurs dépenses personnelles. Si l'on ajoute à cela un système de concussions fort répandu on aura une idée des conditions dans lesquelles se formait le capital privé.

§ 4. *Les formes que revêt le capital privé*

a) Des développements qui précèdent on peut déduire que la première circonstance permettant l'accumulation du capital privé était l'existence de ces agents complices travaillant en secret pour lui.

b) La seconde forme de cette accumulation, inverse en quelque sorte de la précédente, montre le capital privé travaillant légalement, l'entrepreneur apparaissant ici comme un fonctionnaire d'Etat. Il effectue ses opérations selon les apparences comme fonctionnaire, en réalité il les fait en qualité d'entrepreneur privé. Il s'agit par exemple d'un contrat de fournitures qu'il passe en qualité de fonctionnaire au nom de l'établissement qu'il représente mais en réalité il le fait pour lui-même profitant ainsi de toutes les fa-veurs fiscales accordées aux entreprises d'Etat.

Il n'est plus alors l'agent secret du capital privé, mais fait ses opérations ouvertement. C'est le rôle que remplissaient la plupart du temps les fondés de pouvoir, les démarcheurs des entreprises soviétiques, ainsi que toute une gamme de « représentants » des organes de l'Etat et des coopératives.

Voici un exemple classique de cette « représentation » :

Un établissement soviétique de province de faible envergure se charge de fournir des chevaux pour le compte du commissariat de la guerre. Un entrepreneur privé reçoit de cet établissement mandat d'effectuer les achats de chevaux directement pour le compte du commissariat en se constituant son représentant. Il paye généralement une commission, tant par bête, à l'établissement qui lui a pour ainsi dire prêté son enseigne. Ici, légalement, pas de fraude; ce genre d'entreprises « en prête-nom » s'est fortement développé.

L'établissement d'Etat touche sa commission sans avoir aucun frais ni aucun dérangement. L'entrepreneur a l'avantage d'inspirer la même confiance qu'un établissement d'Etat, ce qui lui facilite le crédit. Chaque partie trouve donc un avantage certain à cette combinaison.

Une autre opération, voisine de la précédente, est la fourniture du bois pour les chemins de fer, pratiquée dans la même forme par les entrepreneurs particuliers.

c) Le capital privé se sent alors assez fort pour entreprendre des opérations indépendantes. Ayant les relations dont nous avons parlé dans tous les organes de l'Etat, il passe directement des contrats en fraude, par exemple commande des quantités plus ou moins importantes à une usine d'Etat en obtenant des faveurs excessives quant aux prix et aux qualités.

Grâce à ces procédés le capital privé se constituait

des stocks de produits meilleur marché et de meilleure qualité que ceux de l'Etat.

D'autres contrats de commande, stipulaient un dédit fort élevé en cas de non-livraison à une certaine date, étant entendu d'avance que la commande ne serait pas exécutée à l'échéance du délai. Ces exemples de fraude au détriment de l'Etat pourraient être multipliés à l'infini.

d) Une autre source importante de formation de capitaux, c'était les liquidations des stocks de marchandises ou d'objets confisqués en 1918-1919, et qui n'avaient pas été utilisés pour la production ou distribués à la population pendant la période du communisme de guerre. Ces stocks ont été liquidés après la N. E. P. à des prix très réduits, par exemple 400 Rb une voiture automobile dont la valeur était de 10.000 Rb, de 5 à 25 Rb des machines à écrire valant 200 Rb, etc., on a vendu en particulier tant de voitures automobiles et de bateaux, que le capital privé a pu organiser de suite les transports par route et par eau.

e) En 1921 on a permis de donner à bail certaines entreprises de l'Etat en inaction, ce qui a amené la création d'un fonds d'affermage constitué par l'ensemble des entreprises destinées à l'affermage aux particuliers. Cet affermage se faisait à des conditions fort avantageuses pour les capitalistes, ceux-ci réalisant de gros bénéfices, non seulement sur la fabrication, mais encore sur la réalisation de certains stocks. Enfin le capital privé n'entreprenait jamais les gros-

ses réparations auxquelles ses contrats l'obligeaient. On peut citer des cas d'affermage importants, par exemple tous les magasins situés dans une rue, des usines entières, etc. Aujourd'hui le gouvernement n'interdit pas ce genre d'activité au capital privé, mais il veut que les entrepreneurs y investissent leurs propres ressources (1). Tous les contrats ont été révisés, et il faut dire que ces affermages sont plutôt faits aujourd'hui au profit des coopératives que des particuliers. D'autre part le nouveau code civil permet aux autorités soviétiques d'annuler tout contrat dont l'utilité sociale devient contestable.

f) Les commerçants privés qui, dans les circonstances actuelles ont des possibilités d'achat limitées dans les trusts d'Etat, ont souvent recours à des procédés qui leur permettent de constituer des stocks en quantité voulue. Ils achètent au moyen de personnes interposées, des marchandises par petites quantités dans les magasins de détail de l'Etat ou les coopératives, revendant ensuite aux commerçants particuliers ils ont souvent tout un réseau d'agents dont le rôle est de « faire la queue » dans les magasins d'Etat. Ceci se fait couramment, en particulier pour les produits de l'industrie textile.

g) L'Etat lui-même a aidé au développement du capital privé lui procurant les fonds nécessaires à son activité. Il a accordé des crédits aux commerçants pour leur approvisionnement dans les trusts et syndi-

(1) M. Larine; Ouvrage cité P. 31.

cats, crédit sous forme d'avances aux entrepreneurs de fournitures pour les organes soviétiques, crédit pur et simple aussi par ouverture de crédit à la banque d'Etat ou d'autres banques ou avances sur titres d'emprunt soviétiques.

Nous verrons cependant que ces formes de crédit au capital privé sont de plus en plus sévèrement réglementées.

h) La participation des particuliers au placement des titres d'emprunt est une autre forme d'accroissement du capital privé. C'est par l'intermédiaire des capitalistes que s'effectue le classement provisoire des titres. Profitant ensuite de cours favorables en Bourse, leurs possesseurs les vendent en réalisant de gros bénéfices, d'autant plus que, comme nous le verrons, les emprunts d'Etat en Russie actuelle donnent des revenus très importants. Le commissariat des finances, pour conserver le crédit de l'Etat, achète au besoin les titres offerts par les capitalistes pour soutenir les cours en Bourse.

i) D'autres opérations financières favorisent l'augmentation des capitaux, ce sont les spéculations sur les cours du papier-monnaie, que les émissions presque illimitées et la diversité des types, rendaient très faciles avant la réforme monétaire.

Il faut ajouter les opérations sur devises étrangères, enfin l'achat d'or en lingots ou ancienne monnaie pour revente à l'étranger.

j) Il faut faire une mention spéciale à la contrebande. Dans ce pays où existe le monopole de l'Etat

pour les opérations extérieures, la contrebande s'est développée dans des proportions énormes, c'est presque la seule forme, du reste, qui permette au capital privé des relations commerciales avec l'étranger. Nous étudierons les moyens les plus employés pour la pratiquer.

k) Toutes les formes que nous venons d'énumérer se rapportent plutôt aux domaines industriel, commercial ou financier. Il faut étudier à part le capital privé dans l'agriculture, laquelle fut soustraite aux nationalisations par l'Etat (1).

Nous allons traiter cette question dans le chapitre suivant.

(1) Non pas la nationalisation du sol mais celle des exploitations.

CHAPITRE II

Le capital privé dans l'économie agricole de soviets

SECTION I

Evolution de l'économie individualiste dans l'agriculture

§ I. — LA RÉVOLUTION AGRAIRE ET LES PAYSANS

a) *La révolution bolcheviste.* — Le fameux décret sur la socialisation du sol marque bien l'arrivée au pouvoir des bolcheviks qui, d'un seul coup, ont voulu trancher la question agraire. Déjà ce premier décret, approuvé en janvier 1918 par le congrès panrusse des soviets et publié les 6-19 février de la même année, nous montre bien cependant que les nouveaux gouvernants n'insistent point pour résoudre la question agraire dans l'esprit pur de leur programme communiste.

Suivant cette loi est abolie à jamais la propriété privée sur toutes les terres, mines, les eaux, les forêts et les forces naturelles qui se trouvent sur le territoire de la république socialiste fédérative de Russie. Les organes administratifs ont été chargés de la distribution des terres arables parmi les travailleurs des

champs. En fait, ce décret n'a fait que sanctionner une révolution agraire, accomplie déjà pour les trois quarts depuis 1917, donc bien avant cette mesure, par l'action spontanée et anarchique des masses paysannes. La terre devait être donnée en usufruit et répartie entre les travailleurs selon des principes égalitaires : le travail fourni et les besoins de chaque famille. Tout citoyen aurait le droit de se faire attribuer gratuitement un lot de terre, à la seule condition qu'il le cultive lui-même. Le métayage et le salariat étaient interdits. De la sorte, la grande et la moyenne propriété furent complètement détruites et les terres furent presque toutes partagées entre les paysans. En revanche, le partage « noir » (1) ne put jamais être réalisé. A l'intérieur même des communes le principe égalitariste fut bien appliqué avec une extrême rigueur, mais le partage des terres entre les communes dont les unes étaient plus riches que d'autres, n'eut lieu que très rarement.

La propriété individuelle des paysans aisés se trouvait abolie et leurs terres, aussi bien que celles des « pomestchiks » (2) furent presque partout partagées, soit entre les ouvriers agricoles qui ne possédaient pas de terres, soit entre les ouvriers urbains chassés des villes par la révolution et la faim, soit entre les paysans pauvres dont les lots ne suffisaient pas pour les nourrir.

Le gouvernement soviétique favorisait beaucoup le

(1) Entre tous, dans la même proportion.

(2) Membres de la noblesse foncière.

développement des sentiments égalitaristes en créant dans chaque village des comités de pauvres, les fameux Combied recrutés parmi les éléments les plus déshérités des campagnes. Par cette mesure, d'ailleurs purement politique, le pouvoir soviétique cherchait à s'attacher le prolétariat agricole. Ces comités, investis de pouvoirs très étendus, dirigeaient en fait les affaires de la commune: le pouvoir de décision n'appartenait qu'à eux, ils procédaient au partage des terres; à ce partage, s'ajoutait bientôt le partage du cheptel des pomestchiks et des paysans aisés.

b) *Période du communisme de guerre.* — Au début de la révolution, le gouvernement ne se proposait aucun but purement économique. Par la suite, se sentant plus fort, il se reprend et veut poser quelques principes qui pourraient servir de base à la socialisation du sol.

Le 14 février 1919 paraît une sorte de codification des décrets et ordonnances sur la terre; les dispositions législatives sur l'organisation « socialiste de l'économie agricole », suivant lesquelles toutes les terres forment « un fonds d'Etat commun ». La base de cette organisation aurait dû être la création d'une économie englobant toute la production agricole de la république des soviets (1).

On voit qu'à la place de la socialisation du sol, à base de possession égalitaire, un nouveau principe est posé suivant lequel l'Etat soviétique seul est investi

(1) Art, 4 des Dispositions.

du droit d'utiliser les terres pour des besoins économiques déterminés: c'est le principe de la nationalisation pure et simple et non plus de socialisation.

En même temps, le régime de la répartition se modifiait profondément. Une loi du 13 mai 1918 réglait que le paysan n'est plus maître de sa production, il ne peut garder de produits agricoles que strictement ce dont il a besoin pour lui et sa famille — le « *dvor* » (1) — tout le surplus de la production paysanne devant être fourni gratuitement à l'Etat. Ainsi, plus de droit de disposer de ses produits, plus de commerce possible des céréales et produits alimentaires. Les « excédents », comme on les appelait ironiquement — c'est-à-dire ce que le paysan produit en plus de ses besoins — sont réquisitionnés par l'Etat pour servir d'approvisionnement aux villes. En revanche, l'Etat se chargeait de pourvoir gratuitement à la satisfaction de tous les besoins des paysans en produits industriels.

Les soviets locaux répartissaient les quantités de produits à fournir, suivant les facultés productrices de chacun, instaurant ainsi une sorte d'économie socialiste mitigée qui a reçu le nom de « *prodrazverstka* ». Les paysans étant réfractaires à l'idée de communisme agraire, le pouvoir central n'espérait point pouvoir implanter ce régime au sein des campagnes.

Tout ce plan reposait sur l'espoir que la production de l'industrie nationalisée resterait au moins au même

(1) A la fois unité familiale et unité d'exploitation.

niveau qu'avant la révolution. Or, il n'en fut rien. L'industrie nationalisée désorganisée ayant baissé sa production dans des proportions énormes, l'équilibre entre la production industrielle et la production agricole sur le terrain de l'échange s'est trouvé rompu. Les paysans ne recevant pas les produits industriels promis, refusèrent finalement de donner leurs « excédents » à l'Etat.

Ainsi s'engageait la lutte entre les villes et la campagne.

Le pouvoir soviétique devait organiser son système de répartition sur une vaste échelle. Il fallait nourrir d'abord l'armée rouge, ce qui à ce moment ne laissait aux simples particuliers qu'une ration de famine, entretenir la population des villes, il fallait enfin des ressources pour payer les frais de l'industrie nationalisée et les munitions de l'armée rouge.

Le paysan payait tout cela avec ses produits, mais résistait, au besoin, à main armée, à cette emprise peu équitable. Le gouvernement ne reculait d'ailleurs devant aucune mesure de rigueur. Il n'hésitait pas à envoyer des détachements militaires pour opérer des réquisitions. La guerre fut ouvertement déclarée entre les paysans qui cachaient leurs récoltes et les commissaires bolchevistes et le résultat en fut inévitablement la réduction de la surface emblavée. Du moment que les excédents de récolte étaient confisqués, les paysans préféraient ne produire que la quantité de blé exactement nécessaire à la satisfaction de leurs besoins

personnels. C'était la famine pour les villes, et même, en cas de mauvaise récolte, pour les campagnes.

Pour parer à cette situation, les dirigeants soviétiques s'aventurèrent dans une autre expérience qui, à leurs yeux, devait remédier au mal dont souffrait presque toute la Russie. Ce fut la création des « exploitations soviétiques » ou, en russe, par abréviation, « sovkhoz ». Les économistes soviétiques ont placé de grandes espérances dans ces exploitations d'Etat. Dans leur pensée, elles étaient appelées à jouer un double rôle. Tout d'abord elles seraient, grâce à leur productivité supérieure, de véritables fabriques de céréales; elles fourniraient au gouvernement la totalité des produits alimentaires dont il avait besoin pour approvisionner l'armée rouge et les villes, et d'autre part permettraient l'exportation indispensable pour se procurer les devises permettant les achats à l'étranger. Le pouvoir soviétique escomptait de la sorte être complètement indépendant des paysans. En second lieu, les Sovkhozi seraient des facteurs de propagande communiste dans les villages, constituant des fermes modèles et faisant apparaître aux yeux des paysans la supériorité du système communiste d'exploitation, car ces fermes seraient pourvues de tous les perfectionnements possibles dans le cadre de l'économie soviétique.

A côté du Sovkhoz — exploitation d'Etat, — le gouvernement favorisait la création d'autres exploitations connues sous le nom de « Kolkhoz » — exploitations collectives, — sortes de phalanstères commu-

nistes avec égalité complète des membres de ses exploitations et absence de toute trace de propriété individuelle même sur les objets d'usage.

L'expérience n'a pas réussi, et ces institutions soviétiques n'ont pas répondu aux nécessités du moment. Le désordre et l'incurie y régnaient et loin de rapporter des bénéfices, elles grevaient le budget national de façon très sensible.

Le gouvernement voyait bien que la seule source où il pouvait puiser, c'était toujours l'économie paysanne et il s'était ému de la diminution progressive des surfaces emblavées et de la disparition presque complète des cultures maraîchères. On créa des organes administratifs, « les comités d'emblavage », chargés de diriger la culture. C'était le système de la culture obligatoire. La lutte continua entre les paysans et les comités, les paysans pressentaient les malheurs survenus plus tard en 1921 et ne voulaient à aucun prix se dessaisir de leurs dernières réserves alimentaires.

La famine menaçait de dévaster le pays et le gouvernement soviétique, ne pouvant plus nourrir les villes et l'armée rouge, se vit obligé de faire des concessions à la masse paysanne.

§ II. — PÉRIODE DE LA N. E. P.

La nouvelle économie politique, inaugurée en 1921, marque un retour partiel au régime capitaliste.

Dans son fameux discours au X^e Congrès des soviets, Lénine dit: « Nous savons que seule une entente avec

les paysans peut sauver la révolution sociale en Russie. Les paysans manifestent ouvertement leur mécontentement envers le pouvoir soviétique. C'est un fait devant lequel nous devons nous arrêter, nous sommes des politiciens assez pratiques pour dire: « Revision complète de notre politique vis-à-vis des paysans! »

Les premiers pas de la N. E. P. furent assez pénibles. Le système de la « prodrazverstka » fut aboli et remplacé par un impôt en nature. On ne prélevait plus tout le surplus de la production agricole, mais une quotité fixe établie par la loi. On créait ainsi un stimulant à l'activité des paysans qui furent autorisés à écouler les excédents sur le marché. C'était un corollaire indispensable de la réforme précédente. Les paysans avaient désormais la possibilité de vendre les produits de leur travail et d'acquérir les produits industriels dont ils avaient besoin.

Les débuts de la N. E. P. furent extrêmement favorables au développement de l'économie individuelle. Après toute une série d'années de politique communiste, on assistait à la renaissance de l'initiative privée et à une certaine liberté économique.

§ III. — APRÈS LA N. E. P.

Le nouveau code rural des soviets fut promulgué au mois de mai 1922. Après avoir confirmé dans les premiers articles le droit de l'Etat sur l'ensemble des terres qui font partie du territoire de la république, la loi proclame que le droit de jouissance sur la terre appar-

tient à tous les citoyens qui désirent l'exploiter par leurs propres moyens; aucune restriction ne pourra empêcher cette possession, sauf les cas expressément prévus par la loi (1). Quant aux différents modes de possession, le code renonce nettement aux idées collectivistes. Désormais, chaque commune agricole peut librement choisir le mode de possession qui lui est préférable (2). Ainsi la possession individuelle est parfaitement admise à côté de la possession en commun et des communes entières pourraient se disloquer et se constituer en exploitations individuelles en vertu d'un simple vote de leurs membres. De plus, à chaque partage de terres, un groupe d'exploitations agricoles peut quitter la commune avec ses terres, sans demander l'approbation de celle-ci. Même à un moment quelconque, un groupe de paysans peut quitter la collectivité, si la demande est formée par un cinquième au moins des membres de la commune. Et encore s'il s'agit de terres qui ne sont exploitées par personne, cette proportion n'est même pas nécessaire.

Une série de mesures protègent en même temps les terres qui présentent un intérêt particulier au point de vue individuel. Le partage des terrains occupés par des jardins, des vignes, n'est plus admis. De même, les terres arables ne peuvent être partagées avant un certain nombre d'années qui varie selon les différents

(1) 5 cas prévus par art. 18 du code.

(2) Art 58 et 59 du code.

systèmes d'assolement pratiqués dans les communes (1).

Il est à noter que le code ne permet le bail à ferme que pour une période n'excédant pas celle d'un assolement et pour des exploitations autonomes tombées dans la misère. Par contre, il permet, bien qu'avec des restrictions importantes, le métayage et l'emploi de la main-d'œuvre salariée. Ce qui importe surtout, c'est le principe même de cette reconnaissance officielle, la possibilité de location des terres et le rétablissement du salariat agricole. Cependant l'achat des terres, la vente, le droit d'hypothèque, sont rigoureusement prohibés par le code rural de 1922.

Le conflit du principe individualiste et du principe collectiviste apparaît nettement dans toutes les dispositions du code. Le droit de propriété privée est aboli — ce qui sauve les apparences. Le droit de possession individuelle est solennellement proclamé — principe individualiste. L'élément communiste n'apparaît dans le code que sous forme de déclarations vagues et imprécises.

La mise en vigueur du code rural fut le point de départ de la renaissance de l'économie paysanne. Beaucoup de paysans quittèrent les communes et allèrent se constituer des fermes à part des « khoutors », après s'être fait attribuer un lot séparé. L'intensité de ce mouvement a varié évidemment de province à province et d'année en année, mais il continue actuel-

(1) Neuf ans en moyenne.

lement, apportant ainsi un changement profond dans le régime agraire en Russie par l'instauration de la petite propriété individuelle.

§ IV. — LE RÉGIME ACTUEL

Le code rural de 1922 conserve ses cadres et même son esprit jusqu'à l'heure actuelle. Il y a eu, bien entendu, bien des modifications d'ordre secondaire. Mais tout récemment, après six années seulement d'application du code, un projet de nouvelle loi agraire a été adopté (1) par le comité central. Cette nouvelle loi inspirée par une nouvelle orientation politique, déclare la lutte contre l'économie individuelle des paysans. Elle cherche à amener toute l'économie agricole dans une voie socialiste en la subordonnant au plan économique de l'Etat, situation analogue à celle où elle se trouvait pendant la période du communisme de guerre. La nouvelle loi reprend ainsi la liberté qui a été accordée en 1922 et est en contradiction évidente avec les intérêts de l'agriculture. Mais ceci est la question de l'avenir.

Le régime actuel n'est que le développement progressif de l'économie basée sur les principes de 1922. Le type d'exploitation rurale, fonctionnant actuellement en U. R. S. S. n'est, à proprement parler, ni la petite propriété privée à la mode occidentale, ni le type communiste. Le fonds commun des terres dont

(1) Décembre 1928.

nous avons parlé est réparti entre les « Dvors » (à la fois unités familiales et unités d'exploitation) de chaque commune, proportionnellement à la capacité d'exploitation de chacun d'eux. Cette capacité se mesure au nombre des êtres humains, des chevaux, du bétail, des instruments de travail agricole dont chaque Dvor dispose en pleine propriété. Les règles de cette répartition sont fixées par les soviets locaux avec faculté d'appel à une juridiction spéciale au cas où elles seraient contraires à l'équité ou aux principes fondamentaux du code rural. La jouissance de la terre est ainsi concédée pour une période qui ne peut être inférieure à neuf ans, c'est-à-dire trois périodes d'assolement (1). Il y a deux sortes de propriétés:

1° Une propriété collective, temporaire, réductible et révocable, mais qui peut demeurer dans le même Dvor presque indéfiniment (2). Le Dvor en a la jouissance tant qu'il l'exploite et il ne peut ni vendre, ni hypothéquer, ni se désintéresser complètement de l'exploitation;

2° Une propriété individuelle, celle du cheptel, des instruments de production, de la maison, des terres qui l'entourent directement (3) et qui sont consacrées à la culture potagère et à des cultures industrielles.

(1) En cas général, la période d'assolement est de trois ans.

(2) S'il n'y a pas de transformations profondes dans la famille ou dans la population de la commune.

(3) Cependant, ce n'est pas la terre elle-même, mais plutôt sa superficie.

Le régime de jouissance des terres par les dvors est le cas général de tous les paysans.

Cependant, l'idée maîtresse du gouvernement est toujours la « communisation » de l'économie agricole, le développement des entreprises agricoles collectives, des Kolkhozi — exploitations par plusieurs familles paysannes, et des fermes modèles de l'Etat, des Sovkhozi — pour combattre l'esprit « petit bourgeois » des paysans et les entraîner dans le collectivisme.

Les Kolkhozi et les Sovkhozi existent bien depuis sept ans, mais les résultats qu'ils ont donnés jusqu'à présent sont médiocres. Le nombre des fermes d'Etat a sensiblement diminué au cours des années 1924-1925, en descendant de 5.000 à 3.000 environ, mais ceci est une question d'organisation puisque ce sont des entreprises d'Etat montées commercialement. Quant aux exploitations collectives, les fameux Kolkhozi, bien qu'elles jouissent de toutes les faveurs administratives et d'allocations budgétaires, il nous faut constater d'abord leur instabilité et la variation de leur nombre. Voici les chiffres que nous puisons dans *La Vie Economique des Soviets* (1) :

Années	Nombre d'exploitations collectives
1921	15.570
1922	12.028

(1) N° 7.

1923	13.091
1924	9.718
1925	12.609
1926	12.099
1927	11.000

Le nombre des exploitations individuelles s'élève en 1925 à: 22.740.000.

La superficie moyenne d'une exploitation collective était en 1927 de 60 déciatines (1) avec six chevaux et huit bovidés. Les exploitations collectives totalisent 800.000 âmes en chiffres ronds, en regard de 110 millions 459.700 individus pour les exploitations individuelles. Ces Kolkhozi sont la plupart du temps déficitaires et demandent au Trésor un concours financier qui, pour l'année 1927-1928, s'est élevé à 65 millions Rb T (2).

Le décret du soviet des commissaires du peuple en date du 2 mars 1928 établit un vaste programme d'extension des exploitations collectives. Au budget, figure une somme importante destinée à assurer le développement de l'agriculture et notamment des entreprises collectives. Il est donc possible qu'au cours de l'année leur nombre soit augmenté, ce qui n'augmentera bien entendu pas leur rendement.

Sans entrer dans la discussion purement doctrinale

(1) La déciatine équivaut environ à 1 Ha 09.

(2) Rb. T Rouble-Thervonetz, monnaie actuelle. Ekonomitsheskaia jizn du 12 mars 1928.

du rôle que les exploitations collectives seront appelées à jouer, nous pouvons conclure que la majorité écrasante des exploitations paysannes fonctionnent sur la base individualiste et capitaliste. Les paysans aspirent à une propriété sans aucune restriction. Ils subissent celles apportées à la libre disposition des terres, mais il faut bien le dire, la masse paysanne, qui cultive des ses propres mains ou à l'aide de quelques ouvriers, cette masse ne s'aperçoit pas beaucoup de ces restrictions, étant donné qu'en fait les paysans disposent de leurs terres comme ils l'entendent.

SECTION II

Division des exploitations agricoles

§ I. — DOUBLE FACE DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

La classe paysanne est, à l'heure actuelle, le pilier de toute l'économie des soviets. En effet, la Russie est devenue un pays plus agricole qu'il ne l'était avant la révolution. La population des campagnes augmente plus rapidement que celle des villes, et tandis que celle-ci est encore au-dessous du niveau des chiffres d'avant-guerre, celle-là les a dépassés de beaucoup.

Tant que le gouvernement soviétique conservait ses positions de commandement vis-à-vis des exploitations paysannes, celles-ci ne jouaient pas un rôle très important, mais conservaient une force potentielle qui devait apparaître le jour où la nouvelle politique économique est venue leur permettre de jouer leur rôle dans le marché des échanges.

La plupart des auteurs soviétiques distinguent deux faces dans l'économie agricole (1). La première face, c'est l'économie naturelle, celle qui produit pour l'agriculture même; l'autre, c'est l'économie capita-

(1) Larine « *Le capital privé en URSS* » P. 63.

liste, celle qui produit pour le marché. Ainsi, en 1925-1926 (1), la production agricole s'est chiffrée à 7.600 millions Rb environ, d'après les prix d'avant-guerre. La production « naturelle », celle qui reste dans l'exploitation, est évaluée par Larine à 4 milliards Rb d'avant-guerre ou 54 0/0 de la production totale. La production « capitaliste, » — qui n'est pourtant pas destinée exclusivement au marché — s'élève donc à 3.600 millions Rb, soit 46 0/0 de la production.

Cette distinction, assez subtile, se conçoit très bien dans les cadres de la politique économique soviétique où l'on cherche — pour combattre l'influence du capital privé — à déterminer par analyse le rôle effectif qu'il joue dans l'économie agricole.

§ II. — DOUBLE CARACTÈRE, SOCIAL ET ÉCONOMIQUE DE L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

Les formes de l'accumulation des capitaux dans l'économie agricole influent profondément sur la formation des diverses classes sociales paysannes. La différenciation de ces classes aboutit d'une part à une prolétarianisation des couches inférieures des paysans qui quittent l'agriculture pour aller travailler à la ville, d'autre part à l'accroissement du nombre des paysans aisés, précurseurs d'une bourgeoisie foncière qui renaît.

(1) L'économie d'après un plan, 1927, n° 3, p. 46.

L'apparition et le développement de ces deux groupes hétérogènes sont intimement liés. Au fur et à mesure de l'augmentation du prolétariat agricole, se renforce du reste l'influence économique et sociale des paysans riches et inversement.

Cette dualité de l'évolution ne ressort point des statistiques officielles (1) dans lesquelles on ne voit qu'une courbe uniformément ascendante de l'accroissement de l'économie capitaliste dans l'agriculture. Le nombre des prolétaires diminue chaque année, tandis que le nombre des exploitants, lui aussi, diminue légèrement (leur importance augmentant), ce qui semble contradictoire à première vue. Mais il faut tenir compte du fait que la classe la plus pauvre des paysans quitte définitivement la campagne en liquidant tous ses biens et avec toute sa famille passe à la ville. D'après les chiffres de contrôle du Gosplan (2) le chiffre du prolétariat urbain s'est accru de trois millions depuis les trois dernières années. A ce chiffre, il faut ajouter celui des familles qui sont à la charge de ces ouvriers.

Jusqu'à ces dernières années, les statistiques officielles n'étudiaient pas cette question de la désagrégation sociale des campagnes, mais le dernier annuaire statistique de l'U. R. S. S. (3) adopte une nou-

(1) Du moins jusqu'en 1927.

(2) Plan d'Etat.

(3) Administration centrale de statistiques, en abrégations russes, C. S. O.

velle méthode de classement pour les exploitations agricoles, où l'on voit ce caractère bilatéral de l'évolution.

§ III. — LES DIFFÉRENTS GROUPES D'EXPLOITATION

Il n'est pas contestable que la révolution agraire a eu pour résultat l'augmentation des effectifs des petites exploitations agricoles qui se sont enrichies à la suite du partage des terres et de « l'inventaire » agricole de la noblesse foncière (1), mais en même temps l'augmentation de la population des campagnes a amené une nouvelle différenciation des richesses. Les statistiques du mouvement de la population des campagnes nous apprennent que l'accroissement annuel moyen de ces trois dernières années est de 2.400.000 par an.

Cependant la situation économique des paysans pauvres s'est considérablement améliorée depuis la révolution agraire et leur nombre a considérablement diminué. D'après les calculs faits par Lénine en 1916 (2), la masse des paysans se divisait en trois catégories de la façon suivante :

1° Les pauvres, les prolétaires ne possédant pas de terre ou dont la terre était insuffisante pour les nourrir, 50 0/0;

2° Les paysans de situation moyenne produisant

(1) Pomietchiks.

(2) Qui paraissent ne pas s'écarter beaucoup de la vérité.

un peu pour le marché et accumulant un supplément les bonnes années de récolte, 15 0/0;

3° Les paysans aisés ou « Koulaks » (1), 10.0/0.

En tout 75 0/0 de la population, proportion qui reste sensiblement la même.

De nos jours, ces 75 0/0 sont répartis de la façon suivante (2) :

Prolétariat agricole	21,7 %
Paysans moyens	49 %
Koulaks	1,6 %

On remarque toute de suite la diminution importante du prolétariat agricole, de même que l'augmentation très sensible de la masse moyenne, tandis que les Koulaks sont en faible minorité dans la Russie actuelle. Par contre, ce sont ces derniers qui, au village, possèdent le plus de bétail, de chevaux, d'instruments aratoires. C'est donc au Koulak et, le cas échéant, au paysan moyen que le paysan pauvre est obligé de s'adresser, soit pour donner à bail sa terre, lorsqu'il veut aller travailler en ville en laissant une partie de la famille sur place (3), soit pour se louer lui-même, soit pour emprunter les chevaux, les ins-

(1) Ce mot a fait fortune dans le monde entier. Signifie « poing ».

(2) Larine, ouvrage cité, p. 62.

(3) L'absentéisme est prohibé en U. R. S. S.

truments aratoires et les semences pour cultiver son lopin de terre.

En l'état actuel de l'économie, le paysan pauvre ne trouverait pas au village les moyens d'assurer sa subsistance. En ce qui concerne son rôle dans la production capitaliste, il est plutôt l'objet ou un rouage de l'exploitation agricole, tandis que le paysan moyen et le Koulak en sont le sujet et l'agent de l'accumulation capitaliste.

§ IV. — CRITÉRIUM DE L'INÉGALITÉ ÉCONOMIQUE

DES EXPLOITATIONS

L'importance économique des différentes exploitations agricoles peut être estimée suivant un triple critérium (1) :

1° Quantité des terres possédées;

2° Importance du cheptel et des instruments aratoires;

3° Nombre d'ouvriers employés et des autres personnes à la charge de l'exploitation agricole.

D'après les quantités de terres, les exploitations agricoles se divisaient en 1924 de la façon suivante. (Ces chiffres n'ont guère changé depuis) (2).

(1) Au point de vue de la statistique économique.

(2) Données par l'Administration centrale de statistique.

Nature de l'exploitation	Surface	
	Nombre	emblavée
1° Sans terre emblavée (1)	4,3	0
2° 2 déciatines	37,1	14,4
3° 2-4 —	32,8	29,6
4° 4-8 —	19,6	33,1
5° Plus de 8 déciatines	6,2	22,9
TOTAL	100 %	100 %

Les deux premières catégories d'exploitation appartiennent aux paysans pauvres, ce qui donne 41,4 % du total avec 14,4 % de surface emblavée, tandis qu'au 5° groupe qui ne représente que 6,2 % de toutes les exploitations, appartiennent 22,9 % de cette surface. On peut dire, d'une façon approximative, que les trois dernières catégories, c'est-à-dire 60 % environ de toutes les exploitations contribuent à l'accroissement du produit net agricole en fournissant ses excédents sur le marché des échanges et certaines d'entre elles ne travaillant exclusivement que pour le marché.

Quant à la distribution du cheptel par exploitation, ce qui donne un deuxième critérium de l'importance de celle-ci, nous utiliserons les chiffres du C. S. O.

D'après les données que nous fournit le C S. O.

(1) Réduite à une maison et un jardinnet environnant.

nous pouvons construire un tableau en divisant les exploitations en quatre groupes.

Groupe d'exploitation	Nombre	Surface
1. Sans cheptel	23,1 %	14,5 %
2. 2 têtes	40,9 %	49,6 %
3. 2 à 4 têtes	30 %	22,2 %
4. Plus de 4 têtes	6 %	13,7 %
TOTAL	100 %	100 %

Le pourcentage élevé des exploitations qui n'ont pas de cheptel nous prouve qu'il y a une masse considérable de paysans qui n'ont pas de ressources suffisantes pour organiser la production sur la terre qu'ils ont obtenue à la suite de la révolution.

Le troisième critérium à étudier est celui du nombre d'ouvriers agricoles et des personnes à la charge de l'exploitation.

Les documents du Commissariat des Finances (1) fixent les proportions du nombre des ouvriers par exploitation (2).

(1) Statistiques fiscales de 1924-1925.

(2) Exploitations insuffisantes moins de 4 déciatines.

«	moyennes	de 4 à 8	«
«	des Koulaks	de 8 à 15	«
«	riches	plus de 15	«

Nature des exploitations	Nombre des exploitations	Nombre d'ouvriers
1. Insuffisantes	31,3 %	28,5 %
2. Moyennes	49,5 %	47,7 %
3. Koulaks	15,2 %	17,3 %
4. Riches	4 %	6,5 %
TOTAL	100 %	100 %

§ V. — DIFFÉRENCIATIONS CONTINUELLES

DES EXPLOITATIONS

La différenciation continue des exploitations agricoles, ainsi que la formation des couches successives des classes sociales paysannes, se poursuit inévitablement même dans les conditions soviétiques économiques à tendances socialistes et communistes non douteuses.

Les auteurs soviétiques niaient, il y a quelques années, cet état de choses, soutenant que dans les cadres de l'économie socialiste, aucune différenciation ou intégration des terres n'est possible puisque la terre est nationalisée, et par cela même hors du commerce. Se basant sur cette considération, le gouvernement a d'abord prohibé dans les champs l'emploi de la main-d'œuvre salariée et a apporté une infinité de restrictions aux baux ruraux.

Mais les nécessités économiques sont plus fortes que

les dispositions législatives. La pratique a élaboré, sous la pression des circonstances, des formes originales qui ont dû par la suite être sanctionnées par des lois. « Si nos lois, dit un auteur soviétique (1), permettaient l'achat et la vente de la terre, une évolution dans le sens de la concentration partielle de la propriété foncière serait inévitable.

Comme la terre est nationalisée et nominale^{ment} forme un fonds commun de la nation, les formes capitalistes de l'exploitation se dissimulent sous le couvert des institutions permises. Mais la différenciation économique dans l'agriculture se poursuit incessamment, et cette transformation continuelle accumule aux deux pôles deux couches profondes de masses agricoles : paysans aisés sur un pôle dont l'économie est basée surtout sur le bail à ferme, — paysans pauvres dont les cadres forment progressivement le prolétariat agricole.

Cette transformation amènera comme résultat inévitable le pouvoir économique à la classe aisée des paysans, car eux seuls disposent du capital, c'est-à-dire de la force économique. La lutte économique, atténuée jusqu'ici par la crainte du retour au communisme de guerre, donnera définitivement la prépondérance au groupe économiquement plus fort le jour où ce groupe prendra conscience de sa puissance.

(1) Kolesnikov: *Où va la campagne?*

SECTION III

Les formes capitalistes dans l'économie paysanne

§ I. — LES QUATRE FORMES D'ENTREPRISES CAPITALISTES DANS LES CAMPAGNES

Il y a actuellement trois formes principales d'entreprises capitalistes dans l'économie paysanne. En premier lieu, et c'est la forme la plus répandue : l'exploitation à l'aide de la main-d'œuvre salariée, exploitation des Koulaks, d'après la terminologie consacrée.

En second lieu, les entreprises dont l'objet est un prêt à usage du cheptel et des instruments aratoires — forme capitaliste dissimulée — car, en réalité, c'est la main-mise sur une partie de l'exploitation du paysan pauvre, sans passer par les formes juridiques du bail à ferme, lequel exige une certaine publicité locale.

En troisième lieu, les « pseudokolkhozi », entreprises capitalistes individuelles dissimulées sous la forme des coopératives de production.

On peut y ajouter une quatrième forme d'entreprise capitaliste, ce sont les entreprises de main-d'œuvre agricole, dont une partie seulement est utilisée dans l'agriculture.

Il n'est pas possible de donner un critérium infailible pour distinguer le paysan moyen du Koulak, qui

est obligé par les circonstances de dissimuler sa véritable situation aux yeux de l'administration, et le chiffre de 1,6 0/0 que nous avons donné précédemment ne répond certainement pas à la réalité. De l'aveu même des représentants de l'autorité soviétique, ce chiffre se monte actuellement à 3,4 0/0 de toutes les familles paysannes (1). Prenons la moyenne de ces deux chiffres, soit 2,8 0/0. Il n'est pas possible de donner de chiffre exact, même en se fondant sur les données statistiques du C. S. O., car tout le territoire de l'U. R. S. S. est divisé par zones successives d'après la valeur intrinsèque de l'exploitation moyenne de chaque région, et si l'on peut parler du pourcentage approximatif des exploitations de Koulaks, ce n'est qu'à l'intérieur de chaque zone. Comme les méthodes de statistiques changent de zone à zone, de république à république, il est impossible de calculer un chiffre exact.

Cependant, les chiffres relatifs au nombre de la main-d'œuvre salariée employée à la campagne, ainsi que le rapport du nombre de déciatines au nombre des salariés agricoles, pourront nous renseigner sur le rôle des entreprises capitalistes dans l'agriculture.

A) Prenons les chiffres fournis par le Commissariat des Finances (2). Ils nous donnent un tableau intéressant, nous montrant la supériorité des exploitations des Koulaks sur les exploitations ordinaires. En com-

(1) Molotov. Discours au Congrès de 1927.

(2) 1924-1925.

parant le nombre total de déciatines de terre cultivée au nombre total des personnes composant les dvors dans les exploitations, nous obtenons une moyenne de 59 déciatines environ pour 100 personnes. La même opération faite pour 100 consommateurs composant les dvors des Koulaks nous donne 236 déciatines. A ce point de vue, les exploitations des Koulaks sont donc quatre fois plus fortes que la moyenne des autres.

B) De même, si nous prenons le chiffre du petit bétail, sur 100 personnes composant les dvors, il est de 15 têtes pour l'ensemble des exploitations et 36 têtes pour la catégorie qui nous occupe. On obtient la même proportion pour les bêtes de trait et de somme, 22 têtes pour 100 consommateurs et 37 pour le Koulak.

C) Pour illustrer l'importance relative de ces diverses exploitations, il est intéressant de relever certaines données concernant les ouvriers agricoles employés aux exploitations individuelles.

Le chiffre exact de la main-d'œuvre agricole est inconnu. Il y a, bien entendu, des calculs de la C. S. O., mais, de l'aveu même de celle-ci, ils sont basés sur des données incomplètes. Il y a, d'autre part, des calculs de « L'Office du travail des champs et forêts » (1) plus complets, qui donnent une différence de plus d'un million de travailleurs en plus des données de la C. S. O. La différence provient de ce que les données de la C. S. O. sont recueillies par les bureaux statistiques des soviets locaux, qui ne peuvent donner des

(1) Vserabotzemles.

renseignements que sur les ouvriers dont les contrats collectifs ou individuels ont été enregistrés, mais ce mode d'enregistrement n'est pas encore introduit dans toutes les régions agricoles et nombre d'ouvriers se trouvent donc en dehors des statistiques.

Une grande partie de la main-d'œuvre non enregistrée est justement celle des exploitations individuelles, car celle des exploitations collectives ou d'Etat est enregistrée aux soviets locaux.

En tenant compte de toutes les remarques que la C. S. O. fait dans son annuaire, on peut prendre pour nombre d'ouvriers employés dans l'agriculture le chiffre de 3.600.000 personnes, dont 1.200.000 dans les Sovkhozi, les Kolkhosi, les services communaux, ce qui donne, pour les exploitations individuelles, un nombre d'ouvriers approximatif de 2 millions et demi.

Les exploitations purement capitalistes emploient environ 1 million 1/2, soit à peu près 40 0/0 de toute la main-d'œuvre agricole. L'ensemble des personnes qui composent les dvors de ces exploitants est évalué à 800.000 environ ; il y a donc environ 2 travailleurs salariés pour un travailleur de la famille du Koulak.

Si nous faisons le même calcul pour le reste des exploitations agricoles, ce chiffre ne sera qu'une infime fraction, 0,02 pour un travailleur de famille, soit 90 fois moins. Utilisons maintenant les chiffres que nous avons donnés précédemment. Du total des terres arables, 10 ou 11 0/0 se trouvent à la disposition des exploitations à base capitaliste. Du total du bétail: 7,5 0/0. Il faut tenir compte du fait que ce groupe

présente un type d'exploitation nettement supérieur à la masse par le mode de culture intensive, par la supériorité des machines, des instruments agricoles, enfin par l'exploitation de cultures plus appréciées. Prenons à titre d'exemple le rendement d'un déciatine de seigle dans une exploitation de moins de 10 déciatines et dans une de plus de 10.

Surface de culture	Pounds récoltés
Moins de 10 déciatines	33
Plus de 10 déciatines	44

Si l'on évalue l'ensemble de la production agricole à 7.600 millions de Rb d'avant-guerre avec le Gosplan, un chiffre de 700 millions de Rb est absorbé par notre catégorie d'exploitation. Ce chiffre est le chiffre de la production destinée au marché. Nous avons défini approximativement l'importance du capital privé dans l'agriculture, ce qui ne veut pas dire que le reste de l'économie agricole n'est pas exploité sur la base capitaliste, ce que nous avons déjà démontré.

Cette forme de l'économie agricole comprend non seulement la production des céréales, mais l'élevage du bétail en vue de la vente (1), le pâturage, la culture de la vigne (2), les cultures industrielles et maraîchères.

(1) Chevaux, porcs, moutons.

(2) Dans le sud de la Russie.

§ III. — LE FERMAGE ET LE MÉTAYAGE

A) Nous avons indiqué plus haut la possibilité de louer ses terres pour un temps n'excédant pas la période de trois assolements. Le fermage est donc permis par le droit soviétique, bien qu'avec des restrictions très importantes. En fait, le fermage est très répandu, étant donné que le paysan pauvre n'a pas les ressources suffisantes pour mettre en valeur son terrain, ni la superficie nécessaire pour nourrir toute sa famille. Le paysan riche prend à bail un certain nombre de ces lopins de terre, augmentant ainsi ses effectifs d'exploitation et donnant, la plupart du temps, un emploi rémunérateur à l'ancien possesseur.

Ainsi le fermage, si contraire aux principes fondamentaux de l'économie soviétique, apparaît comme une nécessité absolue dont on ne peut se débarrasser. Le paysan riche, bien outillé, se sent à l'étroit sur la part qui lui est assignée, tandis que le paysan pauvre manque de capitaux pour mettre en valeur la sienne. L'équilibre entre la quantité de terre et la masse des capitaux engagés a été rompu par la révolution agraire de 1918-1919.

Les capitaux, accumulés depuis les années de la N. E. P. par les paysans riches, attendaient leur application. L'achat et la vente étant prohibés, c'est par le moyen du bail à ferme qu'il leur faut chercher à étendre leur possession.

D'après des données déjà un peu vieilles, car le pourcentage augmente tous les ans, le nombre des

exploitations qui avaient recours au fermage, c'est-à-dire avaient pris à bail la terre d'autrui, s'élevait en 1923 à 5,6 0/0 pour toute la Russie; en 1924: 9,5 0/0. Dans certaines régions, notamment la république d'Ukraine, ce chiffre s'élevait, en 1924, à 12,5 0/0. Ces chiffres se sont légèrement accrus depuis et il faut tenir compte du fait qu'un nombre considérable de ces contrats n'est pas enregistré, contrairement à la loi, ce qui fausse les statistiques.

Voici les chiffres les plus récents que nous avons pu recueillir, publiés par la C. S. O. pour l'année 1926. Les exploitations sont divisées en trois groupes, correspondant approximativement à la division fondamentale des paysans en : pauvres, moyens et Koulaks. Les chiffres se rapportent aux régions essentiellement productrices de blé de la R. S. F. S. R.

Surface de culture	Exploitants qui ont pris des baux à terme	Exploitants ayant donné leurs terres à bail
1. Moins de 6 déciatines.	24,8 %	87,2 %
2. De 6 à 10 déciatines..	26,5 %	9,4 %
3. Plus de 10 déciatines.	48,7 %	3,4 %
TOTAL	100 %	100 %

Ce tableau nous indique bien que presque la moitié des terres prises à bail se rapportent aux exploitations

purement capitalistes, c'est-à-dire travaillant presque exclusivement pour le marché.

B) Le Métayage jouit actuellement de toutes les faveurs du paysan soviétique ; d'abord parce qu'il cadre bien avec l'esprit de la législation rurale soviétique, qui prohibe absolument l'absentéisme, ensuite à cause de la valeur intrinsèque de ce genre de contrat, où les risques sont partagés. On stipule assez souvent que l'impôt foncier sera à la charge du bailleur. Il est à remarquer que celui qui abandonne sa terre au métayer, c'est-à-dire presque exclusivement le paysan pauvre, est par cela même obligé de cesser son exploitation et de chercher du travail à la ville ou à la campagne, souvent même dans l'exploitation de son preneur, le métayer. Le preneur reçoit de la sorte non seulement un terrain à bon marché, mais aussi le travail nécessaire pour le cultiver. Le bailleur, par contre, subit une double exploitation. Il reçoit un loyer en nature qui est très faible et un salaire peu important également. Ce qui est remarquable, c'est que ce mode d'exploitation est beaucoup plus fréquent qu'avant la révolution.

Nombreux sont les cas où le paysan pauvre donne sa terre à bail, à charge de payer l'impôt foncier, ce qui nous fait entrevoir un système d'imposition assis non sur ce qui est, mais sur ce qui doit être.

Le bail sous toutes ses formes apparaît, dans la plupart des cas, comme un mode dissimulé d' « aliénation » des terres, ce qui réalise en fait une mobilisation de la terre en favorisant en même temps sa con-

centration entre les mains des paysans les plus capables et les plus enclins à la forme capitaliste de la production agricole.

§ IV. — LE BAIL A CHEPTEL,

LE PRÊT DES INSTRUMENTS ARATOIRES

Une autre forme de relations purement capitalistes dans les campagnes, c'est ce que l'on appelle officiellement le bail à cheptel et le prêt des instruments aratoires.

Nous trouvons une analyse détaillée de cette forme d'entreprise capitaliste dans plusieurs ouvrages soviétiques (1). L'opération, fort intéressante, a une double face : un côté apparent et officiel, un côté dissimulé mais véritable. Nous y voyons une entreprise capitaliste dissimulée sous un contrat d'inspiration exactement opposée. Le paysan pauvre, dont le capital est insuffisant pour exploiter son champ, prend à bail chez le paysan riche le bétail nécessaire, engageant en même temps le propriétaire de ce bétail. Ainsi, en apparence du moins, le paysan pauvre joue le rôle du patron. En réalité, ce rôle est purement fictif. C'est le bailleur du cheptel qui, en fait, réunit la parcelle de ce paysan à ses terres, élargissant ainsi son exploitation et donnant un emploi à ce paysan. Ce dernier est payé avec une partie de la récolte faite sur son

(1) *Larine: La campagne soviétique. Kritzmann: Les classes sociales dans les campagnes.*

propre terrain. Donc, il a la jouissance de la terre sans la louer juridiquement, car au point de vue droit, c'est le paysan pauvre qui donne comme salaire au riche une grosse partie de la récolte. Ce salaire est calculé à la tâche pour différentes sortes de travaux agricoles ou transports de céréales. Le patron fictif est, en réalité, l'ouvrier de son ouvrier. La désorganisation complète de l'économie agricole, la diminution sensible du cheptel à la suite de la révolution et des guerres civiles, l'insuffisance notoire de la production des machines agricoles par les trusts industriels d'Etat, tout cela contribue largement au développement de ce genre de contrat, le paysan qui ne veut pas quitter sa terre, étant obligé de recourir au paysan riche pour lui emprunter le capital nécessaire à la culture.

La demande est toujours supérieure à l'offre; le prix du loyer payé par le paysan pour la location du bétail et des travaux exécutés par le paysan riche est très élevé, plus élevé en tous cas qu'avant la révolution (1).

Le prix est, bien entendu, établi en nature et oscille entre des limites très variables suivant les régions. Tous les avantages de cette double opération sont pour le Koulak et tous les inconvénients pour le « biedniak » (2).

La possession du capital est à la base de la division

(1) De 20 à 40 pounds pour le labourage d'une déciatine.

(2) Pauvre.

sociale par classes. Il y a deux classes sociales dans la campagne : la classe possédant des instruments aratoires et des machines agricoles et la classe des paysans ne possédant que la terre. Mais il faut dire que les exploitants qui pratiquent ce genre d'opérations contribuent beaucoup au développement de l'agriculture. Ils pratiquent généralement l'assolement, labourent plus profondément, effectuent les semailles et la moisson à l'aide des machines, ce qui serait impossible au paysan pauvre. Pratiquant la culture intensive, ils développent en même temps d'autres branches de l'économie agricole, comme l'économie laitière, l'élevage du bétail. De cette façon, les éléments capitalistes de la campagne sont à la tête du mouvement économique, comme organisateurs de la production agricole, aussi bien naturelle que celle pour le marché. Ils jouent un rôle primordial et sont les agents nécessaires de l'échange des produits entre la campagne et les villes.

D'après les données de la C. S. O., les exploitations des Koulaks, dont nous avons déterminé le nombre à 14 0/0 du total, fournissent plus de 60 0/0 du blé sur le marché, chiffre impressionnant, qui a causé bien des inquiétudes au gouvernement soviétique et a contribué beaucoup au changement de sa politique dans le domaine agraire. On peut même soutenir que c'est de l'établissement de ces statistiques que date la croisade soviétique contre les éléments capitalistes à la campagne et les Koulaks en particulier.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons affirmer que le

genre d'exploitation à l'aide de ce bail interverti est la forme la plus répandue de l'entreprise capitaliste à la campagne. Il est impossible de déterminer le volume exact de cette forme d'exploitation, mais nous pouvons en saisir l'importance par les tableaux des statistiques sur le nombre des « ouvriers à la tâche » employés par diverses catégories d'exploitations agricoles. En prenant le rapport de ce nombre au nombre d'ouvriers appartenant à d'autres catégories (salariés travaillant au temps), nous pourrions nous faire une idée de l'importance relative de l'opération que nous étudions, car ces « ouvriers à la tâche » ne sont, pour la majorité des cas, que ces paysans riches, exploitant la terre des pauvres.

Voici ce tableau (1) :

Groupe d'exploitation	Nombre d'ouvriers à « la tâche » par rapport au total des ouvriers agricoles en %
-----------------------	--

1. Moins de 1 déciatine	39,6
2. De 1 à 2 déciatines	23,9
3. De 2 à 3 —	9,2
4. De 3 à 4 —	5,6
5. De 4 à 6 —	3,1
6. De 6 à 10 —	2,9
7. De 10 à 16 —	5,9
8. De 16 à 25 —	1,5
9. Plus de 25 —	0

(1) C. S. O. 1926 p. 88 (pour les régions consommatrices).

Ce tableau nous montre clairement que les « ouvriers à la tâche » sont, la plupart du temps, employés par les exploitations agricoles « insuffisantes ». Le pauvre emploie 75 0/0 environ d'ouvriers à la tâche ; le fait serait inexplicable sans les constatations que nous venons de faire.

Si nous comparons maintenant, en prenant la moyenne par zone, le nombre d'ouvriers à la tâche et d'ouvriers à terme fixe, nous constatons que les ouvriers à la tâche représentent 20 0/0 du nombre total des dvors et les ouvriers à terme fixe, à l'année ou journaliers, 8 0/0 environ. Autrement dit, 8 0/0 des dvors ont eu recours à la main-d'œuvre salariée dans le sens ordinaire du mot et sans interversion de rôle, et 20 0/0 des dvors ont donné leurs terres aux Koulaks. Le reste pratique les emplois mixtes et il est difficile de déceler la présence des combinaisons dont nous nous occupons.

Si les statistiques étaient plus perfectionnées et plus complètes, il nous semble que le nombre des dvors qui emploient la main-d'œuvre « à la tâche » devrait être porté à 25 0/0 de tous les dvors de paysans, car nous avons vu précédemment que le nombre des dvors qui n'ont pas de cheptel, mais qui ensemencent tout de même leurs terres est d'environ 25 0/0.

Il serait intéressant de déterminer maintenant la part qu'occupe cette forme de l'économie capitaliste dans l'ensemble de la production agricole pour le marché. Les renseignements les plus récents, provenant de sources soviétiques différentes, nous évaluent cette

part à 5 0/0 environ du total de la production capitaliste des campagnes, mais ce chiffre est, en réalité, plus élevé, car les statistiques soviétiques à ce sujet ne peuvent pas refléter la vérité, faute de renseignements exacts, et étant donnée la situation politico-économique de l'U. R. S. S. actuelle, où la croisade dont nous avons parlé favorise beaucoup toutes sortes de simulations pour cacher la situation véritable.

Bien que très répandue, cette opération du bail à cheptel ne peut tout de même donner un gros chiffre dans l'ensemble de la production capitaliste, car il s'agit, en premier lieu, de petites exploitations et, en second lieu, on ne tient pas compte de la part de production qui a servi à rémunérer les services rendus par les « ouvriers à la tâche ».

§ V. — ENTREPRISE CAPITALISTE INDIVIDUELLE

A FORME COLLECTIVE

La troisième forme de l'entreprise capitaliste à la campagne est, comme la précédente, une forme simulée. Nous avons vu ce qu'était une exploitation collective, un Kolkhoz ; c'est, en somme, une entreprise coopérative de production agricole. Certes, cette forme d'exploitation n'est pas très répandue et ici, comme partout ailleurs, elle suit le sort ordinairement réservé aux coopératives de production d'Occident : transformation en une forme capitaliste, notamment en forme de société commerciale.

Parmi les Kolkhozi, beaucoup ne sont, en réalité, que des entreprises montées sur le pied commercial. Les exemples sont bien instructifs et nous montrent bien les anomalies de la vie économique soviétique. On a fait bien des enquêtes sur les Kolkhozi. L'une d'elles a porté sur 7.000 (1) kolkhozi de R. S. F. S. R., ce qui représente environ un tiers de tous les kolkhozi d'U. R. S. S. Les résultats de cette enquête ont été publiés en 1927 (2). Ils sont édifiants :

22 0/0 des kolkhozi dans la région de Saratov ont été des pseudo-kolkhozi.

29 0/0 dans la république Tartare, 30 0/0 dans la région de la Volga inférieure, 30 0/0 en Sibérie et, ce qui est plus frappant encore, 35 0/0 dans la région de Moscou, le cerveau même de l'économie communiste. Sur ces 6.956 exploitations collectives, 1.717 ont été des coopératives simulées, ce qui donne une moyenne de 25 0/0.

Quels sont les indices qui ont permis de reconnaître un kolkhoz comme appartenant au groupe simulé d'exploitation capitaliste ? Le premier indice certain c'est le fait, pour le kolkhoz — qui est juridiquement une entreprise coopérative où tous les membres travaillent de leurs mains — d'employer presque exclusivement une main-d'œuvre salariée ne faisant pas partie de l'association. Un autre indice, c'est l'existence, sous cette forme juridiquement collective, d'ex-

(1) Exactement 6.956.

(2) Revue « *Sur le front agraire* », n° 2.

exploitations individuelles qui ne se sont associées que pour jouir des faveurs que l'administration accorde aux kolkhozi : dégrèvements et même exemptions fiscales, ouvertures de crédit par les banques et autres avantages. Un troisième indice permettant de reconnaître le pseudokolkhoz, c'est le fait d'être composé exclusivement d'un petit nombre d'associés, riches paysans, refusant catégoriquement l'admission d'autres membres de classes inférieures.

Enfin — dans les pseudo-kolkhozi — la répartition des produits se fait proportionnellement aux apports des associés, ce qui est de l'essence même de l'entreprise capitaliste.

Pour déterminer la part de cette forme d'entreprise dans l'ensemble de la production agricole, il faut se reporter aux conclusions de l'enquête exposée ci-dessus. Le quart des kolkhozi sont en réalité des entreprises capitalistes. La part de tous les kolkhozi dans la production agricole étant évaluée à 4 0/0 environ (3), la participation de ces pseudo-kolkhozi dans la production pour le marché ressort donc à 1 0/0 environ.

§ VI. — ENTREPRISES DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

La dernière forme que revêtent les entreprises capitalistes dans les campagnes est l'entreprise de la main-d'œuvre agricole.

Bien avant la révolution, et de temps immémorial,

(3) Pour la R. S. F. S. R. et l'année 1926.

existaient en Russie des entreprises de main-d'œuvre ambulante. Cette main-d'œuvre se transportait des régions surpeuplées vers les régions de grande culture où, chaque saison, se faisait sentir le manque d'ouvriers agricoles. D'après les statistiques d'avant-guerre (1), la moyenne annuelle de ces ouvriers saisonniers qui quittaient leurs villages pour travailler ailleurs était évaluée à 6 millions 1/2. De ce nombre, 3 millions ont été employés exclusivement dans les champs, 1 million pour les travaux forestiers et le reste, soit 2 millions 1/2, pour des travaux de construction de toutes sortes et l'aménagement des routes.

La période du communisme de guerre est fatale à ce genre d'entreprise. C'est plutôt alors le phénomène inverse qui se produit : désertion des villes, afflux à la campagne.

A l'heure actuelle, le nombre des travailleurs qui partent tous les ans pendant la saison des travaux agricoles peut être évalué de 3 à 4 millions (2).

De cet exode, les entrepreneurs de main-d'œuvre organisent une part importante, 15 à 20 0/0, mais il faut remarquer qu'un grand nombre de ces entreprises capitalistes travaillent à la construction de maisons, même en ville, et que leur activité sort donc du domaine de l'économie agricole pour entrer dans le domaine industriel.

(1) De 1900 à 1913.

(2) 3 millions en 1926.

SECTION IV

Le capital privé dans l'économie paysanne

De tout ce qui précède nous pouvons déduire ce fait important: que la campagne soviétique étant la base de toute l'économie nationale est en même temps la base des relations capitalistes.

Calculons le total de la production capitaliste dans l'ensemble de la production agricole: les exploitations de la première forme envisagée nous donnent 14 % de la production totale; les entreprises agricoles, 4 %; les pseudokolkhozi 1 %, au total 19 %. Ainsi, 19 % de la production agricole s'effectue presque exclusivement pour le marché, c'est-à-dire constitue la part proprement « capitaliste » de l'économie agricole. En 1926, cette part correspondait, nous l'avons vu, à 700 millions Rb d'avant-guerre, ce qui donne, d'après les indices du Gosplan de la même année (1) 1 milliard de Rb Tchervonetz. La moyenne par dvor (2) est donc de 2.200 Rb sans compter la partie naturelle de l'économie paysanne qui peut être évaluée à 800 Rb par dvor. Ainsi, le revenu brut d'une exploitation agricole moyenne, d'un type purement capita-

(1) Indice 1,4.

(2) 450.000 dvors environ.

liste est de 3.000 Rb tch. par an. Il faudrait ajouter la part des entreprises capitalistes de la main-d'œuvre.

La presque totalité des exploitations agricoles — nous avons pu le constater — sont des exploitations individuelles (plutôt familiales) et si elles ne produisent pas toutes pour le marché, c'est qu'elles ne le peuvent pas, faute d'excédents de la production sur la consommation à l'intérieur de l'exploitation. Mais le mode même d'exploitation est le mode capitaliste, et il suffirait d'apporter de sensibles améliorations dans les méthodes de culture pour que ces mêmes exploitations produisent un excédent pour le marché.

A part les coopératives — les kolkhozi — qui ne représentent qu'une infime minorité des entreprises, toute l'économie paysanne se fait donc sur la base purement individualiste.

A ce sujet les aveux de M. Sokolnikof, représentant des Soviets à la Conférence internationale économique de Genève, sont très nets. « Dans le domaine agricole, la forme économique prédominante est et sera encore sans aucun doute pendant une longue période la petite propriété (1) privée; elle y domine sans partage. Les « communes agricoles » sont peu nombreuses malgré la protection que leur assure le pouvoir soviétique; les kolkhozi périclitent et se montrent incapables d'exploiter leurs terres sans le concours du Trésor, sauf le cas où, sous le nom de communes agri-

(1) Terme impropre.

coles, travaillent les anciens propriétaires avec leurs parents. »

On peut donc dire que le développement de l'économie agricole est entre les mains des paysans aisés et riches, dont les exploitations se figent de plus en plus dans les formes capitalistes de production. Il y a discordance irréductible entre ces formes et l'idéologie politico-économique du gouvernement soviétique, qui pourtant est obligé de s'engager dans cette voie sous la pression des nécessités du moment. Il serait chimérique de croire que cette masse de population de 120 millions de personnes environ qui prend conscience de sa force économique véritable puisse être convertie au communisme orthodoxe, car la classe paysanne ne sera jamais accueillante aux idées égalitaristes dont l'esprit est incompatible avec la production paysanne.

CHAPITRE III

Rôle du capital privé dans l'industrie soviétique

SECTION I

L'industrie soviétique depuis la révolution

§ I. — PÉRIODE DU COMMUNISME INTÉGRAL

La période qui va de 1918 à 1921 et que l'on appelle généralement période du communisme intégral, est caractérisée par la nationalisation de toute la grosse industrie et par les salaires en nature, une réglementation autoritaire se substituant d'un seul coup à l'initiative privée.

Cet état de choses, issu du programme du parti communiste, programme marxiste de la conquête des pouvoirs, a été néfaste à la grosse industrie nationalisée.

Un tableau du C. S. O. nous montre la chute formidable de la production industrielle. Voici, en millions Rb or, d'après les prix d'avant-guerre, les chiffres de cette production (1).

(1) La Sibérie et le Turkestan non compris.

Années	Production en millions Rb or
1912	6.059,2
1920	835,8
1921	870,0
1922	969,5
ou en désignant par 100 la production de 1912 :	
1912	100
1920	13,8
1921	14,4
1922	16,0

Ces chiffres caractérisant la période de la destruction universelle, parlent d'eux-mêmes. La promulgation du décret du 11 octobre 1920 établissant la gratuité de la distribution par l'Etat de tous les produits nécessaires, marque le point extrême de cette baisse catastrophique du niveau de la production. En effet, le gouvernement décide de mettre en pratique le mode de répartition communiste « à chacun suivant ses besoins ». Il aurait fallu renouveler continuellement les stocks industriels et, au lieu de cela, comme le tableau ci-dessus nous l'a montré, l'état de la production était devenu déplorable.

En 1918, le décret de Lénine proclamait la nationalisation de la grande industrie russe. En fait, l'expropriation des anciens patrons avait déjà été effectuée et le décret n'a fait que généraliser la confiscation des entreprises au profit des ouvriers et des employés sui-

vant la formule « l'usine à l'ouvrier ». Une partie a été séquestrée par les soviets locaux, une autre partie accaparée par l'Etat, comme ne pouvant payer ses dettes au Trésor.

On a nationalisé d'abord l'industrie sucrière, puis l'industrie extractive du pétrole, puis l'industrie rectificative du pétrole, et ainsi de suite. Le chiffre approximatif des entreprises nationalisées avant le décret s'élève à 513, dont 100 l'ont été par le pouvoir central.

Le décret du 28 juin 1918 déclare propriétés nationales toutes les grandes entreprises présentant un caractère de service public ou municipal, les entreprises de transport par chemin de fer. Pour l'industrie extractive : toutes les entreprises minières de combustible liquide ou solide, puis les mines de fer, de cuivre, toutes les entreprises s'occupant de l'extraction du platine, de l'amiante, de l'argent, du plomb et du zinc, sans parler des terrains aurifères et des industries salines.

Comme point de départ indice de la nationalisation, on a pris l'ensemble de l'actif de l'entreprise, sans tenir compte du chiffre du capital social. Par exemple, en prenant comme indice pour l'industrie métallurgique 1 million Rb, toutes les entreprises ayant un actif égal ou supérieur sont nationalisées. Immédiatement après le décret, il y a déjà 1.125 entreprises qui se trouvent effectivement entre les mains de l'Etat.

La nationalisation se poursuit par voie d'unification par branches d'industries avec, à leur tête, une administration centrale. Ces opérations aboutissent, en

1920, à la codification de la réglementation économique de l'industrie nationalisée, effectuée par le Conseil supérieur de l'économie nationale (C. S. E. N.) sous ce titre : « Dispositions fondamentales sur l'industrie nationalisée ».

D'après ces dispositions, sont déclarées propriétés nationales toutes les entreprises qui se trouvent entre les mains des particuliers — personnes physiques ou morales — et qui occupent plus de cinq ouvriers avec une force motrice mécanique, ou plus de dix ouvriers s'il n'y a pas de force motrice mécanique.

§ II. — LA CRISE DU DÉBUT DE 1921

Pendant les trois premières années de la révolution, la grosse industrie nationalisée ne vivant que sur son actif s'est dévorée elle-même. La quantité de produits fabriqués est en baisse constante. Beaucoup d'usines doivent cesser de fonctionner faute de matières premières. L'Etat avait assumé une charge trop lourde. Le paysan refusait d'approvisionner les villes, suivant la fameuse « prodrazverstka », l'industrie ne fournissait plus de marchandises pour les campagnes et le manque de produits fabriqués se faisait sentir même dans les villes. Le nombre des personnes à la charge de l'Etat augmentait sans cesse dans une progression inquiétante. La statistique suivante le prouve.

Années	Nombre de personnes à la charge de l'Etat
1918-1919	12 millions
1919-1920	23 —
1920-1921	35 —

Où trouver les approvisionnements indispensables pour subvenir aux besoins de ces 35 millions d'individus ? Le paysan lui-même était réduit à une ration de famine par suite de la réquisition des « excédents ». La situation devenait critique, l'industrie marchant à l'abîme et l'appareil financier étant complètement dérégulé.

C'est alors que s'est produit un revirement de la politique économique le principe de la contrainte de l'Etat devant céder place à celui de l'initiative privée et de l'intérêt économique.

§ III. — RÉSULTATS DE LA NOUVELLE

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Dès le moment où le gouvernement a renoncé, bien que partiellement, à sa politique d'inspiration purement communiste, la production s'est améliorée de façon sensible.

Les usines d'Etat ont été mises sur le pied commercial ; une partie notable de l'industrie nationalisée a été dénationalisée, mise à la disposition des anciens et

des nouveaux entrepreneurs. Cette dénationalisation a porté surtout sur des entreprises moyennes, l'industrie lourde restant sous forme de trusts d'Etat.

On a compté beaucoup sur cette dénationalisation partielle pour le relèvement de la production. L'expérience n'a pas justifié ces prévisions. La part du capital privé dans l'industrie soviétique est insignifiante, sauf en ce qui concerne l'industrie artisanale, où le producteur privé a conservé et même augmenté ses positions.

La grosse industrie, où règne le capitalisme d'Etat, est donc soustraite à l'influence directe du capital privé. Le rôle de celui-ci n'est important que dans la petite industrie et l'industrie artisanale ou industrie des « Koustari ».

SECTION II

Rôle du capital privé dans l'industrie artisanale

§ I. — L'INDUSTRIE ARTISANALE

La Russie d'avant la révolution n'était pas seulement un pays agricole, mais aussi un pays ayant une industrie artisanale développée. Cette forme d'industrie, qui est du reste la plus rapprochée de l'économie individuelle, subsiste comme élément de l'économie privée à côté de l'industrie d'Etat, qui fait partie des cadres de l'économie « socialiste ».

Il est difficile d'exprimer par des chiffres le rôle de l'industrie des koustars, étant données les divergences des méthodes de calcul et les conclusions peu concordantes des économistes russes. Avant la guerre, il y avait environ 21 millions d'artisans. Ce chiffre est peut-être exagéré, mais il faut tenir compte des variations qu'il présente, suivant qu'on y comprend ou non les travailleurs accidentels. En somme, nous considérons comme artisans tous ceux qui travaillent pour le marché, soit pendant toute l'année, soit par saison, soit accidentellement. Les statistiques nous apprennent que la production artisanale constituait presque un tiers de la production totale, ce qui nous montre tout de suite le rôle important joué par cette forme de l'industrie.

La petite industrie n'a fait aucun progrès pendant la guerre. Au temps du communisme de guerre, l'industrie artisanale était devenue clandestine, mais après l'instauration de la N. E. P., les artisans ont commencé à reparaitre et à reconquérir leurs anciennes positions.

La petite industrie s'est relevée beaucoup plus facilement que la grande. D'après certaines estimations, elle était déjà florissante en 1921 et les chiffres de sa production dépassaient même parfois ceux indiqués pour 1913.

Etaient entre les mains de l'industrie artisanale :

- 100 % de la fabrication de la carrosserie;
- 100 % — de la menuiserie;
- 100 % — des bottes de feutre;
- 97 % des industries du bois;
- 68 % — du tricotage;
- 60 % des fabrications du chanvre;
- 45 % de la serrurerie et de la forge;
- 41 % de la pelleterie;
- 38 % de la bourrellerie;
- 36 % de la couture;
- 21 % de la cordonnerie.

La demande considérable des marchandises fabriquées par les « koustari » a provoqué l'affluence des capitaux dans cette branche de l'industrie, provenant non seulement des entrepreneurs privés, mais aussi des entreprises d'Etat et des coopératives.

Voici les chiffres de la production de la petite industrie :

Années	Production en millions Rb Tch. en %	
1913	4.000	100
1923-24	3.134	78,3
1924-25	3.875	96,8
1925-26	4.057	101,4

Ainsi la NEP fut, une fois de plus, le point de départ du développement des forces économiques du pays.

Bien que les renseignements donnés sur l'industrie artisanale soient différents suivant les sources, il est étonnant de constater que toutes les statistiques soviétiques sont unanimes à reconnaître le rôle important de cette forme d'industrie et son importance plus considérable qu'avant-guerre.

D'après le bilan de l'économie nationale établi par la C. S. O. pour 1923-24, la place occupée par la petite industrie dans la production totale du pays se présente comme suit :

	Production en millions Rb Tch. En %	
1. La grande industrie (usines et fabriques) ..	4.540,8	60,1
2. La petite industrie (ar- tisanat et industrie des koustars)	3.009,6	39,9
TOTAUX	7.550,4	100

§. II. — LE CAPITAL PRIVÉ DANS L'INDUSTRIE ARTISANE

Nous avons remarqué que l'industrie artisanale ne se trouve pas entièrement entre les mains du capital privé. Mais celui-ci détient tout de même le monopole de la production. Les chiffres de la C. S. O. pour la même année nous le démontrent :

Industrie	Production de la petite industrie en millions Rb Tch.	En %
D'Etat	132,9	4,4
Coopérative	240,8	8,0
Privée	2.635,9	87,4
TOTAL	3.009,6	100

Le capital privé règne donc sur les 9/10^e de l'industrie artisanale. Les renseignements les plus récents nous donnent sensiblement les mêmes proportions :

Industrie d'Etat	8 %
Coopératives	4 %
Industrie privée	88 %

Le nombre des personnes occupées par la petite industrie est de 3.031.000 environ, soit 63,8 0/0 des individus occupés par l'ensemble de la production industrielle. Sur ce chiffre, 250.000 personnes environ seulement sont des salariés, soit une proportion de 15,7 0/0 du total des salariés. Ce pourcentage très

faible nous montre que la masse de ces petits artisans est constituée par des producteurs autonomes.

Afin d'illustrer le rôle joué par l'industrie artisanale dans la production totale, nous allons utiliser les résultats d'un recensement qui date de deux ans après l'introduction de la NEP. Ce recensement englobait 83 provinces. Il a porté sur 165.781 ateliers. Ces résultats montrent que la production annuelle « privée » dans les entreprises est de 320.000 Rb Tch (émission de 1923). Les entreprises des « Koustari » employaient en moyenne 19 ouvriers, les entreprises d'Etat 155. Quelque approximatives que soient les données soviétiques sur l'industrie artisanale, elles nous montrent nettement le rôle de celle-ci dans l'économie actuelle de l'U. R. S. S. Son importance est particulièrement marquée à la campagne. C'est elle qui chausse le paysan et, la plupart du temps, l'habille. C'est elle qui fournit les ustensiles et les objets nécessaires à l'économie domestique. C'est elle, enfin, qui construit la plupart des machines agricoles, sauf les machines compliquées. Disons simplement que la moitié des besoins du marché industriel russe est satisfaite par les produits de l'industrie des Koustari.

Le gouvernement soviétique reconnaît bien cette importance et il s'efforce de diriger l'industrie artisanale dans la voie de la coopération. Mais jusqu'ici, malgré tous ses efforts et les avantages accordés à ce genre d'entreprises, il n'a pu arriver à grouper autour des coopératives qu'environ 4 à 5 0/0 de la petite industrie.

Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'au

manque chronique de marchandises sur le marché industriel ne peut remédier la seule industrie d'Etat. De grands espoirs sont fondés sur le développement de l'industrie artisanale, qui est une citadelle de l'initiative privée. Il n'est pas contestable que cette industrie est indispensable à l'économie soviétique. D'une part, elle comble le vide créé par l'insuffisance notoire de la production étatisée ; d'autre part, elle assure du travail à un grand nombre de personnes, supprimant le chômage à la campagne. Enfin, cette industrie est presque entièrement entre les mains du capital privé.

SECTION III

Formes du capital privé dans l'industrie

§ I. — FABRIQUES COLLECTIVES OU COMPTOIRS

DE DISTRIBUTION DE MATIÈRES PREMIÈRES

On connaît la grande division des industries soviétiques en deux classes: l'industrie « de cens » et l'industrie « en dehors du cens ». Toute industrie qui se trouve entre les mains d'un entrepreneur privé et qui occupe plus de 16 ouvriers avec force mécanique ou bien plus de 30 ouvriers sans force mécanique est rangée, nous le savons, dans l'industrie de cens. Toute industrie qui occupe un nombre moindre d'ouvriers est « en dehors du cens ». Ce système censitaire de classification des industries est bien caractéristique de l'économie soviétique, qui surveille de près le capital privé dans toutes les branches de la production. Presque toute l'industrie artisanale appartient à la seconde classe. Cependant, un nombre important de « koustari » sont soutenus par le capital privé et transformés en fabriques collectives appelées « comptoirs de distribution de matières premières ». Le titre est suggestif; c'est le capital commercial qui permet d'orga-

niser la grande industrie à domicile Ces fabriques, souvent d'une grande envergure, groupent autour d'elles une masse de koustari semi-autonomes et semi-prolétaires.

L'entrepreneur distribue les matières premières et les produits semi-fabriqués à une multitude d'ouvriers travaillant à domicile, lui-même n'occupant que quelques ouvriers seulement dans son atelier. Ainsi se dissimule une grande entreprise qui n'est pas classée dans la première catégorie, ce qui lui permet de se soustraire aux impôts écrasants auxquels elle serait soumise sans cela. L'entrepreneur de fabriques collectives détenant un monopole des matières premières et étant ainsi maître des prix, réalise des bénéfices très appréciables sur la distribution. Il est également presque seul vendeur des marchandises fabriquées — c'est un autre monopole et une autre source de bénéfices —. Enfin, il pratique assez largement le crédit des matières premières aux ouvriers qui travaillent pour lui. Il détient donc trois monopoles à la fois : monopole de distribution des matières premières, monopole d'achat de produits fabriqués et monopole de crédit (1).

La production de l'industrie en dehors du cens est évaluée, d'après le chiffre de contrôle du Gosplan, à 13,7 0/0 de la production brute. Il s'agit maintenant de déterminer quelle partie de cette industrie est organisée sur la base purement capitaliste suivant le sys-

(1) Zagorsky. « *Vers le socialisme ou vers le capitalisme.* » p. 242.

tème des comptoirs de distribution de matières premières.

Certaines catégories d'industries échappent aux statistiques, bien qu'elles travaillent sur des matières premières qui ne leur appartiennent pas. Par contre, d'autres peuvent être parfaitement contrôlées, ce sont celles qui travaillent sur des matières importées d'une autre région ou bien sur des produits semi-fabriqués, par exemple le filage du coton, la fabrication d'articles de soierie, confection de pelisses, de bottes, dans des régions où les matières premières ne se trouvent pas sur place.

La C. S. O. nous donne les chiffres de production en 0/0 d'un certain nombre d'industries où les commandes se passent généralement par les « comptoirs de distribution ». Le tableau englobe le tiers environ de la production industrielle des campagnes.

Industries	Part de la production organisée par les comptoirs
1. Nattes de tilleul	54 %
2. Charronnerie	33 %
3. Tissage manuel	96 %
4. Soierie	45 %
5. Lin	29 %
6. Chanvre	98 %
7. Chaussures de cuir	59 %
8. Bonneterie	51 %

9. Pelleterie	81 %
10. Bottes de feutre	67 %
11. Broderies, dentelles	73 %
12. Cartonnages	45 %

soit une moyenne de 60 0/0 pour toutes ces industries.

On évalue la part de production des comptoirs de distribution à 40 0/0 pour l'ensemble de l'industrie campagnarde en 1925, mais actuellement il faudrait certainement porter ce chiffre à 50 0/0.

Quant à la petite industrie dans les villes, les comptoirs de distribution y jouent un rôle non moins important, par exemple dans la confecion, la couture, etc.

Il est regrettable que la C. S. O. n'ait pas publié sur ce point de renseignements. Mais, tenant compte de la place qu'occupe la petite industrie urbaine dans l'ensemble de la production de cette petite industrie, on peut évaluer la part de la petite industrie organisée par les compoirs pour 1/4 (1). La production « en dehors du cens » étant évaluée par le Gosplan à 13,7 0/0 de la production totale brute de l'U. R. S. S., nous arrivons à cette conclusion que les comptoirs de distribution organisent environ 4 0/0 de cette production totale.

§ II. — LE CAPITAL PRIVÉ DANS LA PETITE INDUSTRIE

Pour en finir avec l'étude des industries « en dehors

(1) Larine. 1927. (Mais nous la compterions volontiers pour 1/2).

du cens », il faut examiner maintenant la petite industrie.

En 1922-23, l'industrie privée n'occupait que 4,1 0/0 du nombre total d'ouvriers et ne fournissait que 4 0/0 de la production totale. L'industrie privée se désintéressait presque complètement de l'industrie d'extraction et, pour les industries de transformation, sa participation était surtout marquée pour le cuir (12 0/0), la céramique et la verrerie (6 0/0).

Depuis la NEP, la petite industrie s'est relevée beaucoup plus rapidement que la grande, cette dernière devant entreprendre, avant de pouvoir retravailler d'une façon satisfaisante, des travaux de reconstitution. Les capitaux privés hésitaient à s'investir dans la grande industrie par crainte d'immobilisations prolongées, le particulier n'ayant pas la certitude de la stabilité de l'économie nouvelle.

Voici les chiffres de production de la petite industrie (l'industrie artisanale non comprise) (1) :

Industries	% des		
	Entreprises d'Etat	Entreprises privées	entrepr. privées
1. Extractives	226.639	1.032	0,5
2. De transformation.	1.652.784	77.365	4,5
	1.879.423	78.397	
En tout	1.957.820 millions Rb d'av. guerre		

(1) 1922-1923.

Nous donnerons maintenant les deux tableaux analytiques dont le tableau précédent n'est que la récapitulation:

Industrie extractive	D'Etat	Privée
1. Houille	72.768	573
2. Pétrole	125.751	459
3. Sel	6.811	»
4. Or et platine	12.215	»
5. Tourbe	9.094	»
TOTAL	226.639	1.032=0,5 %

Les industries extractives sont donc soustraites à l'influence du capital privé.

Industrie de transformation	D'Etat	Privée
1. Textile	405.078	8.629
2. Pétroles	134.000	»
3. Métallurgie	355.755	10.700
4. Electricité	26.783	»
5. Produits chimiques	117.323	4.255
6. Cuirs et peaux	76.084	9.937
7. Tabac	98.145	6.823
8. Papier	27.026	1.126
9. Silicates et verreries....	25.982	2.173
	1.652.784	77.365=4,5 %

Depuis, on a pris toutes les mesures nécessaires pour combattre le capital privé et empêcher l'industrie pri-

vée de se développer. Le capital privé ainsi éloigné s'engage dans le commerce où les capitaux investis peuvent facilement être réalisés.

Les chiffres ci-dessus ne nous donnent donc qu'un exemple valable pour une époque donnée, car les investissements du capital privé sont très variables. Aujourd'hui c'est telle branche qui rapporte, demain ce sera une autre, suivant les mesures prises par le gouvernement. D'où la préférence des capitalistes pour les placements à réalisation rapide. L'industrie admet, au contraire, difficilement la spéculation et exige une activité permanente et systématique.

§ III. — LES PSEUDO-COOPÉRATIVES INDUSTRIELLES

Etant données les mesures coercitives prises contre l'industrie privée et le fardeau d'impôts excessifs, le capital cherche à s'introduire dans l'industrie par des voies détournées. La forme coopérative se prête merveilleusement à la dissimulation des entreprises privées sous la forme de ce que l'on a appelé les pseudo-coopératives industrielles.

Il y a deux catégories de coopératives industrielles : la coopérative de production pure et simple et l'entreprise annexée à la coopérative de consommation. Parmi ces dernières, il y a peu d'entreprises fictives, sauf peut-être les « artèles » (1) des mutilés de guerre, qui jouissent de faveurs spéciales de la part de l'Etat.

(1) Equipe coopérative de production.

Par contre, dans la coopérative pure et simple, on rencontre un certain nombre de pseudo-coopératives. A ce sujet, nous pouvons citer un livre de Kondourouchkine, *Le capital privé devant la justice des soviets*, où nous trouvons quantité de procès judiciaires et enquêtes concernant les formes simulées de l'industrie privée. L'exemple classique de la pseudo-coopérative industrielle, c'est l'organisation d'une « artèle » dont les membres, au besoin de la même famille, forment de véritables sociétés commerciales. Ces artèles portent une dénomination bien soviétique, comme, par exemple, « Prolétaire », ou bien une abréviation bien en vogue: « Tech-chim-koust », ce qui veut dire technique, chimie, koustari, etc. La présence de salariés au sein de ces entreprises décèle tout de suite leur véritable caractère. Les chiffres de la C. S. O. pour 1925 nous montrent que 58 0/0, soit plus de la moitié des coopératives industrielles, emploient des salariés. Le nombre de ces salariés représente 47 0/0 des personnes occupées. 75 0/0 de ces coopératives emploient de 5 à 10 personnes salariées. On peut donc dire que, dans les 3/4 des cas, on a affaire à des entreprises qui travaillent à l'aide du personnel salarié.

Quel est le rôle du capital privé dans les pseudo-coopératives ? En nous basant sur cette proportion des 3/4, il nous est facile de le chiffrer. Sachant que la production des coopératives est de 6,7 0/0 de la production totale, nous obtenons donc, pour la part des entreprises industrielles pseudo-coopératives, la proportion de 5 0/0 environ.

SECTION IV

Le personnel employé par l'industrie privée

§ I. — NOMBRE DE SALARIÉS

Pour nous rendre compte de l'importance du capital privé dans l'industrie soviétique, il est nécessaire de déterminer le nombre des salariés employés par l'industrie privée. Nous avons d'abord les chiffres du Gosplan, puis les données de la « Confédération panrusse des syndicats ouvriers » ; enfin, nous avons les renseignements un peu vieillis de Goukhmann (1).

Voici le nombre d'ouvriers employés en 1922-23 pour l'industrie extractive et l'industrie de transformation.

Industrie extractive	Nombre d'ouvriers (en milliers d'ouvriers) dans les entreprises d'État Privés % des ouvriers travaillant dans l'indus- trie privée		
1. Houille	172,3	0,2	0,1
2. Pétrole	29,1	1,0	0,4
3. Sel	8,3	»	»
4. Or et platine..	11,8	»	»
TOTAL ..	221,5	1,2	0,5

(1) 1922-1923.

et pour l'industrie de transformation :

1. Textile	354,5	7,7	2,1 %
2. Métallurgie	329	8,3	2,5 %
3. Electricité	10,7	»	»
4. Chimie	55,5	2,0	3,5 %
5. Cuir	36,1	4,9	12,0 %
6. Tabac	18,6	1,3	6,5 %
7. Papier	21,8	0,9	4,0 %
8. Silicates	54,4	3,1	5,7 %
	877,6	28,2	4,8 %

Pour l'ensemble de l'industrie, la part de l'industrie d'Etat est de 2.369.000 ouvriers.

Le Gosplan nous donne les chiffres suivants pour les trois années qui ont succédé :

1923-24	2.504.000
1924-25	2.737.000
1925-26	3.044.000

Donc, en trois ans, augmentation de 540.000 personnes, c'est-à-dire plus de 20 0/0. La même proportion a existé dans l'industrie privée. En 1926, le nombre des salariés occupés par l'industrie privée urbaine s'élevait à 290.000, donc 9 0/0 des salariés industriels. Nous devons ajouter à ce chiffre 75.000 ouvriers officiellement occupés par les pseudo-coopératives, ce qui porte le nombre d'ouvriers occupés par le capital privé à 365.000 et la proportion de l'ensemble des salariés à 11,5 0/0. Ce chiffre doit être encore augmenté,

car les statistiques n'englobent pas la totalité des industries. Il faudrait donc porter la proportion à environ 13-14 0/0. Ce n'est pas tout; il faut encore compter au moins 100.000 personnes, soit-disant membres de coopératives, qui sont, en réalité, des salariés. Enfin, nous avons vu que plus d'un quart des koustari est groupé autour des comptoirs de distribution de matières premières, 400.000 en chiffres ronds. Il y a aussi les deux millions de koustari ordinaires, qui sont des producteurs autonomes.

Voici, pour 1926, le tableau montrant le nombre de personnes occupées par les différentes catégories d'industries :

Entreprises	Millions d'ouvriers	En %
Capital privé	1.100	18,3
Producteurs autonomes.	2.000	33,3
Coopératives réelles	300	5,1
Entreprises d'Etat	2.600	43,3
	6.000	100

L'industrie privée occupe donc 51,6 0/0 des personnes employées dans l'ensemble de l'industrie.

§ II. — SORT DE L'OUVRIER OCCUPÉ DANS L'INDUSTRIE PRIVÉE

L'ouvrier, en Russie, n'a pas le même sort, suivant

qu'il est employé dans l'industrie d'Etat ou dans l'industrie privée.

En ce qui concerne les salaires, tout d'abord, celui de l'ouvrier occupé par l'industrie privée est plus élevé que celui payé par l'industrie étatisée. La moyenne mensuelle, d'après les données du bureau de Moscou est de :

71,61 Rb	dans les entreprises d'Etat et
88,64	— — — privées.

soit une différence de plus de 20 0/0.

Voici quelques chiffres à titre d'exemple :

Nature de l'Industrie	Industrie étatisée	Industrie privée
	(en roubles	tchervonetz)
1. Typographie	81,4	94,92
2. Chaussure	91,10	90,98
3. Vêtements	66,99	101,16
4. Alimentation	68,05	89,31
5. Chimique	78,66	88,14
6. Construction de machines	86,67	119,20
7. Métallurgie	76,85	94,17

Le système de la participation aux bénéfices est pratiqué en Russie soviétique. Là encore, la partie du bénéfice qui est attribuée aux ouvriers travaillant dans l'entreprise privée est généralement plus forte. Il est

vrai que l'ouvrier ne touche rien personnellement des sommes ainsi réservées à son profit et qui sont employées, en vertu de conventions collectives passées entre les entreprises et les syndicats ouvriers, à des œuvres d'instruction, de divertissements, de sport et autres.

Voici quelques pourcentages de cette participation, relevés dans les conventions collectives par la C. S. O. en U. R. S. S. :

Industrie	D'Etat	Privée
1. Métallurgie	3,0 %	6,3 %
2. Textile	3,0 %	5,3 %
3. Cuir	3,3 %	6,1 %
4. Imprimerie	3,6 %	7,0 %
5. Chimique	3,2 %	7,3 %
6. Couture	3,0 %	6,2 %
7. Alimentation	3,0 %	5,5 %
8. Bois	3,3 %	5,6 %

Pourquoi cette différence ? Il est évident qu'elle ne provient pas de la bonne volonté du capital privé, mais elle s'explique par les conditions draconiennes imposées par les syndicats ouvriers traitant avec l'entrepreneur privé. Ce dernier réalise tout de même des bénéfices, malgré l'hostilité universelle qui l'entoure, car le rendement du travail dans son industrie est beaucoup plus élevé que dans les industries du « secteur socialiste ».

Le même avantage pour les ouvriers de l'industrie privée existe au point de vue de la protection du travail. Il y a un système de congés, élaboré par la « Confédération panrusse des syndicats ouvriers », qui figure obligatoirement dans toutes les conventions collectives de travail. Comparons, au point de vue de ces congés, la situation des deux catégories d'industrie :

Durée		Industrie d'Etat	Privée
—		—	—
Congé de 2 semaines		95,9 %	41,2 %
— 3 —		2,6 %	4,4 %
— 4 —		1,5 %	54,4 %

Ces chiffres sont intéressants, car ils montrent bien la pression faite par les syndicats sur les entreprises privées. 54,4 0/0 des ouvriers dans l'industrie privée ont un congé d'un mois, alors que 1,5 0/0 des ouvriers d'Etat l'obtiennent.

Quant à l'hygiène et aux mesures sanitaires, l'industrie privée est, à ce double point de vue, en retard sur l'industrie d'Etat. Ceci est dû au manque de locaux disponibles et de bâtiments bien aménagés, ceux-ci ayant été pris par l'Etat lors de la nationalisation.

Somme toute, l'ouvrier de l'industrie privée est mieux rétribué et profite d'avantages dont l'ouvrier de l'Etat ne jouit pas. La rationalisation du travail est plus poussée dans l'industrie privée, mais la situation de l'ouvrier de l'industrie privée est moins stable que l'emploi de l'ouvrier de l'industrie d'Etat.

SECTION V

Le rôle du capital privé dans l'industrie

§ I. — STRUCTURE INTÉRIEURE

Pour nous rendre compte de la place du capital privé dans l'industrie, considérons le tableau d'ensemble de la production pour plusieurs années (1).

Années	Production globale		
	d'État	Coopérative	Privée
1923-24	90,89	4,74	4,37
1924-25	90,46	5,07	3,87
1925-26	89,61	6,44	3,45

nous constatons donc un léger fléchissement de la production privée, mais nous avons vu, d'autre part, le rôle joué par les pseudo-coopératives.

Voici, pour les mêmes années, le nombre des patentes industrielles.

1922-23	10.100
1923-24	17.100
1924-25	25.700

(1) Gromann.

en 0/0 pour les trois catégories d'industries (1).

Industrie d'Etat.....	86,5 %
— coopérative	6 %
— privée	7,5 %

ce qui est explicable étant donné que l'impôt des patentes a été surtout établi pour toucher les entreprises privées.

Il est intéressant de comparer les chiffres d'affaires des entreprises industrielles des différents groupes. Là aussi, nous constatons une certaine décadence, fort légère toutefois, de l'industrie privée.

Industrie	1924	1925	1926
—	—	—	—
	%	%	%
1. d'Etat	63,9	61,5	63,0
2. Coopérative.	6,1	18,4	19,0
3. privée.	30,0	20,1	18,0
	100 %	100 %	100 %

Si nous comparons maintenant les caractéristiques de l'industrie avant la guerre et à l'heure actuelle, nous obtenons les chiffres suivants (2) :

(1) Moyenne de 5 années.

(2) Les Finances et l'économie nationale, 1927, n° 5.

1° Nombre d'entreprises industrielles par rapport au total des entreprises.

1912	31,3 %
1926 (total)	15,5
1926 (entreprises privées)	9,7

2° Chiffre d'affaires en millions Rb.

1912	2.060,5
1926 (total)	965,0
1926 (entreprises privées)	485,7

3° Bénéfices réalisés:

	En millions de Rb	En %
1912	175,4	8,5
1926	123,6	12,8

Ce chiffre de 1926 est une moyenne L'industrie privée seule donne environ 17 0/0 par an du capital engagé.

Ces chiffres se rapportant à deux époques bien différentes de l'économie russe sont intéressants. Ils sont du reste ramenés, au point de vue de la nomenclature et de l'étendue du territoire, aux cadres actuels; par conséquent, ils sont absolument comparables. Les dernières données de la C. S. O. accusent un chiffre de bénéfice pour l'industrie privée de 28 à 64 0/0 (1).

(1) Revue statistique 1927, n° 2.

§ II. — ÉVALUATION DU CAPITAL PRIVÉ
INVESTI DANS L'INDUSTRIE

La C. S. O. chiffre à 7 milliards de Rb. T. en chiffres ronds le capital de toute l'industrie soviétique. Cette somme se divise en deux parties. La première est celle qui est investie dans l'industrie produisant les biens de consommation, la seconde dans l'industrie produisant les moyens de production. Le capital privé est principalement investi dans le premier groupe d'industries dont le capital total est évalué par la C. S. O. pour la même année à 4 milliards Rb. T. Le capital privé y entre en moyenne pour 20 %, cependant dans certaines branches ce chiffre est plus considérable. Ainsi 70 % du capital de l'industrie de la couture appartient aux particuliers, de même 70 % dans la chaussure, 34 % dans l'alimentation, 27 % dans l'industrie du cuir, 26 % dans l'industrie du bois.

Les enquêtes nous apprennent que 800 millions environ de Rb sont engagés dans l'industrie privée; on peut compter que 400 millions environ le sont par des capitalistes proprement dits (capital des entrepreneurs avec main-d'œuvre salariée).

Plusieurs enquêtes ont été faites pour déterminer le chiffre exact du capital privé dans l'industrie. Les conclusions auxquelles elles aboutissent sont divergentes.

L'enquête du Commissariat des Finances (1) qui

(1) Menée par M. Koutler.

se réfère à plusieurs centaines d'entreprises industrielles, donne comme chiffre: 205 millions pour les fonds de roulement des entreprises capitalistes. Mais en tenant compte du capital fixe, on arrive à peu près au chiffre que nous avons assigné au capital privé, soit 400 millions.

Une autre enquête, celle du Conseil supérieur de l'Economie nationale de l'U. R. S S., établie sur les 23 branches les plus importantes (1), évalue ce capital de 200 à 300 millions de Rb, mais elle ne tient pas compte du capital privé dissimulé sous forme coopérative, ni de celui engagé dans les comptoirs de distribution de matières premières dans l'industrie des koustari.

M. Larine (2) donne le chiffre de 350 millions Rb pour le capital appartenant aux capitalistes.

Le chiffre de 400 millions que nous avons donné est basé sur l'ensemble des statistiques de la C. S. O. (3) et n'apparaît pas exagéré.

§ III. — ÉVOLUTION DU CAPITAL PRIVÉ

Pour juger du rôle exact du capital privé — surtout dans sa partie purement capitaliste — dans l'industrie, il faut l'étudier pendant les dernières années.

(1) Sous la direction de M. Hinsbourg en 1925.

(2) Ouvrage cité, p. 130.

(3) 1927.

L'année 1927 clôture sa période d'existence normale, car depuis on voit se former toute une croisade contre lui.

Les tableaux de la production en 1925 et 1927 nous font constater un léger accroissement du capital privé.

Catégories	1925	1927
Capitalistes	5,1 %	5,6 %
Entreprises autonomes.	5,9 %	5,8 %
Coopératives.	2,7 %	3,0 %
Industrie d'Etat.	86,3 %	85,6 %
	100 %	100 %

En deux ans, la part des capitalistes a augmenté d'un dixième, mais en valeur absolue, cet accroissement est tellement insignifiant qu'il ne change rien à la situation. On peut parler plutôt de la stabilité du capital privé dans l'industrie et, en regard du grand « secteur socialiste », comme disent les économistes soviétiques, le « secteur privé » conserve les positions conquises après la N. E. P.

La plupart du temps, il existe légalement, ce qui était impossible pendant la période du communisme de guerre. L'organisation des koustari est prise en main par les capitalistes, qui avancent à l'artisan les fonds nécessaires à l'achat de l'outillage, fournissent les matières premières, passent les commandes de produits fabriqués et montent des comptoirs de toute sorte.

Nous devons toujours distinguer dans l'activité capitaliste le rôle de l'industrie privée en général et le rôle de l'industrie purement capitaliste, bien que toutes les deux travaillent pour le marché. Cette séparation, que nous avons déjà faite pour l'économie agricole, est nécessaire pour bien comprendre les faits. Si nous comparons les chiffres de l'année 1922-1923 avec ceux de la dernière année, nous constaterons que l'importance de la production privée a diminué par rapport à l'ensemble de la production industrielle (1). Mais si nous ne considérons que la production industrielle purement capitaliste, nous constatons une augmentation du rôle joué par le capital privé. Par conséquent, si l'ensemble de l'industrie privée recule en quelque sorte devant l'industrie d'Etat et l'industrie coopérative, elle est en elle-même nettement orientée vers la production purement capitaliste. Cependant, le rôle organisateur du capital privé ne doit pas être exagéré. La mainmise de l'Etat sur l'économie industrielle est telle que le capital privé ne peut et ne pourra sans doute, dans un avenir rapproché, jouer un rôle décisif.

§ IV. — POURQUOI LE CAPITAL PRIVÉ CONSERVE LES POSITIONS ACQUISES

La possibilité d'existence de l'industrie privée en face de l'industrie « étatisée » est donc démontrée par

(1) D'après les chiffres du Gosplan.

l'impuissance de l'Etat à absorber les branches de l'industrie artisanale et de la petite industrie privée. Cherchons maintenant pourquoi le capital privé a conservé les positions acquises. Il ne faut pas oublier que, dans l'ancienne Russie, certaines branches de l'industrie — parmi les plus avantageuses — étaient entre les mains du capital étranger.

Par exemple, 47 % du cuivre de l'Oural était extrait par les usines de Kychtym appartenant aux Anglais. Une grande partie de la production aurifère était entre les mains des Français. En 1912, sur les 1.087 millions de pouds (1) de charbon fournis par le bassin du Donetz, 807 millions, c'est-à-dire 74 % appartenaient à des sociétés où le capital étranger était fortement intéressé; sur ces 807 millions de pouds, 769 étaient produits par un capital exclusivement étranger.

Dans la région de Moscou, où existaient deux compagnies dont le capital s'élevait à 1.740.000 Rb, le capital de la compagnie belge était de 1.140.000, soit des deux tiers; 87,1 % environ de l'extraction du fer dans le sud de la Russie était en 1913 entre les mains de 145 sociétés auxquelles participait le capital étranger. 90 % de l'extraction du platine, 90 % de l'industrie électrique, appartenaient à l'étranger. L'industrie chimique était soutenue presque exclusivement par le capital allemand et 86 % du capital des plus grands hôtels appartenait à l'étranger.

Le capital national était donc loin d'avoir la pré-

(1) 1 poud = 16 kgrs.

pondérance dans la grande industrie. La révolution, par la confiscation et la nationalisation des biens, s'est approprié ce capital étranger déjà fortement diminué au cours de la guerre civile. D'autre part, par l'établissement du monopole des relations avec l'étranger, le gouvernement a réduit à presque rien l'intérêt des capitaux étrangers à l'intérieur. Les « concessions » étrangères sont en nombre insignifiant et les capitaux engagés également. Quant aux concessions au capital national, il n'y en a pas encore une seule. La question de savoir pourquoi les concessions étrangères ne donnent pas satisfaction aux capitalistes étrangers déborde le cadre de cette étude, mais à notre sens, c'est ce manque de capital étranger, indispensable au développement d'une *grande industrie privée*, qui explique que l'industrie privée actuelle et des koustari, non seulement conserve ses positions, mais encore évolue vers une organisation purement capitaliste.

§ V. — RAISONS DE LA DIFFÉRENCIATION
ET DES FORMES SIMULÉES DE L'INDUSTRIE PRIVÉE

Il est évident que les formes simulées de l'industrie privée comme les pseudo-coopératives de production ou les entreprises de distribution de matières et des tâches à domicile, présentent pour les capitalistes des inconvénients sensibles. Leur activité risque d'être découverte un jour, et si c'était possible, ils se débarrasseraient de toutes ces entraves pour exploiter ou-

vertement une grande entreprise avec de nombreux ouvriers. Dans les circonstances actuelles, de graves motifs les obligent à recourir à toutes sortes de subterfuges pour dissimuler leur véritable situation.

1° D'abord, le Code civil qui, art. 53 et 54, ne permet l'existence des entreprises privées que si le nombre d'ouvriers employés ne dépasse pas 20. Ainsi, les cadres dans lesquels le capital privé peut se mouvoir sont bien restreints. Si un particulier désirait entreprendre une industrie où il devrait occuper plus de 20 ouvriers, il faudrait qu'il passe avec le « soviét des commissaires du peuple », c'est-à-dire avec le gouvernement, un « contrat de concession ». En principe, le particulier n'est donc pas privé du droit d'obtenir une concession industrielle; en fait, comme nous l'avons dit, il n'y a eu jusqu'ici aucune concession au capital national.

Cette limite de 20 ouvriers a été établie au début de la N. E. P. au moment où les entreprises capitalistes industrielles n'existaient pas encore. Elle a été fixée par prudence, mais elle n'est pas déduite d'une expérience économique et elle est trop basse. Aussi, pas mal d'entreprises industrielles emploient 30 ouvriers sans que l'administration intervienne, mais ce n'est qu'une tolérance. Pour certaines fabriques ce chiffre de 20 ouvriers est dérisoire; certaines fabriques collectives groupent 1.000 ouvriers et davantage, mais ceux-ci sont enregistrés comme koustari autonomes ou membres d'une artèle, c'est-à-dire d'une coopérative. Il y aurait de nombreux avantages pour le gouvernement

des soviets à reconnaître légalement les entreprises industrielles au personnel nombreux existant sous forme dissimulée ; amélioration de la situation des ouvriers qui y sont employés ; perception des impôts auxquels ces entreprises se soustraient. La question est vivement débattue par la presse soviétique et nous croyons savoir qu'elle sera bientôt réglée par le pouvoir.

2° La deuxième cause de la dissimulation des industries privées, c'est la politique déplorable de la fiscalité.

L'industriel qui vend lui-même ses produits, ce qui est le cas général, est imposé deux fois : une fois comme industriel, une deuxième fois comme commerçant. N'ayant pas de fabrique, l'entrepreneur dissimulé n'est imposé que sur la vente des produits fabriqués par les koustari, lesquels jouissent de faveurs fiscales spéciales et, profitant de dégrèvements, ne supportent qu'un fardeau fiscal fort léger.

Seules, des entreprises étrangères peuvent exister et réaliser des bénéfices, car elles ont passé avec le gouvernement des contrats spéciaux qui leur assurent une marge suffisante.

§ VI. — RÔLE ACTUEL DU CAPITAL PRIVÉ DANS L'INDUSTRIE SOVIÉTIQUE

Le développement de l'industrie soviétique dépend du développement de l'agriculture et réciproquement. Nous avons vu que l'équilibre des échanges entre les

produits fabriqués et les produits du sol a été rompu par la révolution bolcheviste et n'est pas encore rétabli.

Les soviets fondent de grandes espérances sur l'électrification qui, depuis Lénine, est une sorte de panacée industrielle. Posée plus largement, cette question est celle de l'industrialisation générale du pays, et elle est d'importance !

A l'heure actuelle, l'économie des soviets ne peut se passer de l'industrie privée. Elle est le complément indispensable de l'industrie d'Etat, mais les soviets veulent, à tout prix, la soumettre au plan économique général et lui assigner la place déterminée par le Gosplan. Il faut reconnaître qu'ils ont partiellement réussi. Disposant de la masse des ressources industrielles, le Gosplan influe sur toutes les branches de l'industrie et contrôle l'industrie privée.

CHAPITRE IV

Rôle du capital privé dans le commerce

SECTION I

Aperçu de l'évolution de la politique commerciale des Sovièts

§ I. — AVANT LA N. E. P.

Si l'industrie privée a été presque anéantie pendant le communisme intégral, par la nationalisation et la répression, le commerce a toujours conservé un certain champ d'action, surtout sous forme de spéculation. Il n'a jamais abandonné ses positions, même pendant les pires calamités et les confiscations du communisme de guerre.

Le trafic des sacs de blé, la spéculation sur les petites quantités de denrées alimentaires sont devenus célèbres pendant les guerres civiles. Le petit spéculateur achetait un ou deux sacs de blé et allait les vendre fort loin avec gros profit aux habitants d'une ville affamée. Ceci était parfaitement possible, étant donné la socialisation de l'économie, la diversité des prix suivant les régions et l'état de guerre continu. Ce trafic des sacs de blé faisait vivre toute une armée de spéculateurs qui encombraient les trains jusque sur les tampons des wagons.

§ II. — LA N. E. P. (1921-1923)

La nouvelle politique économique a été inaugurée sous la pression de la nécessité. Ce sont les circonstances qui en dictaient les conditions, mais le gouvernement fondait ses espoirs sur des possibilités d'ordre extérieur, notamment l'affluence des capitaux étrangers, attirés dans le secteur de l'économie privée.

Pendant les premières années de la N.E.P., le capital privé joua un rôle fort important dans l'ensemble du commerce soviétique et surtout dans l'activité commerciale des trusts d'Etat. Profitant de la désorganisation universelle, il s'attribua facilement une partie de la production de l'industrie nationalisée. Il se fit ensuite l'intermédiaire indispensable entre les organes de l'Etat, qui ne pouvaient ou ne savaient faire le commerce et les consommateurs.

Durant la période du communisme de guerre, l'appareil du commerce privé avait été presque complètement anéanti. Mais le commerce lui-même subsistait malgré tout sous forme illégale ou semi-légale. Au début de la nep, seul le commerce privé disposait de quelque capital. Le mot d'ordre de l'époque était la « commercialisation » des entreprises de l'Etat, jusqu'alors sous l'autorité des dictateurs économiques. C'était l'année de sauvetage pour l'économie nationale qui se débattait au milieu de l'océan communiste.

L'industrie d'Etat avait donc besoin du commerce privé et, au cours de ces opérations, lui transférait une partie de son capital. De cette façon était posé

le fondement de l'accumulation des capitaux dans le commerce. Le capital privé utilisa toutes les fissures de l'économie soviétique pour s'y introduire et son développement fut prodigieux. En 1922-23, voici quelles étaient les situations respectives de l'Etat, de la coopérative et du capital privé :

Entreprises	Nombre d'entreprises	En %
—	—	—
privées	420.336	91,3
coopératives	27.678	6,1
d'état	11.915	2,6
	459.366	100

C'était l'âge d'or du commerce privé, plus des 9/10^e des entreprises commerciales étaient entre les mains des particuliers.

40 0/0 de la production de l'industrie du caoutchouc est passée par l'appareil commercial privé — 60 0/0 du tissu — 35 0/0 du sel — la majeure partie des produits de l'industrie sucrière et plus de la moitié des produits de l'industrie des tabacs. Il faut ajouter, selon l'opinion du commissaire du commerce intérieur, la boucherie, les grains, sans parler de l'activité très vive que le commerce privé déployait dans la constitution des stocks de coton, de laine et de cuirs (1).

Ce sont surtout les opérations sur matières pre-

(1) « *firmounsky* » « *Le capitalisme privé dans la circulation des marchandises* ».

mières qui donnaient des hauts profits et favorisaient la formation des capitaux privés.

D'après les données du « Comité Central du Coton », les commerçants intervenaient en qualité d'intermédiaires dans toutes les opérations entre les organes d'Etat, travaillant sur les fonds qui ne leur appartenaient pas, provoquant la hausse des prix des marchandises qu'ils voulaient écouler après les avoir achetées à bas prix. L'Etat payait très cher les services de ces intermédiaires, qui détenaient un monopole de fait sur le marché cotonnier, achetant par petits lots aux bas prix établis par l'Etat, puis dictant aux organes économiques ses conditions.

Sur le marché de la laine, l'influence du capital privé était encore plus considérable. Profitant de la concurrence que se faisaient les organes économiques, les trusts d'Etat, les syndicats entre eux pour se procurer des fonds propres, il entreprenait ensuite, avec son propre capital les achats de laine. On a vu d'abord des commerçants achetant par lots de peu d'importance, 500 pouds par exemple. Ils se sont groupés ensuite à 5 ou 10 en société participation et les achats de chacun de ces groupes s'élevaient immédiatement à quelques dizaines de mille pouds.

De cette façon, vers la fin de la campagne lainière de 1923, on a vu passer entre les mains des particuliers plus de 300.000 pouds, plus du 1/4 du stock national. De même que sur le marché cotonnier, grâce à sa politique de hauts prix, le capital privé manœuvrait à sa guise le marché lainier.

Nous observons le même phénomène pour l'approvisionnement des trusts soviétiques en peaux et cuirs, d'autant plus qu'ici — étant donné le manque de chaussures et l'absence de matières premières — l'Etat a dû ouvrir des crédits aux particuliers et une partie notable de ces avances accordées aux approvisionneurs passait entre les mains des intermédiaires de toutes sortes. Dans le commerce privé se constituaient des stocks importants de cuirs et peaux qui, ne pouvant être utilisés par l'industrie privée des *koustarijs*, étaient vendus à l'Etat. Un autre fait explique la situation. Les organes économiques (1) ne disposant point des ressources nécessaires pour faire eux-mêmes leurs approvisionnements devaient largement recourir aux services intermédiaires pour ne pas rester sans matières premières.

Non moins important était le rôle du capital privé dans le commerce des grains. On peut même dire qu'en 1923 c'était le champ d'activité préféré du commerce privé; certaines statistiques évaluent la part du commerce privé dans le commerce des grains à 30 0/0, mais ce chiffre paraît trop bas, car pour Moscou et Pétersbourg, il est de 60 0/0 — 95 0/0 du commerce de détail des produits alimentaires et pas moins de 60 0/0 du même commerce de gros étaient entre les mains du commerce privé.

Ainsi, vers la fin de 1922, le capital privé avait acquis une force économique et même financière très

(1) L'Etat et les coopératives.

grande, ce qui commençait à inquiéter les dirigeants de la politique soviétique, le capital privé menaçant de détruire tout le système du capitalisme d'Etat, de l'aveu de tous les communistes. En tout cas, le commerce privé faisait une concurrence redoutable au commerce d'Etat et à celui des entreprises coopératives et cela malgré la nationalisation de la grande industrie et de la banque, c'est-à-dire malgré la conservation de la maîtrise en matière de production.

En 1924, la presse soviétique s'émeut vivement de cette conquête inattendue de son ennemie de classe et, dans tous les congrès et conférences, on prêche la croisade contre le bourgeois qui relevait sa tête. Et, en effet, deux ans seulement auparavant, le capital privé n'en était qu'à ses premiers pas assez timides encore, car les entreprises commerciales — à part les colporteurs — ne se sont créées que lorsqu'elles furent assurées que le revirement brusque du gouvernement était sérieux. Et maintenant, le capital privé était en pleine concentration et les entreprises de gros se multipliaient même plus vite que celles de détail.

Si nous prenons comme indice 100, le nombre des entreprises commerciales à fin 1922, nous pourrions suivre le développement des entreprises en 1923. On sait, d'autre part, que le commerce soviétique est divisé suivant son importance entre les 6 catégories que voici :

- 1° — le colportage;
- 2° — le petit commerce de détail, kiosque, baraque
- 3° — commerce en boutique, petit magasin;

- 4° — commerce de magasin;
- 5° — commerce de demi-gros;
- 6° — commerce de gros.

Voici maintenant, en 0/0, par rapport aux chiffres de fin 1922, le développement du nombre d'entreprises commerciales pendant 9 mois de 1923 .

Catégorie	Mars 1923	Septembre 1923
1° Catégorie	46 %	77 %
2° —	86 %	92 %
3° —	123 %	136 %
4° —	118 %	170 %
5° —	169 %	288 %

Cette progression énorme du nombre des entreprises privées a éveillé la crainte dans les milieux communistes et a amené un revirement de la politique commerciale.

§ III. — REVIREMENT DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

Pour lutter contre l'influence croissante du commerce privé sur l'économie tout entière, un « fait unique » du commerce d'Etat et des coopératives a été constitué contre le capital privé. Tout un programme de la lutte fut élaboré par les pouvoirs soviétiques (1).

(1) Monsieur Larine, rapporteur principal.

Il fallait d'abord éliminer autant que possible l'intermédiaire entre l'Etat, la coopération, d'une part, et le petit détaillant et le colporteur, de l'autre. On ne pouvait songer, en effet, à supprimer complètement le commerce de détail, qui conservait toujours son champ d'action : presque tout le petit commerce en province et le colportage dans les villes.

On proposait la création d'un réseau de magasins ayant surtout les articles dont le monopole appartenait incontestablement jusque là au capital privé. On voulait même aller jusqu'à la prohibition complète de la vente en gros et demi-gros par les commerçants privés des marchandises fabriquées dans les établissements étatisés. Au point de vue juridique, on voulait interdire complètement les sociétés par actions qui auraient pour objet le commerce de gros. On proposait encore de resserrer et même de supprimer au besoin les crédits au commerce de gros.

Mais la mesure la plus intéressante, qui devint par la suite l'arme la plus redoutable de la lutte contre le capital privé, fut la politique fiscale de pression sur le commerce afin d'absorber tous les capitaux qui paraissent injustement formés par la nouvelle bourgeoisie naissante.

Ce revirement brusque de la politique rappelle bien le régime de la confiscation des excédents de la période du communisme de guerre.

Ce programme rencontra une vive opposition de la

part d'une partie de la presse soviétique (1), notamment de l'organe de la confédération panrusse des syndicats professionnels (2), qui eut le courage de se déclarer l'adversaire acharné de la suppression du commerce privé. Il soutient que jusque là le secteur socialiste n'est pas en mesure de conquérir le marché intérieur et que le commerce privé remplit une fonction sociale bien utile. « Il faut se méfier de cette prétendue nécessité de déclarer la guerre au commerce privé », disent les syndicats et plusieurs publicistes soviétiques montrent les dangers inévitables de ce revirement brusque de la politique économique. Cette victoire, disent-ils, ne peut être achetée qu'au prix du dérèglement du fonctionnement du marché et, dans tous les cas, de la diminution dangereuse du volume des opérations, du chiffre d'affaires et de la circulation fiduciaire.

Mais les directives du « soviet du travail et de la défense » (3), l'un des principaux organes politico-économiques de la république des soviets, ont été suivies, et l'*Economitcheskaïa jizn*, quotidien économique du gouvernement, s'est déclaré pour la lutte, traitant les mesures favorables au commerce privé d'opportunisme inutile.

Pour lutter efficacement contre le commerce privé, encore fallait-il créer quelque chose pour le remplacer.

(1) car il n'avait jamais été élaboré que par le comité central seul du parti communiste russe.

(2) « *Troud* » 19 avril 1924.

(3) en abréviation russe S. T. O.

Dans la pensée des économistes soviétiques, ce devait être le commerce d'Etat et les coopératives. L'année 1924, en effet, avait vu la création des entreprises commerciales d'Etat de gros — les « Gestorgs » —, ainsi que d'un réseau d'entreprises de détail. Les syndicats commerciaux que l'on était sur le point de liquider à cause de leur incapacité complète à régler le marché, furent l'objet, dès lors, de tendres sollicitudes de la part du gouvernement. Les gestorgs et les syndicats augmentèrent le nombre de leurs succursales et agences.

Mais cette augmentation — inopportune, d'après les auteurs des enquêtes multiples faites sur le capital privé — a provoqué le morcellement du capital investi, donc la diminution énorme de la puissance de chaque succursale.

D'autre part, les mesures coercitives prises par l'administration soviétique ont déformé complètement le développement normal et graduel du commerce d'Etat. En effet, cette substitution du commerce d'Etat au commerce privé ne se faisait pas en vertu des lois ordinaires de la concurrence commerciale, mais par la pression administrative, par des impôts écrasants, la restriction ou l'annulation complète des crédits consentis, le refus de vendre les produits de l'industrie d'Etat, en un mot par l'élimination, en quelque sorte mécanique, du concurrent privé. Un économiste soviétique (1) soutenait même la thèse que « cette nouvelle

(1) Le professeur *Novoselov*.

politique commerciale d'augmentation des crédits au commerce d'Etat et à la coopération a porté un coup décisif à l'industrie étatisée ».

A la fin de 1924, on était presque d'accord pour déclarer que cette politique de lutte ne pouvait durer faute des capitaux nécessaires, le commerce devant passer par le canal trop étroit de la coopération (1). La pression sur le capital privé fut quelque peu atténuée, mais c'était une politique incertaine et suivant que les prévisions pour l'économie nationale étaient favorables ou défavorables, l'attitude envers le commerce privé subissait des revirements brusques en sens opposés...

Les résultats de cette politique n'ont pas tardé à apparaître. L'année 1925 fut une année de crises, dont une cause était l'insuffisance des capitaux disponibles dans le commerce et une autre l'instabilité des mesures économiques.

Il fallait profondément modifier la politique des crédits dans le sens d'une collaboration plus étroite avec le commerce privé, ce qui aurait permis d'économiser plusieurs dizaines de millions de ressources pour l'industrie, car il est certain que, même en Russie des Soviets, les entreprises privées, pour le même chiffre d'affaires, ont besoin de moins de capitaux qu'une entreprise d'Etat de même importance. L'exploitation réside dans la circulation beaucoup plus rapide des capitaux dans le commerce privé.

(1) *Gazette de l'industrie et du commerce* du 21 Nov. 1924. *Economitcheskaja jizn* du 19 Novembre 1924.

Tout ceci démontrait que le développement du commerce sans l'intervention du capital privé était impossible. Pour avoir méconnu cette vérité, les soviets subissaient une crise énorme, qui secouait tout l'édifice économique russe et menaçait de le faire s'écrouler.

SECTION II

Le commerce privé et ses relations avec le « Secteur Socialiste »

§ 1. — L'IMPORTANCE RELATIVE DANS LE COMMERCE DU « SECTEUR PRIVE » ET DU « SECTEUR SOCIALISTE »

Nous avons vu, en étudiant l'industrie soviétique, que le rôle du capital privé, au chapitre précédent, est, en quelque sorte, secondaire, étant donnée l'importance énorme de l'industrie nationalisée. Il en est tout autrement pour le commerce. Le capital privé a conquis là, depuis le N. E. P., des positions solides et il les a conservées malgré la fameuse retraite de 1924 et la campagne du gouvernement en faveur du commerce de l'Etat et des coopératives.

Pour en juger, il suffit de comparer le nombre des entreprises privées avec celui des entreprises d'Etat et leur chiffre d'affaires respectif. Les statistiques fiscales et les nombreuses enquêtes faites à ce sujet nous en fourniront les éléments.

La C. S. O. a procédé, en mars 1923, à un recensement portant sur 1.983 villes et banques d'une population totale de 19.7 millions et possédant 280.851 entreprises commerciales. Une proportion de ces entreprises appartenait au commerce privé.

Voici le tableau complet, pour 3 ans, des proportions entre les différentes branches du commerce soviétique.

Commerce	1922-1923	1923-1924	1924-1925
d'état	1,2 %	2,0 %	2,0 %
coopératives	13,9 %	15,2 %	17,8 %
privé	84,9 %	82,8 %	80,2 %
	100 %	100 %	100 %

Ce tableau nous montre un fléchissement léger de la part du commerce privé dans le commerce total, mais ceci demande à être interprété. Voici la progression du nombre des entreprises commerciales pour 1924-1925 en 0/0, par rapport aux chiffres de fin 1924 (les entreprises sont divisées, au point de vue fiscal, en 6 catégories, suivant leur importance qualitative et quantitative). Les chiffres de 1924 sont représentés par l'indice 100.

Catégorie Nombre d'entreprises par rapport
aux chiffres de 1924

II	93 %
III	93 %
IV	99 %
V	109 %

La proportion des entreprises de gros reste également importante :

Entreprises de gros d'Etat	17,3 %
— coopératives	38,0 %
— privées	44,7 %

En se basant sur le nombre de patentes délivrées, voici les chiffres qu'obtient le commissariat des finances :

Entreprises	1922-1923	1923-1924	1924-1925
—	—	—	—
D'Etat	2,5 %	4,2 %	5,2
Coopératives ...	6,1	7,6	11,2
Privées	91,4	88,2	83,8
	100	100	100

Nous remarquons la stabilité relative du commerce privé, malgré les efforts du gouvernement. En 1925, 4/5 des entreprises commerciales se trouvent entre les mains des particuliers, soit, en disséquant ce chiffre :

96 % du commerce de détail.

50 % du commerce de demi-gros.

30 % du commerce de gros.

Examinons maintenant la question du chiffre d'affaires, qui est le véritable thermomètre des affaires. Voici le tableau du chiffre de différents groupes d'entreprises par rapport au volume total des affaires commerciales :

Entreprises	1923-1924	1924-1925
1 D'Etat	80,8 %	64,9 %
2 Coopératives	12,5	28,5
3 Privées	6,7	5,6

La diminution de la part proportionnelle du commerce privé apparaît ici plus importante dans le commerce de gros, cette diminution est de 15 0/0; dans le 1/2 gros; de 18 0/0, dans le détail de 2 0/0 seulement. La contraction de l'appareil commercial privé s'est, du reste, effectuée surtout hors des villes et agglomérations.

En 1924, le chiffre d'affaires global du commerce privé représentait 5 milliards de Rb T. en chiffres ronds. Les années suivantes voient une légère diminution du volume d'affaires traité par le commerce privé, de son « poids spécifique », comme disent les économistes soviétiques.

Ces chiffres nous ont montré l'importance relative du commerce pendant la nep, mais si nous les comparons aux chiffres d'avant-guerre, nous constatons qu'en 1926, par exemple, à la veille du 10^e anniversaire de la révolution, on est loin d'atteindre le niveau ancien pour le commerce total. En prenant le 0/0 des chiffres de 1912, nous obtenons le tableau suivant :

Années	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires
1912	100	100
1926 (total)	43	70
1926 (pour le seul commerce privé)	35,5	42

Ces derniers chiffres sont déjà fort élevés si on les compare à ceux de la période du communisme de guerre, où le commerce était tombé sous le plancher (1).

§ II. — LA LUTTE CONTINUELLE CONTRE LE CAPITAL PRIVÉ
ET LE RÉGIME ACTUEL

L'offensive du gouvernement contre le capital privé s'est poursuivie.

Pour étudier le mouvement de contraction de celui-ci, nous pouvons utiliser les statistiques fiscales du nombre des patentes ou considérer le chiffre d'affaires.

En 1926-1927, il a été délivré aux entreprises commerciales 455.600 patentes. En 1927-28 ce nombre s'est abaissé à 313.500, soit 31,2 0/0 en moins. Cette diminution a porté sur toutes les catégories commerciales et, pour chacune, dans les proportions suivantes :

Catégorie	Diminution en % en 1928 par rapport à 1927
I Colportage	22,6
II Petit détail	32,1
III Boutique	36,1
IV Magasin	43,3
V 1/2 gros	57,5
VI Gros	54,2

(1) expression qui désigne toute sortes d'activités illégales.

La diminution est donc plus accentuée dans les catégories supérieures, mais il faut tenir compte de ce que « le poids spécifique » de ces deux catégories est insignifiant.

Considérons maintenant, pour étudier les changements actuels, non plus le nombre de patentes, mais le chiffre d'affaires traité.

Le chiffre imposé en 1926-1927 s'est élevé à 5.630 millions Rb; en 1927-28 il n'était plus que de 4.468, donc, en valeur absolue, une baisse de 20,6 0/0 et par catégorie de commerce :

Catégorie	1926-1927	1927-1928	Diminution en %
II	1.364	1.299	4,8
III	2.524	2.079	17,7
IV	758	567	25,2
V	413	239	42,1
VI	571	284	50,2
TOTAL	5.630	4.468 (1)	

Donc, en somme, la courbe des variations du chiffre aurait la même forme que celle des variations du nombre d'entreprises.

La diminution du chiffre traité s'accroît également à mesure que l'on passe à la catégorie supérieure, avec

(1) Ces chiffres ne correspondent pas au 1^{er} tableau de la page 17 à cause de l'absence de la première catégorie dans les statistiques fiscales.

cette différence que le chiffre baisse plus lentement que le nombre des entreprises soumises à l'impôt, ce qui revient à dire que le chiffre d'affaires moyen des catégories inférieures a augmenté par rapport au chiffre moyen des catégories supérieures, ainsi que le montre le tableau suivant :

Catégorie	1926-1927	1927-1928	Changement en %
	(en millions de Rb)		
II	5,1	7,3	+43,1
III	18,3	24,4	+33,3
IV	40,3	49,8	+23,6
V	145,3	164,5	+13,3
VI	437,3	414,3	+ 5,3

Si le commerce de gros a moins diminué d'importance, quant au nombre des entreprises, que le commerce de 1/2 gros, le tableau ci-dessus des chiffres moyens nous montre qu'à ce point de vue du chiffre d'affaires moyen par entreprise, le commerce de demi-gros marque un léger accroissement.

Ce qui précède nous a montré les difficultés que rencontre, dans tous les domaines, le commerce privé. Nous étudierons ces obstacles séparément pour le commerce en ville et pour le commerce à la campagne.

§ 3. — LES FORMES DISSIMULÉES DU COMMERCE PRIVÉ

Où le capital privé commercial se cache-t-il lorsqu'il est poursuivi en surface. Les auteurs soviétiques ne

sont pas tous d'accord sur ce point. Les uns pensent que le capital fuit à la campagne et s'investit dans les approvisionnements de céréales. Les autres, combattant cette opinion, affirment que le capital privé va chercher un emploi plus rémunérateur dans des opérations financières.

Les trusts d'Etat ne voulant pas fournir les commerçants privés, ceux-ci cherchent naturellement à s'approvisionner par d'autres moyens. C'est d'abord le système de l'accaparement au moyen de personnes interposées. Des agents des entreprises commerciales se trouvent parmi le personnel dirigeant les quelques magasins de détail étatisés et coopératives et ils approvisionnent les magasins privés en dehors des limites légales. Ce système, pratiqué depuis la nep, est cité par tous les auteurs soviétiques.

D'après les données du commissariat du commerce intérieur pour 1926, 35 0/0 des marchandises de consommation courante produites par l'industrie d'Etat, ont été achetés par les commerçants privés, alors que 15 seulement ont été vendus par les organes de l'Etat, trusts, syndicats, gestorgs, etc. Donc, 20 0/0 ont été pris dans les magasins de détail par les intermédiaires.

Ces personnes interposées ne font pas forcément partie du personnel du magasin. Les « queues » aux boutiques, si fréquentes en Russie, sont composées, la plupart du temps, pour moitié des agents, des commerçants privés qui achètent toujours des quantités maxima permises et constituent des stocks de gros, qui seront revendus aux détaillants dans d'autres villes

ou distribués aux colporteurs pour être vendus sur place.

Nous trouvons dans les documents du commissariat du commerce intérieur en 1926 (1) toute une série d'exemples typiques de ces opérations. 40 0/0 de ces tissus, achetés par les habitants de Leningrad, ont passé par les mains du commerce, qui se les sont procurés dans les magasins de l'Etat et les coopératives. Une partie de ce stock a même été envoyée pour revente à Moscou. Cette revente se fait surtout aux tailleurs et aux artisans qui ont besoin de tissus. Ces opérations nous rappellent un peu celles des « comptoirs de distribution » dont nous avons parlé ; en effet, cette vente est souvent accompagnée d'un contrat d'après lequel ce tailleur ou cet artisan s'engage à fournir au commerçant privé les objets qu'il aura fabriqués. Ces opérations sont parfois de grande envergure.

On cite le même pourcentage pour plusieurs villes telles que Kiew, Saratov, Kharkov.

Le pourcentage est porté à 90 0/0 à Samara, 50 0/0 à Rostov-sur-Don. A Odessa, presque tous les négociants en tissus reçoivent par petits lots les marchandises de Moscou, de Leningrad, même du Turkestan et de Sibérie, achetant sur le marché privé, chez les « approvisionneurs privés », qui organisent sur place l'accaparement des marchandises produites par l'industrie manufacturière.

(1) Octobre-Décembre.

Il est difficile d'évaluer exactement la part de la production nationale qui est passée par les mains du commerce privé purement capitaliste. Il semble que la proportion de 20 0/0 dont nous avons parlé se réfère à la partie purement capitaliste du commerce privé, le petit boutiquier, le colporteur pouvant être considérés comme des salariés.

Par conséquent, les marchandises nationales (1) sont vendues au négociant privé en gros par l'intermédiaire des organes de l'Etat, le plus souvent illégalement, c'est-à-dire en excédent des quantités permises et cela pour les marchandises les plus diverses, mais principalement pour les tissus, le fil, le caoutchouc, les couleurs et le papier.

Un autre moyen, pour le commerce privé, de s'approvisionner, c'est de simuler des entreprises coopératives et nous avons déjà rencontré cette forme dissimulée dans l'industrie.

Le commerce privé a fondé, sous le couvert des « artèles » et coopératives de consommation, de véritables entreprises individuelles. La dénomination de ces entreprises était adaptée au goût de la politique économique du moment. Une artèle s'appelait « le travail collectif », une autre « l'entr'aide commerciale ». Ces artèles ont poussé comme des champignons après la pluie en 1921 et, en réalité, ces soi-disant coopératives appartenaient à de véritables associés peu nombreux ou aux membres d'une même fa-

(1) Produits pour l'industrie d'Etat.

mille. De cette façon, on obtenait toutes les faveurs fiscales et on avait les mains libres. Parfois même, une partie des consommateurs était admise dans la coopérative, les bénéfices étaient distribués proportionnellement aux apports.

Malgré la lutte entreprises en 1924 contre le commerce privé, le commerce de gros, nécessaire, ne pouvait disparaître et la pratique n'a fait qu'en changer les formes. A ce moment apparaissent les sociétés anonymes privées sous forme de « grands magasins de vente ». Pour dissimuler une concentration évidente, les détaillants qui formaient une société anonyme pour les achats en gros, maintenaient l'individualité de leurs magasins ostensiblement. Au sein de ces sociétés se produit une division du travail assez originale. Certains associés « ambulants » voyagent pour pourvoir à l'approvisionnement des stocks, d'autres dirigent l'affaire sur place, d'autres encore remplissent le rôle d'employés de la maison.

Les trois procédés de dissimulation des entreprises commerciales privées sont des procédés types auxquels se ramènent tous les autres.

§ 4. — RENDEMENT ET PERSONNEL

Quel est le rendement de ce système commercial?

Prenons le commerce de gros et supposons à chaque employé le maximum de son rendement. Le chiffre d'affaires par employé sera d'autant plus élevé que le chiffre d'affaires de la maison est plus grand. Par

conséquent, le chiffre par employé donne bien le rendement du personnel en même temps que le rendement de l'entreprise. Il nous suffit de diviser le chiffre d'affaires de la moyenne des entreprises d'une catégorie par le nombre d'ouvriers employés par celle-ci. Le calcul a été fait par les économistes soviétiques et nous le reproduisons pour 1925 (1). La valeur des chiffres nous importe peu, c'est leur importance relative qui est intéressante pour le moment :

Employés de:	Chiffre d'affaires moyen
—	—
L'Etat	4.159 Rb
Coopératives	1.045 Rb
Commerce privé	4.280 Rb

La déduction est nette, la coopération travaille quatre fois plus mal que le commerce privé.

Examinons les chiffres pour le demi-gros. Nous avons respectivement pour l'employé :

D'Etat	2.135 Rb
De la coopération	945 Rb
Du commerce privé	4.958 Rb

Nous voyons donc que l'employé du commerce privé de demi-gros donne deux fois $1/2$ plus de rendement que celui de l'Etat et plus de cinq fois plus que celui de la coopération.

(1) M. Sarabianov « *Pourquoi la nep?* » p. 26 et suivantes.

Il en est de même dans le commerce de détail.

Nous devons remarquer toutefois qu'à l'époque de ces statistiques, les employés de commerce employés par l'Etat et la coopération étaient encore peu expérimentés. Mais beaucoup travaillent en bureaucrates et ces entreprises souffrent du défaut d'organisation, vice inhérent, du reste, à toutes les entreprises collectives à leur début. Il faudra un long apprentissage et le perfectionnement des méthodes de travail pour augmenter le rendement, étant donné que l'intérêt personnel, qui est toujours un facteur puissant de succès, fait défaut ici. L'Etat et les coopératives ne peuvent intéresser efficacement les employés par des modifications de salaires et des primes.

Quant aux conditions économiques et sociales du travail des employés en Russie des soviets, la situation respective, dans les trois groupes de commerce, est à peu près la même que dans les groupes analogues de l'industrie (1).

Les syndicats ouvriers passant des conventions collectives de travail avec les patrons commerçants, obtiennent des conditions de salaire, d'assurance, de congés plus favorables que celles qui sont accordées dans les entreprises d'Etat ou les coopératives.

(1) Voir supra.

SECTION III

Évaluation du capital privé investi dans le Commerce

§ I. — ENQUÊTES ET STATISTIQUES

La question de l'évaluation du capital privé investi dans le commerce préoccupe le gouvernement soviétique depuis la N. E. P. Les économistes s'évertuent à chiffrer son importance mais, comme pour l'industrie, ils arrivent à des résultats fort différents.

Vers fin 1923, époque où commence la lutte contre le capital privé, les économistes officiels (1) évaluaient le capital privé dans le commerce à 300 millions de Rb or. A la fin 1924, lorsque sont apparus les résultats désastreux de cette politique, ce chiffre était passé à 400 millions.

D'après les calculs de Jimonsky le commerce privé disposait en 1924-1925 d'un capital de 450 à 500 millions de Rb.

Enfin certains estiment que le capital privé investi n'a jamais dépassé 450 millions. Cependant tous les enquêteurs et statisticiens lui assignent un chiffre de plusieurs centaines de millions.

Evidemment ces chiffres sont insignifiants à côté de ceux d'avant-guerre, la somme globale investie dans

(1) Larine et Préobrajensky.

les entreprises commerciales étant évaluée en 1912 à 3,4 milliards Rb or. Mais tout de même le chiffre du capital privé commercial actuel est remarquable si l'on veut bien reconnaître que celui-ci s'est accumulé en 2 ou 3 ans malgré les mesures d'oppression qui ont cherché à l'étouffer. En réalité le capital privé déborde les cadres que la politique économique actuelle lui assigne, et il cherche des points d'application dans toutes les directions.

Il y a trois sources principales permettant de déterminer plus ou moins exactement le chiffre du capital privé.

Ce sont d'abord les travaux de Gosplan puis les recherches du commissariat du commerce, enfin les documents du commissariat des finances. Ces trois sources se rapportent à peu près à la même période fin 1925.

D'après les travaux de Gosplan au 1^{er} octobre 1925, le montant du capital privé dans le commerce, sous tous ses aspects, y compris les ressources propres des capitalistes, les ressources obtenues au moyen des crédits, les bénéfices réalisés dans l'année étudiée, est de 546 millions Rb.

Les résultats des statistiques du commissariat du commerce indiquent 656 millions.

Enfin, le département des devises étrangères du commissariat des finances a organisé en 1926 une enquête sur le capital privé (1). Il donne comme chiffre

(1) Travaux de M. Koutler dans « *Finances et économie nationale* » du 5 Décembre 1926.

597 millions contre 672,8 pour résultat de l'enquête correspondante en 1925.

Les enquêtes du commissariat des finances sont les plus intéressantes parce que les plus complètes. Les renseignements ont été réunis par un réseau assez bien organisé d'inspecteurs et contrôleurs des finances. Ils résultent de 1.011 enquêtes concernant 83 gouvernements ou régions, et portent sur le 1/5 seulement de toutes les entreprises soumises à l'impôt sur les bénéfices. En 1926 le nombre des enquêtes a été plus grand et ces recherches plus précises ont abouti à diminuer de 75 millions le chiffre total.

En somme les variations des diverses évaluations n'excèdent pas 100 millions et nous pouvons adopter provisoirement le chiffre de 600 millions faute de données plus précises.

Pourquoi ces variations? Nous les attribuons principalement à la difficulté de déterminer la vitesse de circulation des capitaux. M. Koutler a recherché ce coefficient de circulation des capitaux et l'a déterminé à 5,8 par an.

Cette moyenne est déduite des bilans mais les autres enquêteurs arrivent à des chiffres plus élevés. Les statistiques de la Bourse de Commerce de Moscou évaluent ce coefficient variant de 4 à 20 fois par an, 10 fois en moyenne.

Le commissariat du commerce nous donne « la circulabilité » par catégorie de commerce.

Catégorie	Circulation du capital
I	21,6
II	9,1
III	6,3
IV	5,3
V	5

L'enquête du commissariat des finances faite sur sept grandes villes de l'U. R. S. S. nous donne des chiffres plus élevés :

II	29
III	9,8
IV	8,6
V	10,6

On s'explique ces divergences, l'enquête du commissariat des finances ayant porté sur les grands centres où la vitesse de circulation des capitaux est fatalement plus élevée qu'à la campagne. Le mieux est de s'en tenir aux chiffres du commissariat des finances en les diminuant de 25 % pour ce qu'ils caractérisent.

Nous constatons, en tous cas, le rythme très rapide de l'activité des entreprises privées. Leurs capitaux, le plus souvent d'importance modique, circulent très vite — et elles accordent même assez facilement du crédit aux consommateurs afin d'augmenter le plus possible le volume de leurs affaires.

§ II. — ANALYSE DES CHIFFRES OBTENUS

Nous avons adopté le chiffre de 600 millions de Rb comme total du capital privé circulant dans le commerce.

Ce total se compose des trois éléments suivants: d'abord les ressources propres dont disposaient les commerçants en 1924-1925, soit 350 millions Rb environ (1). Il faut ajouter l'accroissement de ce capital, sa capitalisation pour la même année qui est estimée à 100 millions.

Enfin il faut y comprendre les ressources des particuliers dont le concours a été sollicité et obtenu par les commerçants: 150 millions.

Si nous connaissions le taux exact de capitalisation pour chacune des années après 1926 nous pourrions dresser la courbe des variations du capital privé mais ce ne serait qu'un tableau approximatif car le taux de capitalisation dans le commerce, « sa rentabilité », varie constamment, suivant les évolutions de la politique soviétique. Pour 1926 ce taux est évalué par le Gosplan et le commissariat du commerce entre 32 et 38 % du capital.

Nous basant sur le taux moyen de 35 % nous pouvons évaluer le capital au 1^{er} octobre 1927 à 800 millions, plus les ressources provenant de prêts des par-

(1) Nous mentionnerons que cette somme est comptée pour 900 millions par l'opposition de gauche au sein du parti communiste, chiffre inexact à cette époque qui vaut sous 1927.

ticuliers 150 millions, ce qui nous donne un total de 950 millions de Rb.

En y ajoutant les bénéfices réalisés pendant cette même année par les crédits obtenus de l'Etat par l'intermédiaire des différentes banques, on peut dire qu'à ce moment, le capital privé disposait de 1 milliard de Rb. Par le même raisonnement nous trouverions que le chiffre dont le capital privé doit disposer actuellement est de 1 milliard 1/2.

Il serait intéressant de déterminer quelle est la part purement capitalisée de la somme de 600 millions Rb que nous avons adoptée pour montant du capital fin 1925. Il faut en effet distinguer le commerce capitaliste du commerce non capitaliste des petits détaillants et des colporteurs qui ne possèdent pas de capital et dont le gain est un véritable salaire souvent moins élevé que celui d'un employé. Ce sont en quelque sorte les artisans du commerce ou les « agents salariés » du capital et cette situation rappelle bien celle des fabriques collectives dans l'industrie.

La seule documentation sérieuse à ce sujet se trouve dans les travaux du commissariat du commerce dont nous avons parlé.

On classe généralement toutes les entreprises commerciales en trois groupes (1) :

1°. Le commerce de gros et de demi-gros correspondant aux catégories VI et V des statistiques fiscales.

(1) Jusqu'ici nous n'avons employé que la division fiscale en 6 catégories.

On évalue le nombre de ces gros commerçants au 1^{er} octobre 1926 à 23.000;

2° Le moyen commerce. Le nombre des commerçants moyens (correspondant à peu près à la catégorie III) s'élevait à la même époque à 155.000. Ils ont des magasins et de temps en temps s'occupent en cachette d'opérations de 1/2 gros.

Ces deux premiers groupes constituent la bourgeoisie commerciale. Ce sont de véritables capitalistes;

3° Le petit commerce, qui comprend la 1^{re} et la 2^e catégorie fiscale. Ils vendent leurs marchandises en colportant ou bien dans des kiosques ou baraques. Leur nombre était de 450.000. Ce ne sont pas des capitalistes. La plupart sont des chômeurs industriels ou commerciaux, cherchant une place plus stable. Le plus souvent ils deviennent les agents d'un entrepreneur commerçant qui les oblige à acheter une patente en leur propre nom, et qui souvent est à la tête d'un des « comptoirs de distribution » dont nous avons parlé précédemment.

Pour ce groupe, donc, pas d'accumulation de capitaux. Une fois payé ce qu'ils doivent à leur approvisionneur et au fisc, il ne leur reste qu'un salaire souvent au-dessous du salaire moyen de l'ouvrier.

Voyons comment les ressources privées sont réparties dans ces trois groupes. L'enquête du commissariat du commerce nous donne:

Pour les gros commerçants	33 %
moyens	50 %
petits	17 %
	100 %

Nous avons vu que la rentabilité du capital avait été en 1925 de 100 millions (1) (le chiffre réel est vraisemblablement légèrement supérieur).

Ces 100 millions se partagent presque par moitié entre les deux premiers groupes: 51 % pour les moyens commerçants, 49 % pour les gros. Basons-nous sur ce pourcentage et sur les chiffres indiqués plus haut de 350 millions de capital primitif + 100 d'accroissement total 450 qui se répartissent comme suit:

1 Gros commerce	160 millions Rb
2 Moyen	230 —
3 Petit	60 —

Nous voyons se dégager une certaine concentration du capital entre les mains des deux premiers groupes, concentration que les deux dernières années ont encore accentuée. Le chiffre d'affaires du commerce de gros s'est, d'après le Gosplan, accru depuis deux ans de 80 % tandis que l'augmentation du chiffre total n'est que de 33 %.

Comment s'explique donc l'accroissement des res-

(1) Larine. Le capital privé, p. 171.

sources de la partie non capitaliste? Elle s'explique par l'augmentation énorme des effectifs de détaillants, le nombre de ceux-ci étant passé en deux ans de 300.000 à 450.000, soit 50 % en plus.

La partie non capitaliste du commerce privé représentant environ 10 % du total, actuellement l'ensemble du capital privé étant évalué à 1,5 milliard la partie non capitaliste y participerait pour 150 millions et la partie capitaliste pour 1,350.

La part du capital privé dans l'ensemble du capital investi dans le commerce national est tout de même assez modeste actuellement. Elle est de 20 % (1). Si le volume du capital privé commercial s'est légèrement contracté, cela s'explique par le renforcement des crédits accordés au commerce d'Etat et aux « communes » (2) coopératives.

Mais ce serait une tâche irréalisable pour le gouvernement de vouloir supplanter complètement le commerce privé dont le rôle est tout de même actuellement des plus importants.

(1) contre 23 0/0 en 1926.

(2) Nom générique de toutes les organisations sociales et économiques à base communiste.

SECTION IV

Rôle du capital privé dans les différentes branches d'activité commerciale

Nous avons déterminé l'importance du capital privé dans l'ensemble du commerce, quantitativement d'après le nombre des patentes délivrées, qualitativement d'après le chiffre d'affaires réalisé. Il est maintenant nécessaire de décrire le rôle du capital privé dans les différentes branches de l'activité commerciale, ainsi que son influence sur l'établissement des prix.

§ I. — LE COMMERCE PRIVÉ ET LE MARCHÉ INDUSTRIEL

Nous avons vu que l'industrie privée ne fabrique pour ainsi dire pas de produits destinés à la production mais plutôt des produits de consommation. Le commerce privé s'occupe principalement de la distribution de ces biens de consommation qu'ils viennent de l'industrie d'Etat ou de l'industrie privée, laissant aux trusts et syndicats les machines et autres biens destinés à la production.

Nous cherchons à déterminer la part de produits industriels qui passe par l'intermédiaire du commerce privé. Nous avons d'abord la part de la production industrielle purement capitaliste. Nous avons ensuite

une part de l'industrie artisanale achetée par les entrepreneurs capitalistes, enfin la part de la production d'Etat légalement vendue en gros aux commerçants privés à laquelle nous devons ajouter celle qui vient entre leurs mains par tous les procédés indirects que nous avons décrits plus haut.

Le commissariat du commerce évalue le tout à 28 % pour 1926. Mais nous pouvons dire que 1/3 du total de la production industrielle passe par l'intermédiaire du commerce de gros et de demi-gros. Nous empruntons les exemples suivants aux statistiques dressées par la commission spéciale pour l'étude du rôle du capital privé formée par le conseil supérieur de l'économie nationale (1).

Marchandises	Proportion de l'intérêt du capital privé
1. Cuir	20 %
2. Sucre	30 %
3. Poissons marinés	50 %
4. Tabac	30 %
5. Amidon	40 %
6. Mélasse	80 %
7. Conserves	20 %
8. Pétrole	14 %
9. Caoutchouc	12 %
10. Constructions industrielles	25 %

(1) Mars 1926. Gazette du Commerce et de l'industrie 1926.

La commission explique le rôle important du capital privé sur le marché industriel surtout par les facilités qu'il a de se procurer la marchandise des organismes d'Etat. Les trusts d'Etat non seulement préfèrent traiter avec le commerçant, mais lui accordent souvent des conditions plus favorables qu'aux coopératives tout en leur maintenant au moins partiellement les garanties qu'ils ont eux-mêmes obtenues des syndicats. Par exemple le trust du pétrole, qui vendait ses produits aux commerçants privés avec un rabais de 6 % sur les prix de gros appliqués aux coopératives, Le trust des sucres faisait une réduction de 10 kopeks par poud aux particuliers achetant en gros. Même le trust des produits textiles (1) — pourtant réputé pour ses relations intimes avec la coopération — jouait le rôle d'intermédiaire entre les entreprises textiles et le commerce privé, s'attribuant une commission de 20 à 30 %.

En 1925, malgré l'offensive officielle contre lui, le capital privé jouait un rôle considérable. Les organes « socialistes » ont dû recourir à ses services et sa présence parut tellement indispensable au développement même du « secteur socialiste » qu'on a soulevé à nouveau la question de la législation de l'activité du capital privé, même dans le commerce de gros.

Des discussions interminables eurent lieu en 1926 mais dès qu'on eut des prévisions favorables sur la récolte, on revint à la politique traditionnelle de l'éco-

(1) En 1924.

nomie d'après un plan, toutes les prévisions étaient monopolisées par le Gosplan dont le rôle est la recherche de ces coefficients qui servent de ligne directrice à toutes les branches de l'activité économique du pays.

Un autre phénomène est intéressant à signaler. Un grand nombre de coopératives commerciales ont pris une part active dans la spéculation sur marchandises par la revente en lots aux particuliers. Et en 1925 on parle beaucoup de la bacchanale des prix et de l'acaparement des marchandises afin de pouvoir dicter ses prix au marché. Les enquêtes signalent une organisation coopérative de vente de produits de filature et tissage, qui achetait aux trusts et syndicats des wagons entiers de marchandises qu'elle revendait immédiatement aux commerçants en gros. C'est à des opérations de ce genre que se livraient la plupart du temps les innombrables « représentations » des organes commerciaux des provinces, des républiques autonomes, des unions de coopératives provinciales et des banques. Ces opérations étaient d'autant plus lucratives que toutes ces organisations achetaient à crédit à l'Etat et revendaient au comptant.

Situation curieuse! dans certains cas les commerçants vendaient en gros aux comptoirs d'Etat et à la coopération.

Pour le commerce de détail, il est incontestable que le commerce privé est mieux approvisionné et mieux adapté aux goûts du public que les magasins d'Etat et les coopératives où le manque de marchandises est

proverbial. Les crises par insuffisance de la production industrielle qui éclatent de temps en temps atteignent d'abord les coopératives dont les magasins sont vidés tandis que le commerçant privé est bien assorti en marchandises.

Cependant il est indiscutable que la pression officielle sur le capital privé amène la disparition progressive de celui-ci des plus hautes positions conquises depuis la N. E. P. Tous les publicistes le constatent. Des renseignements du commissariat du commerce pour 1928, on peut déduire que les mesures prises contre le capital privé ont amené son déplacement continu aussi bien dans le gros que dans le détail. Ces déductions sont basées sur les chiffres du commissariat des finances, sur l'impôt général sur le revenu et l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Malgré les instructions données par les autorités à ses agents d'appliquer les prescriptions fiscales dans toute leur rigueur, les rentrées sont loin d'atteindre les chiffres prévus pour « le secteur privé ».

Les transports de marchandises pour le compte des particuliers ont également considérablement baissé en 1927, en six mois cette réduction atteint 50 %. Cette diminution ne caractérise du reste que la baisse de l'importance du commerce de gros et inter-provincial car le commerce de détail et local a très peu recours au transport par chemin de fer.

La diminution du commerce privé est si rapide que les statistiques redoutent que le « secteur socialiste » ne soit pas en mesure de remplacer le « secteur privé »

(1) Le capital privé, disent-ils, disparaît petit à petit de la « surface légale » pour descendre dans le « sous-plancher ». Il fuit à la campagne où les rigueurs fiscales sont moins à craindre, s'investit dans les pseudo coopératives ou s'engage dans l'industrie artisanale des koustari.

§ II. — LE COMMERCE PRIVÉ ET LE MARCHÉ AGRICOLE

Le Gosplan et le commissariat du commerce s'accordent pour diviser la production agricole en deux parties égales dont l'une reste à la campagne et l'autre passe sur le marché des villes. De la première moitié il faut faire trois parts à peu près égales.

Le premier tiers représente les produits des champs, des prés et potagers, non compris les matières premières pour les industries agricoles. Le second tiers: les animaux et les produits de la pêche.

Le dernier tiers: les matières premières d'industrie telles que graines oléagineuses, lin, coton, tabac, cuir, betteraves, etc....

De la seconde moitié, celle qui va approvisionner les marchés urbains, il faut faire également trois parts: celle qui est achetée par les négociations en gros, celle vendue sans intermédiaire, celle achetée par les organes de l'Etat et les coopératives. Voici leur importance respective:

(1) M. Froumkine. Finances et économie nationale du 28 Septembre 1928.

25 % pour les négociants en gros;
15 % pour les producteurs eux-mêmes;
60 % pour l'Etat et les coopératives.

100 %

A première vue nous constatons donc que 25 % seulement de la production agricole qui passe par les villes est organisée par le capitalisme proprement dit. Mais cela serait nier l'évidence puisque nous voyons la plupart des produits agricoles vendus par l'intermédiaire du commerce privé. Il faut en réalité, pour avoir la part de la production qui s'achète et se vend pour la population des villes, déduire du chiffre total tout d'abord cette partie de la production qui sert de matières premières à l'industrie, puis les stocks destinés à l'exportation, enfin les approvisionnements de l'armée. Nous en déduirons alors la part capitaliste réelle qui est de 75 % et non plus seulement de 25 %, et qui correspond à ce que nous montre la réalité de tous les jours.

Le capital privé trouve un champ d'activité favorable à la campagne, où la fiscalité est naturellement moins fortement organisée et où il trouve de sûrs alliés dans la personne des paysans moyens et des Koulaks, alors que dans les villes peuplées de prolétaires, il ne trouve rien de semblable. Le marché des céréales est particulièrement visé par le capital privé, qui y vient à la suite des persécutions sans contrôle, y cacher ses positions et entreprendre des opérations lucratives. La pression de l'Etat s'effectue ici en prin-

cipe aussi bien que pour le commerce des produits industriels mais, en pratique, elle est bien obligée de se relâcher car, autrement, l'approvisionnement des villes en céréales serait irréalisable. Pour remédier à cette monopolisation du marché des céréales par le commerce privé, le Gosplan a imaginé un système assez ingénieux. On offrait aux paysans des produits manufacturés fabriqués suivant un plan déterminé par région et selon la saison. On espérait ainsi leur vendre les produits de l'industrie étatisée et, en échange, acheter leur blé, mais les paysans demandaient un prix supérieur aux offres du gouvernement, dont l'initiative s'est retournée contre la politique économique en faisant prendre conscience au capital privé de sa force en la matière.

Cependant, même dans cette branche, on voit se produire actuellement — du moins officiellement — une certaine réduction du rôle du capital privé.

Voici les statistiques officielles pour 1928, nous donnant, sans tenir compte des formes simulées, le pourcentage de cette diminution :

Catégories	Réduction des entreprises en % pour l'année	Réduction du chiffre d'affaires
II	35,9 %	37,0 %
III	45,3	26,7
IV	45,1	35,6
V	51,0	35,3
VI	44,3	31,4

Ces chiffres nous indiquent une diminution très sensible du nombre des entreprises, plus sensible que pour l'ensemble du commerce privé, et portant même sur la catégorie des petit détaillants. Mais, répétons-le, ils ne correspondent pas à la réalité, étant donné qu'ils ne tiennent pas compte des multiples formes simulées que revêt le commerce privé.

§ III. — LE COMMERCE PRIVÉ ET LES PRIX

Le problème des prix sur le marché soviétique est extrêmement difficile et la lutte entre l'industrie et les paysans à ce sujet date de 1923.

Cette matière fort complexe ne nous intéresse qu'indirectement par la place que le capital privé occupe dans l'établissement des prix de détail. Les hauts prix des produits industriels étaient dûs à la période du commerce de guerre, à la bureaucratie à outrance, l'organisation irrationnelle de la production, le rendement infime du travail ouvrier, la position de monopole sur le marché. Les prix des produits manufacturés étaient, en 1923, trois fois ceux d'avant-guerre. Les prix des produits agricoles ne suivaient que de loin cette hausse et, au même moment, ils avaient à peine atteint leur niveau de 1913. Le pouvoir d'achat — par suite de ce décalage — était réduit au minimum, ce qui paralysait complètement sa demande en produits industriels. Une crise économique survint et le gouvernement dut prendre toutes sortes de mesures — dont l'examen est en dehors du cadre de notre étude

pour faire monter le prix des céréales. Par ailleurs, l'Etat entreprend toute une série de campagnes pour diminuer les prix des objets manufacturés, avec certains résultats du reste. Mais le commerce privé est bien placé pour imposer ses prix de détail, possédant un monopole de fait dans certaines branches et il réalise de gros bénéfices.

La production industrielle d'Etat étant insuffisante, les prix pratiqués par les coopératives et les magasins de l'Etat n'exercent aucune influence sur les prix du commerce privé. Ce dernier impose donc ses prix et rompt toutes les prévisions du gouvernement en ce qui concerne les fameux « ciseaux » qui s'ouvrent et se ferment suivant que l'écart entre les prix de gros établis par l'Etat et les prix de détail établis par le commerce privé augmente ou diminue.

La majoration sur les prix de gros atteint jusqu'à 500 0/0, mais normalement est de 300 0/0.

§ IV. — LE CAPITAL PRIVÉ DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Il est, à première vue, paradoxal de parler du capital privé au sujet du commerce extérieur, puisque ce dernier se trouve entièrement entre les mains de l'Etat.

Cependant, le capital privé joue, là encore, un certain rôle dû à la contrebande et aux procédés illégaux d'importation de produits étrangers.

En général, dans une étude sur le commerce extérieur, on ne comprend pas la contrebande dont la part est insignifiante, par rapport à l'ensemble des opérations avec l'étranger. Mais, en U. R. S. S., étant donné le monopole de ce commerce détenu par l'Etat, ce mode d'importation illégale totalise un chiffre considérable, qui constitue une proportion non négligeable des relations avec l'étranger. Pour nous en rendre compte, il suffit de comparer les chiffres actuels avec le montant de toutes les marchandises saisies aux frontières en 1913, qui était de 729.388 Rb. Voici les chiffres depuis la N. E. P. (1) :

Années	Montant en Rb. T. en chiffres ronds
1923	3.250.000
1924	6.500.000
1925	20.200.000
1926	60.300.000
1927	80.000.000

Cette somme de 80 millions de Rb, 11 fois plus grande qu'avant-guerre, est basée sur les prix d'importation et représente donc le double à l'intérieur du pays, 160 millions, ce chiffre n'est pas négligeable.

Comment expliquer cette augmentation ? Il y a d'abord toutes les causes qui existaient avant l'établis-

(1) M. Zagorsky donne 83 millions pour 2 ans et demi depuis 1925. Ouvrage cité p. 61.

sement du monopole du commerce extérieur, tenant à la situation géographique, le genre de vie. Ensuite, des causes proprement spécifiques au régime actuel : la cherté de la production nationale, la qualité inférieure de celle-ci, enfin son insuffisance.

Voici les principales marchandises qui, en 1925, faisaient l'objet de la contrebande en U. R. S. S. ; les tissus et tricots, la mercerie, les cuirs fabriqués, les produits alcoolisés, le tabac, etc. La contrebande joue un rôle considérable dans l'importation des matières colorantes, venant d'Allemagne, importées sans aucune licence ni collaboration du « Vnechtorg ».

Les associations de contrebandiers sont de véritables sociétés commerciales qui ont un nombreux personnel. Elles organisent ouvertement les achats à l'étranger, passent ostensiblement la frontière, où les objets sont confisqués par l'administration des douanes. Celle-ci les vend ensuite aux enchères et les acquéreurs en sont précisément les contrebandiers qui réalisent ainsi une économie considérable par rapport aux importations légales par l'intermédiaire du Vnechtorg avec toutes les licences et les droits de douane que celles-ci comportent.

La contrebande est organisée sur tout le pourtour des frontières de l'U. R. S. S. Elle est organisée fortement, comme nous venons de le voir et constitue la part la plus importante de l'activité du capital privé dans le commerce extérieur.

Quant aux autres modes de relation avec l'étranger, nous parlerons brièvement des sociétés anonymes

mixtes et des « colis postaux », mais ces formes sont beaucoup moins importantes.

Les sociétés anonymes mixtes, c'est-à-dire avec la participation du capital privé, importent légalement, sous le contrôle du Vnechtorg.

Pour l'Allemagne, les importations ainsi effectuées se sont élevées au 1/5^e du total des importations. La proportion, trop variable, est difficile à donner pour les autres pays.

L'importation par colis postaux se pratiquait à grande échelle, pour des sommes importantes, jusqu'à ce que ce mode d'importation ait été prohibé presque complètement. Elle s'était développée surtout lors de l'organisation par les Américains des secours contre la famine (1).

La part du capital privé dans le commerce extérieur est évaluée, par l'administration centrale des douanes au commissariat du commerce, à 3 0/0. Toute importation amenant une exportation, à ces importations effectuées par le capital privé correspond, bien que prohibée, l'exportation des capitaux sous forme de devises et d'or.

(1) Organisation par l'Ara: américain relief association sous la direction de M. Nansen.

CHHAPITRE V

Rôle du capital privé dans l'économie financière

SECTION I

Le capital privé et la monnaie

1° La politique monétaire

La monnaie a des relations étroites avec le capital privé, étant donné qu'elle est l'expression même de celui-ci, mais son rôle, comme moyen de thésaurisation (1) ou comme moyen de placement pour le capital, a été singulièrement réduit depuis la révolution et jusqu'à la grande réforme monétaire de 1924.

En effet, comment pouvait-on espérer conserver ses capitaux en les plaçant en papier monnaie ou en « signes de règlement », comme on appelait alors celui-ci. La période du communisme de guerre est dominée par l'idée de supprimer la monnaie, afin d'établir un régime purement communiste où les échanges se feront par l'intermédiaire de l'autorité. « Rendre la monnaie inutile » est le mot d'ordre de l'époque. Tous les moyens de production, tous les produits, toutes les richesses étant socialisés, les

(1) La thésaurisation est fort répandue en Russie surtout dans la classe paysanne.

échanges, au sens capitaliste du mot, seront abolis, par conséquent la monnaie, instrument des échanges, deviendra inutile. Mais, pour cela, il ne suffirait pas de promulguer des décrets portant abolition de la propriété privée, il fallait aussi extirper le sentiment même de propriété, sentiment profondément ancré dans la masse.

Depuis octobre 1917, le gouvernement soviétique pratique une politique d'émissions à jet continu. La tâche du commissaire du peuple aux finances était alors des plus faciles : « émettre du papier monnaie à volonté et en quantité illimitée, comme on voudra, tant qu'on voudra et quand on voudra. » (1). C'est la première fois dans l'histoire économique que l'on rencontre une loi d'émission sans limitation d'aucune sorte et que l'on considère l'inflation, non comme un expédient, mais comme le but principal de la politique monétaire.

Les communistes voulaient, en effet, dans un but politique, déprécier complètement la monnaie, afin qu'elle ne puisse servir de placement à l'avoir des particuliers, du reste bien réduit à cette époque.

Nous savons qu'après la crise énorme amenée par ces mesures, le gouvernement fit volte-face à droite, inaugurant, en 1921, la nouvelle politique économique qui a amené une nouvelle politique monétaire. Diverses mesures furent prises pour stabiliser le pouvoir

(1) M. de Kouhassov : *La réforme monétaire en Russie soviétique*, pp. 11 et 12.

d'achat du rouble et diminuer l'inflation. On créa la banque d'Etat, dont le rôle était d'émettre des billets devant circuler à côté du papier monnaie émis par le Trésor. C'était le point de départ de l'assainissement monétaire qui ne fut accompli qu'en 1924.

Les émissions innombrables furent supprimées. On établit un seul étalon : le rouble tchervonetz et universalisa le rôle du billet émis par la banque d'Etat dans la circulation monétaire. On commença la frappe des pièces d'argent. Le tchervonetz, le billet de la banque d'Etat, présente tous les éléments de stabilité qu'on peut exiger d'un billet de banque. Les dangers d'inflation sont encore évidemment à craindre, puisqu'en réalité l'établissement émetteur appartient à l'Etat et, précisément, nous avons assisté à une dépréciation par suite d'inflation de 50 0/0 du pouvoir d'achat intérieur du tchervonetz. Mais, l'expérience nous l'a montré, les établissements privés eux-mêmes ne résistent pas toujours aux tentations de l'inflation au moment des crises politiques.

En tout cas, depuis 1924, le capital privé a pu se développer sur cette nouvelle base monétaire. La réforme a dissipé les craintes de la population sur l'avilissement continu des signes monétaires et a permis l'échange des produits que les capitalistes conservaient alors comme placements. C'est également le point de départ du développement de l'économie paysanne, dont la production commence à apparaître sur le marché.

Nous assistons d'abord à l'augmentation du pouvoir

d'achat de la population, surtout de la population rurale, comme le montre le tableau suivant. Le pouvoir d'achat des villes et celui des campagnes étant comptés pour 100 en 1922-23 :

Années	Pouvoir d'achat	
	des villes	des campagnes
—	—	—
1922-1923	100	100
1923-1924	103	150
1924-1925	141	183

Les disponibilités des paysans au 1^{er} décembre 1925 s'évaluent à 300 millions Rb environ.

A la suite des mesures prises contre le capital privé en général, celui-ci est devenu nomade (1), s'investissant tantôt dans le commerce, tantôt dans la petite industrie, tantôt sur le marché financier. Il s'agit de cette masse énorme des petites ressources appartenant au commerçant, au petit artisan, masse qui se concentre entre les mains de certaines personnes et ne peut être employée légalement dans les conditions actuelles à la vie économique. En attendant des conditions plus favorables, le capital privé passe sur le marché financier, où il prend une place de plus en plus importante.

Il se forme ainsi, petit à petit, une classe de financiers s'occupant d'opérations, la plupart du temps illé-

(1) *M. Zagorsky* p. 253.

gales. Parmi celles-ci, les opérations de change jouissent de toutes leurs préférences.

2° Les opérations de change

Le rôle du capital privé sur le marché des changes, bien que celui-ci soit nationalisé, était tellement considérable qu'en 1925 la baisse du tchervonetz a été attribuée exclusivement à la spéculation organisée par lui. C'était une exagération, car cette baisse avait d'autres causes. Mais toute cette activité nous montre qu'il existe des disponibilités en quête de placement lucratif.

Il est difficile de déterminer l'importance exacte du rôle joué par le capital privé sur le marché monétaire, étant donné le caractère la plupart du temps illégal des opérations auxquelles il se livre.

Nous étudierons trois formes d'opérations sur les changes pratiquées en Russie des soviets.

1° La spéculation sur le cours des monnaies de papier pendant la période des fortes variations.

2° L'achat et la vente des devises étrangères.

3° Les opérations sur l'or.

a) La première forme d'opérations se rapporte plutôt à la période d'avant 1924, date de l'introduction de la réforme monétaire.

Pendant cette période, il se produisait des variations de cours prodigieuses d'un jour à l'autre, même d'une heure à l'autre. Tout le monde, en somme, était forcé de spéculer sous peine de voir son avoir en papier réduit à néant.

Spéculations dans le temps, spéculations dans l'espace, par arbitrage entre les diverses régions de l'U. R. S. S., voici les opérations auxquelles se livraient les « bourses noires ». Les différences entre les cours étaient soigneusement étudiées et ensuite, pour réaliser des bénéfices sur ces différences, on effectuait des transferts de très gros capitaux, par exemple de Moscou en Turkestan, par l'intermédiaire de la « Gosbank » (1).

Par suite de la stabilisation relative du cours du tchervonetz après 1924, ces opérations d'arbitrage de change sont devenues moins lucratives. La spéculation s'est alors orientée vers les opérations sur les devises étrangères et sur l'or.

b) Depuis que le gouvernement des soviets est reconnu officiellement par beaucoup d'Etats et qu'il a signé plusieurs traités de commerce, les relations commerciales avec l'étranger sont assez suivies. Ces relations ont créé un terrain favorable aux opérations du capital privé.

Une partie de la « valute », comme on appelle les devises étrangères est importée sous forme d'envois des émigrés à leurs nombreux parents restés en Russie.

Une autre partie est le paiement des exportations en contrebande.

Une troisième part est parvenue entre les mains des particuliers, à la suite d'une opération du gouvernement que nous étudierons.

(1) Banque d'Etat.

Quel est le volume de ces opérations et quelle est la place de celles-ci dans l'ensemble des opérations financières ?

Il est difficile de répondre à ces questions, étant donné le caractère illégal en principe de cette forme d'activité. Nous nous bornerons à citer, à titre d'exemple, les données forcément plus ou moins exactes pour 1925-26 concernant l'une des régions où ces opérations sur les changes sont le plus répandues, la Transcaucasie (2). Les villes ci-après, points d'observation de toutes les régions avoisinantes, sont les plus importantes au point de vue qui nous occupe : Bakou, Tiflis, Erivan, Gangea, Leninakan, Koutais, Djoulfa, Nakhitchevan et Poti. Les opérations se font surtout sur le papier étranger : livres sterling, dollars américains, livres turques, mais la monnaie métallique est aussi très recherchée et, parmi celle-ci, l'impérial russe en or et le touman perse en argent. Voici comment se distribue le montant des opérations quotidiennes avec les devises et l'or dans ces différentes places du marché transcaucasien.

Place	Chiffre d'affaires en milliers de Rb
—	—
Bakou	40-45
Tiflis	20-35
Batoum	10-13

(2) Larine, ouvrage cité p. 55 et suivantes.

Erivan	3-4
Gangea	2
Leninakan	10-13
Koutaïs	1-1,5
Djoulfa	1-2
Poti	1,5
Nakhitchevan	1,5-2
Autres places	5

Le total des opérations quotidiennes pour toute la Transcaucasie s'élève à 100.000 Rb environ. Etant donné que le gain réalisé est au minimum de l'ordre de 2 à 2 1/2 0/0, on voit le chiffre énorme des bénéfices amassés tous les ans par les spéculateurs.

A côté des opérations d'achat et de vente de devises sur place, l'opération du change tiré est aussi très répandue. Les comptoirs financiers se sont spécialement organisés, surtout sur la frontière perse, pour le rapatriement des fonds à effectuer par suite des différences entre l'exportation et l'importation. Ces opérations sont très actives au moment des foires périodiques et ont eu beaucoup d'influence sur les variations de cours du tchervonetz. Le chiffre quotidien réalisé par ces comptoirs pendant la période assez longue des règlements après la clôture des foires, s'élevait, en 1926, à 100.000 Rb environ. Ces mêmes comptoirs prenaient en dépôt l'argent des particuliers sujets perses, ce qui élargissait singulièrement leur champ d'activité.

Des comptoirs du même genre existent également à

la frontière polonaise et même à Moscou. On évalue généralement la quantité des devises étrangères en circulation dans les mains des particuliers dans toute l'U. R. S. S. à 20 millions de Rb. T. (1).

c) L'achat de l'or, monayé ou non, est systématiquement organisé, et à très grande échelle, sur tout le territoire de l'U. R. S. S., par les spéculateurs privés.

Il faut remarquer tout d'abord que la circulation des anciennes monnaies d'or (2) est interdite. Une très grosse partie du stock d'or se trouvait entre les mains de la population et n'a pu être rachetée par la banque d'Etat, d'une part à cause du sentiment de thésau-risation fortement développé, d'autre part à cause du bas cours auquel ce rachat, après la suppression du cours légal, s'effectuait officiellement. Les spéculateurs attirent, au contraire, les vendeurs par les hauts prix qu'ils offrent.

Le trafic des lingots d'or n'est pas moins actif, malgré la nationalisation de toute l'extraction de l'or, car il existe, en Sibérie, de petites exploitations individuelles, lesquelles pratiquent le lavage du minerai aurifère, soit sur les terrains d'Etat, soit sur des terrains non exploités. Ces exploitants individuels travaillent pour le compte de capitalistes qui achètent toute leur récolte annuelle, mais il est impossible d'évaluer, même approximativement, la somme que représentent ces achats.

(1) 1927.

(2) 10 Rb. et 5 Rb. L'impérial et le demi-impérial.

La troisième source d'or, pour le capital privé, c'est la fameuse « intervention » du commissariat des finances dans le marché des changes en 1925-1926. Cette opération, fortement critiquée aujourd'hui, a été faite pour soutenir les cours du tchervonetz. Le gouvernement a jeté sur le marché privé les réserves d'or et de devises étrangères qu'il possédait, dans le but d'amener la baisse des valeurs étrangères et de redresser les cours du billet national. L'opération, d'une manière générale, bien dangereuse, et qui n'est que le suprême remède pour sauver les finances d'un pays, n'a pas réussi. Heureusement pour lui, le gouvernement conservait le monopole dans tous les domaines de l'économie, autrement c'eût été la faillite. L'offre faite aux capitalistes n'a pas relevé la valeur du tchervonetz.

Le pouvoir d'achat de celui-ci est resté sensiblement le même, ce que nous pouvons constater d'après les indices de l'institut de conjoncture économique du commissariat des finances, qui sont :

Pour 1924-1925	44 (% avant guerre)
Pour 1925-1926	43,2 —

Le tchervonetz conservait donc environ 44 0/0 du pouvoir d'achat du rouble d'avant-guerre, mais cette opération avait coûté 50 millions de Rb or. Le gouvernement s'était dépouillé de 29 millions de Rb en or et de 21 millions en dollars et livres sterling. Pendant les mois qui suivirent, le trésor put racheter environ 5 millions de ce stock, mais la masse principale est restée entre les mains du capital privé.

SECTION II

Le capital privé et le crédit public

§ I. — LES EMPRUNTS D'ÉTAT - LEUR PLACEMENT

Le gouvernement soviétique, on s'en souvient, a annulé l'ancienne dette publique russe, aussi bien extérieure qu'intérieure (1). Les décrets interdisaient toutes les transactions sur ces titres et proclamaient la cessation du paiement des coupons et dividendes. Donc, plus de possibilité pour les particuliers de placer leurs capitaux en titres de dette publique, on croyait les emprunts définitivement supprimés, le gouvernement ne devant plus jamais recourir à ce moyen pour se procurer de l'argent.

L'avènement de la N.E.P. a changé cette conception.

L'emprunt « paysan » fut la première tentative d'emprunt qui ait bien réussi. Les paysans l'accueillirent favorablement, car ces titres étaient largement acceptés en paiement des impôts. Depuis on a vu toute une série d'emprunts, mais surtout pour les besoins de l'industrie soviétique.

A la veille de 1927, le total des emprunts d'Etat était, d'après les renseignements de la Gosbank, de 417 millions Rb contre 245 millions en 1924.

(1) Décrets du 29 Décembre 1917 et du 27 Janvier 1918.

On sait qu'il y a eu en U. R. S. S. deux sortes d'emprunts. D'une part, les emprunts placés exclusivement parmi les organes économiques de l'Etat, par exemple ceux qui servent de placement obligatoire pour les capitaux de réserve de l'industrie soviétique. D'autre part, les emprunts où le public est admis à participer et ceux spécialement créés pour être placés dans la masse. Il y a 234 millions d'emprunts destinés à être placés dans le public, dont 115 millions au cours nominal (1) ont été effectivement achetés par les particuliers, le reste étant placé dans les organes d'Etat. Cela ne signifie pas que l'Etat dispose effectivement de ces 115 millions (ou 130 en bourse), car une partie considérable des titres est rentrée à la Gosbank, qui avance, sur ces titres, jusqu'à 70 0/0 de leur valeur en bourse et ces avances atteignent 35 millions de Rb. Donc, la part du capital privé avancée à l'Etat est, en réalité, de 75 millions seulement.

Etant donné le petit nombre des emprunts, les particuliers qui ne cherchent pas à spéculer, préfèrent placer leur argent dans les Caisses d'épargne de l'Etat. Ils y reçoivent un intérêt particulièrement avantageux pour eux : 8 0/0 avec toutes les exemptions fiscales. Au 1^{er} mars 1927, les dépôts aux caisses d'épargne atteignaient 134 millions de Rb. et ils augmentent de 5 à 10 millions mensuellement. Ces caisses donnent donc à l'Etat des disponibilités plus élevées et moins onéreuses que les emprunts. Le montant des

(1) 130 millions aux cours cotés en Bourse.

dépôts est versé à la Gosbank et remplacé au fur et à mesure par des bons du trésor. La banque d'Etat emploie ces ressources à des ouvertures de crédit à l'industrie et aux autres branches de l'économie nationale. Elle fait donc marcher ses usines et paye les 8 0/0 dus aux particuliers par l'intermédiaire des caisses d'épargne avec le montant des bénéfices.

Les emprunts d'Etat n'ont pas été émis exclusivement pour le petit épargnant ; on a voulu aussi attirer le capitaliste afin d'utiliser ses ressources pour les besoins de l'Etat. C'est pourquoi, d'ailleurs, le taux d'intérêt était établi très haut. Le revenu réel moyen des titres d'emprunts était, en 1925-1926, de 36% par an.

§ II. — LES EMPRUNTS ET LE CAPITAL PRIVÉ

Le système des emprunts forcés a régné en U. R. S. S. jusqu'en 1925, mais il n'a pas donné de bons résultats et on est revenu, depuis, au système de la liberté de la participation du capital privé. Attirer le capital privé dans l'économie financière de l'Etat, dans le secteur socialiste, devint le but de la politique financière du gouvernement.

Distinguons d'abord, pour étudier la participation du capital privé dans les emprunts publics, deux groupes de souscripteurs : le groupe capitaliste et le groupe non capitaliste.

En 1926, les 130 millions de titres qui se trouvaient entre les mains des particuliers se divisaient comme suit entre ces deux groupes. Nous verrons, dans le

même tableau, la part de chacun au point de vue des avances sur titres.

	Emprunts en % souscrits	Avances obtenues en %
2. Petits détenteurs	69,2	32,8
1. Capital privé	30,8	67,2
	100 %	100 %

Il est intéressant aussi de comparer les situations respectives du « Secteur socialiste » et du « secteur privé » en ce qui concerne le placement des emprunts. La décomposition du bilan de la Gosbank pour 1925-1926 nous donne ces renseignements (en millions de Rb.) :

	Secteur socialiste	Secteur privé
1. Portefeuille de titres	200	130
2. Avances sur titres	11	19

Le capital privé fait donc plutôt des opérations de bourse « en famille » avec la Gosbank, de sorte que c'est au sein de la banque d'Etat que l'Etat se rencontre avec le capital privé.

Le rôle du capital privé dans le crédit public n'est pas considérable et sa participation est nettement spéculative. Par contre, il joue un rôle considérable dans les opérations sur les emprunts dans la banque d'Etat.

L'expérience a montré que même le taux élevé des emprunts de 20 à 35 0/0 par an n'incite pas le capitaliste à conserver longtemps les titres achetés. Il ne fait toujours qu'un placement temporaire, une spéculation. Il souscrit assez volontiers, car les conditions d'émission sont, en général, avantageuses, puis revend en réalisant un bénéfice sur les cours. C'est, en général, l'état qui est obligé de racheter ces titres (1) afin d'éviter l'effondrement des cours, par suite, la destruction de la confiance gagnée à grand peine et la ruine des petits souscripteurs non capitalistes. Ce qui n'est pas dans son programme.

(1) C'est ce qui s'est produit avec l'emprunt à lot 1926 et également avec le 10 0/0 1927.

SECTION III

Le capital privé et la fiscalité

Les directives principales du parti communiste sont, bien entendu, toujours en vigueur. Le capitaliste est imposé beaucoup plus lourdement que l'ouvrier, le koulak est imposé pour une somme infiniment plus forte que le « biedniak » (2). Mais, depuis la N. E. P., certaines faveurs ont été accordées au gros capital privé. C'est le système fiscal qui, en somme, règle l'activité et l'accroissement de ce capital, puisque les bénéfices n'existent que déduction faite de tous les impôts et taxes à payer. On peut imaginer un système d'impôts qui, non seulement absorbe tous les bénéfices, mais entame même le capital.

Etudions cette influence du régime fiscal soviétique sur la formation du capital privé.

Avant 1927, ce régime était, en somme, satisfaisant. L'impôt sur les bénéfices agricoles était progressif, proportionnellement aux revenus des paysans. Les contribuables sont divisés en 9 catégories, suivant la quantité des terres emblavées. Pour chaque catégorie, la perception se fait d'après trois coefficients augmentant suivant le nombre de déciatines par âme. Ce qu'il est intéressant de constater, c'est que l'impôt sur les

(2) Paysan pauvre.

bénéfice était dégressif avant 1927 (1), comme le montre le tableau suivant pour la R. S. F. S. R.:

Revenu moyen par âme	Taux de l'impôt
—	—
70 Rb.	4,9
90 —	4,9
125 —	4,1
175 —	3,7,
200 —	2,8

En ce qui concerne les entreprises industrielles et commerciales privées, elles ont obtenu certain dégrèvement pendant cette période, par rapport aux entreprises coopératives.

Voici les chiffres :

Entreprises	1924	1926
Coopératives	0,6	0,8
Privées	1,3	1,2

Les entreprises privées sont imposées beaucoup plus fortement que les coopératives, mais, alors que la charge de l'imposition pour ces dernières avait augmenté en deux ans du tiers, celle du capital privé diminuait légèrement.

Pour corriger ces « injustices flagrantes », le gouvernement a augmenté considérablement le taux d'im-

(1) Larine, page 270.

position des bénéfices des capitalistes, instituant une nouvelle taxe sur ce qu'il appelle les « superbénéfices », bénéfices extraordinaires excédant le taux normal des bénéfices industriels et commerciaux. L'imposition a augmenté en moyenne de 46 0/0 par rapport à l'année précédente ; surtout, elle est plus lourde dans l'industrie que dans le commerce.

Dans toutes les branches du commerce, le taux est le même pour le commerce d'Etat et les coopératives ; par contre, le taux est plus élevé dans l'industrie privée que dans l'industrie d'Etat ou celle des coopératives. La question est débattue actuellement et on est à la veille du nivellement du fardeau fiscal entre les entreprises industrielles et commerciales.

Dans le commerce, nous assistons au phénomène curieux à constater de la régression de l'impôt à mesure que l'on passe dans la catégorie supérieure. Nous extrayons du tableau n° 13 du commissariat des finances les chiffres indiquant le taux des impôts en 0/0 par rapport au chiffre d'affaires, pour toutes les catégories, sauf la première. Nous considérons l'ensemble des impôts, y compris l'impôt sur le revenu et l'impôt des patentes.

Voici ces pourcentages pour le commerce urbain en 1926 :

Catégories	Taux
II	5,02
III	5,05
IV	4,00
V	2,47

Le même phénomène de diminution progressive du fardeau de l'imposition à mesure que le revenu augmente, apparaît dans le commerce des campagnes :

Catégories	Taux moyen pour tous les impôts
I	10,81
II	8,45
III	6,07
IV	4,31
V	3,55

La situation a changé depuis l'époque, le taux a été renforcé progressivement à la catégorie avec certains dégrèvements pour le petit commerce et le relèvement du minimum imposable.

Le système d'imposition du capital privé était basé sur les calculs inexacts des statisticiens soviétiques, ce qui est maintenant prouvé (1). D'après leurs travaux, il apparaissait que les capitalistes étaient surimposés, que le fisc leur enlevait 90 0/0 de leurs revenus et l'on s'étonnait qu'ils puissent continuer à exister. Le capital privé, de son côté, soutenait que la vie chère et les hauts prix pratiqués dans le commerce privé s'expliquaient par le fardeau trop lourd de la fiscalité.

Mais les calculs avaient été faits comme si le capitaliste n'incorporait pas dans son prix tous ses frais généraux et notamment les impôts, qui y tiennent une

(1) Larine, p. 281.

part considérable. En 1927, le commissariat des finances a calculé les chiffres exacts des taux d'imposition et la moyenne en est de 26 à 27 0/0 pour l'industrie et le commerce privés.

Ce sont là les données officielles, mais il faut constater que, ces deux dernières années, le nombre des contribuables soumis à l'impôt progressif sur le revenu a considérablement diminué, de même que le chiffre total du revenu soumis à l'impôt.

Cela tient sans doute à l'ensemble des mesures de coercition prises contre le capital privé depuis 1925, mais aussi, d'autre part, à une dissimulation des revenus, dont il faut rechercher les causes dans le système fiscal et la politique générale du gouvernement.

SECTION IV

Le rôle du capital privé dans le système du crédit

§. — L'ORGANISATION DU CRÉDIT EN U. R. S. S.

L'un des premiers actes du pouvoir soviétique après la révolution d'octobre fut le décret de nationalisation des banques privées, publié le 14 décembre 1917.

A la suite de cette nationalisation, le système bancaire fut incorporé à l'ancienne banque d'Etat, qui devint la banque du peuple de la R. S. F. S. R. On liquida petit à petit les sociétés de crédit inutiles, les coopératives de crédit, puis toutes les banques hypothécaires ou crédits fonciers comme corollaire de la nationalisation du sol. Vers la fin de 1918, le seul établissement de crédit de la R. S. F. S. R. était la banque du peuple. Mais cette institution ne put survivre longtemps, faute d'opérations de crédit à effectuer. Le capital privé se mourait. Les organes de l'économie nationalisée n'avaient pas besoin de crédits bancaires puisque, dans cette période du communisme de guerre, on pratiquait le système des crédits budgétaires. La banque du peuple dut liquider ses opérations et elle fut rattachée au trésor.

En mars 1921, au moment du revirement de la politique économique, il n'y avait, en Russie, aucun établissement de crédit. Du reste, les dirigeants commu-

nistes ne voyaient pas la nécessité de créer des banques. On croyait que c'était chose possible de se passer du crédit, qu'il suffisait de baser toute l'économie sur l'échange des produits industriels contre les produits agricoles. Mais les nécessités mêmes obligèrent le gouvernement à créer une banque. Il fallait organiser les entreprises commercialement, acheter au moment opportun des matières premières et, au moment de la vente, accorder des crédits ou ne pas vendre du tout. Il fallait donc trouver de l'argent et, pour cela, la création de cette banque s'imposait. La banque d'Etat apparaît le 16 novembre 1921 et son capital, au début 200 millions Rb., est porté bientôt à 575 millions.

Aussitôt, malgré l'absence de ressources dans le pays, les établissements de crédit surgirent comme des champignons. D'après ses statuts, la Banque d'Etat est créée pour favoriser le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce (1). En 1922, les besoins du capital privé ont amené le développement progressif du système bancaire et cela malgré l'accroissement du nombre des succursales de la Banque d'Etat. Il se crée des banques spécialisées, des banques locales, des sociétés de crédit mutuel. Dans la plupart de ces banques, la banque d'Etat participe du reste largement au capital social.

Pour juger du développement des banques, il suffit de comparer leur nombre à un an d'intervalle. Au

(1) Le département de l'émission ne fut créé qu'un peu plus tard.

1^{er} octobre 1922, la Gosbank avait 16 succursales, 78 agences et 23 bureaux. Il n'y avait que 3 banques privées : la banque du Sud-Est, la banque des coopératives de consommation et la banque agricole de Crimée. Au 1^{er} octobre 1923, le nombre des succursales et agences de la Banque d'Etat atteint le chiffre de 245; le nombre des banques privées s'élève à 50, dont 13 du type ordinaire et 37 sociétés de crédit mutuel. Il existait 23 établissements de crédit agricole (sans l'Ukraine). Disons tout de suite que, parmi les banques privées, seules les sociétés de crédit mutuel sont des organes purement privés, les autres banques (1) sont, en réalité, des organes soviétiques, leur capital est souscrit par celles-ci et leurs clients sont justement ces organisations en relations d'affaires mutuelles. Il faut ranger dans cette catégorie la banque des coopératives, qui appartient, pour les 3/4, à la Gosbank, de sorte que ce n'est pas un établissement tout à fait autonome. La « Banque communale russe » était une banque purement privée, mais elle a été transformée depuis et suit le sort des autres banques soviétiques. C'était, d'ailleurs, une banque étrangère (2), première apparition du capital étranger sous forme de concession. Elle n'existe plus.

D'autres banques spéciales ont été créées pour les différents domaines de l'économie nationale, mais ce ne sont pas, à proprement parler, des banques privées;

(1) Qui sont toutes des sociétés anonymes (par actions).

(2) Suédoise.

elles sont, par conséquent, en dehors de notre étude.

Pour ce qui est de l'activité des banques soviétiques en général, il faut remarquer qu'en dehors de l'insuffisance des capitaux, il leur fallait travailler jusqu'en 1924-1925 avec une monnaie instable, ce qui est évidemment un obstacle sérieux au crédit. Le rouble perdant tous les mois une partie de sa valeur, le prêteur n'était jamais sûr, même en exigeant un intérêt très élevé, qu'avec le remboursement du prêt à l'échéance, il obtiendrait la même quantité de valeurs réelles que précédemment. Le crédit était donc très difficile à organiser, comportant des risques non calculables. Avec l'apparition du tchervonets, la situation du crédit s'est beaucoup améliorée.

En 1926, il y avait, dans l'U. R. S. S., d'après les statistiques officielles, 367 institutions de crédit possédant 1.333 filiales en activité. Cette année était celle de la déclaration de la guerre au capital privé et le premier acte devait être la suppression des banques purement privées. Nous avons déjà dit que les banques privées du type capitaliste n'existent plus en Russie soviétique. Le contrat de concession de l'unique établissement de crédit étranger appartenant à un groupe de financiers suédois (1) fut annulé avant 1926.

Quant aux banques de crédit mutuel, elles ont pu se développer assez tranquillement depuis la N. E. P. ; leur nombre était passé de 37 en 1923 à 267 en 1926 et leur capital social de 11 millions à 16,5 millions de Rb.

(1) Décrets du 29 Décembre 1917 et du 27 Janvier 1918.

Leurs dépôts de 2,1 à	32,2 millions Rb.
Les avances sur garanties de 4,8 à	56,2 —
Leur balance générale 66,9 à	89,4 —

Par l'intermédiaire de ces banques, le capital privé a obtenu, en 1924-1925, 300 millions de Rb. de crédit. Il n'est pas douteux que ces sociétés ont contribué beaucoup à la puissance du capital privé, lui permettant d'augmenter son chiffre d'affaires et, par conséquent, d'accroître son importance même.

§ II. — LES SOURCES DU CRÉDIT

Il y a deux sources principales du crédit au capital privé.

La première est l'Etat. Le crédit est accordé au capital privé tout d'abord sous forme de crédit de marchandises. Les trusts et syndicats vendant leurs produits aux commerçants en leur consentant un crédit à court terme, généralement 90 jours.

La deuxième est le crédit en banque sous forme d'ouverture de crédit. On évalue cette catégorie pour 1926 à 100 millions de Rb.

Une troisième source: ce sont les avances faites par les organes économiques d'Etat aux approvisionneurs privés. On se souvient en effet qu'une grande partie de la production industrielle passe par l'intermédiaire des commerçants en gros: « les approvisionneurs ».

Ces trois sources de crédit d'Etat donnent 350 millions de Rb. pour 1926. Il faut y ajouter 200 millions

environ que le capital privé obtient du crédit privé. Si la guerre déclarée au capital privé a beaucoup diminué le rôle des sociétés de secours mutuels, citadelle du capital privé, ce crédit s'est dissimulé sous la forme de l'escompte privé.

Cette forme illégale de crédit s'est développée surtout depuis 1926 et suit toutes les variations de la politique des soviets. La pression gouvernementale sur le capital privé sous forme de restriction et refus du crédit de la part des banques officielles, n'a pas étouffé l'économie privée mais l'a obligée à changer sa direction et chercher des expédients. Elle a trouvé ces expédients dans l'escompte qui acquiert une position de plus en plus solide. Cette forme de crédit illégale, se fait à un taux d'intérêt exorbitant, étant donnés les gros risques que courent les « escompteurs ». Ce taux est cependant bien plus réduit que celui pratiqué pendant la période précédant la réforme monétaire où il atteignait 60 % par mois. En 1924-25 il variait entre 60 % et 120 % par an à Moscou s'élevant jusqu'à 150 % par an en province. Ce taux varie naturellement suivant les mesures prises contre le capital privé: plus celles-ci sont rigoureuses et plus le taux de l'escompte sur le marché privé est élevé.

§ III. — RELATIONS DU CAPITAL PRIVÉ AVEC LES INSTITUTIONS DE CRÉDIT

Dans ces derniers temps on s'est intéressé beaucoup à la part du capital privé dans l'ensemble du crédit

accordé par les banques soviétiques et il existe déjà quelques monographies à ce sujet.

Le point de départ de ces recherches ce sont les statistiques de la Gosbank, mais ces statistiques n'ont pas été jusqu'ici satisfaisantes au point de vue des renseignements sur la clientèle particulière, ceux-ci n'étant pas présentés sous une forme systématique.

Quel est le montant réel des crédits obtenus par le capital privé des banques soviétiques et quel est le pourcentage des sommes obtenues par rapport au total des crédits:

Le tableau suivant nous montre pour la Gosbank, les banques spéciales (1) et les sociétés de crédit mutuel, le montant des comptes clients débiteurs pour trois années consécutives (2).

	(En millions de Rb.)		
	1924	1925	1926
	—	—	—
Gosbank	14,1	35,9	46,9
Etat Spetzbanks	7,2	16,2	10,2
Crédit mutuel	9,0	28,9	51,4
TOTAUX	30,3	81,0	108,5

Les crédits accordés, après avoir augmenté de trois fois en deux ans, sont restés depuis 1926 à l'état sta-

(1) Spetzbanks.

(2) La revue économique mars 1927, page 130 et suivantes.

tionnaire bien qu'avec une légère tendance à la hausse.

La part respective des organes du crédit d'Etat et du crédit mutuel est de :

Crédit	1924	1925	1926
—	—	—	—
1 D'Etat	77,1 %	78 %	61,6
2 Privé	22,9	22	38,4
	100 %	100 %	100

Nous voyons que les crédits de la Gosbank, au capital privé ont augmenté plus fortement que ceux des banques spéciales D'autre part, le crédit accordé par les banques d'Etat subit un fléchissement proportionnel à l'accroissement du crédit accordé par les soviets de crédit mutuel.

Voici quelques détails sur les crédits ouverts au capital privé par les sociétés de crédit mutuel :

	(En milliers de Rb.)		
	1924	1925	1926
—	—	—	—
1. Avances sur titres.	2.943	4.515	29.120
2. Crédits à l'industrie			
et au commerce ...	11.120	31.405	17.810

Voyons maintenant comment ces crédits sont distribués dans le territoire russe, afin de juger s'il y a centralisation ou décentralisation du crédit.

	1924	1925	1926
	—	—	—
1. Centre	21,6 %	25,4 %	47,2
2. Périphérie	78,4	74,6	52,8
	100 %	100 %	100

En voit qu'en 1926 les opérations des filiales de la Gosbank dépassent légèrement celles du centre; on ne peut dire cependant que le crédit au capital privé soit décentralisé.

Débiteur des banques d'une part, le capital privé a une partie de ses disponibilités en compte courant dans leurs caisses. Il s'agit de déterminer dans quelle mesure les banques ont pu attirer les dépôts capitalistes pour les utiliser ensuite avec leurs autres ressources. Tout d'abord le capital privé figure dans le système du crédit sous deux formes: 1° sous forme de participation au capital; 2° sous forme de dépôts et comptes courants.

Sa participation au capital social n'a pas une grande importance quantitative et ne dépasse pas la somme de 2 millions de Rb. dont la moitié pour la banque industrielle; ce chiffre n'est naturellement qu'approximatif.

Quant aux dépôts et comptes courants de la clientèle privée, leur développement successif pendant les trois années examinées ressort des chiffres suivants:

		1924	1925	1926
		—	—	—
Gosbank	} Etat:	8,8	19,5	17,6
Spetzbanks		5,3	12,6	13,0
Crédit mutuel		5,2	17,4	27,8
		19,3	49,5	58,4

Il suffit de comparer ces chiffres avec ceux des comptes débiteurs pour constater que l'ensemble des dépôts capitalistes est loin d'atteindre le chiffre des crédits obtenus; la remarque vaut surtout pour la banque d'Etat. Ce phénomène s'explique aisément si l'on songe au taux peu important accordé par la Banque à sa clientèle comparé au taux élevé sur le marché libre.

Il y a deux procédés possibles pour attirer l'argent des particuliers, ou offrir un taux de placement avantageux ou bien user de la contrainte. La Gosbank n'hésite pas à pratiquer ce dernier procédé.

Tout d'abord elle n'accorde de crédit aux capitalistes et aux commerçants qu'à la condition pour ceux-ci de verser toutes leurs disponibilités à un compte courant chez elle. Souvent elle fixe une proportion entre les crédits accordés et le solde moyen du compte courant. Voici le solde moyen des comptes courants portant intérêts de la clientèle privée de la Gosbank pour 1927.

Comptes courants	1.120 Rb.
Dépôts à échéance fixe	537 »
Dépôts sans indication de délai	2.500 »

Les buts que se propose l'Etat en accordant des crédits au capital privé ne sont évidemment pas les mêmes qu'il poursuit dans sa politique envers le secteur socialisé. Les crédits à l'agriculture, à l'industrie et au commerce d'Etat sont accordés pour favoriser leur développement et renforcer leur position économique. Le gouvernement ne se propose évidemment pas les mêmes fins pour un ennemi dont il est obligé de tolérer la présence. Le but à atteindre ici est d'attirer le capital privé dans le courant de l'économie nationale pour le faire travailler dans les branches les plus utiles au point de vue de l'intérêt général sans contribuer à son développement. Ce problème est extrêmement difficile à résoudre, car il est impossible de concevoir que le capital privé ayant obtenu des crédits pour travailler, reste à l'état stationnaire sans réaliser de bénéfices.

L'Etat veut diriger le capital privé et veut en même temps être payé pour cette intervention. C'est le contraire qui se produit en réalité, le capital privé tournant à son profit personnel cette ingérence de l'Etat dans son activité.

On voit assez souvent dans la presse périodique, exprimer cette idée que le règlement de l'activité du

capital privé à l'aide de ce système de crédit, est très favorable aux finances publiques. Non seulement ces procédés n'exigent pas de dépenses supplémentaires, mais au contraire ils amènent des ressources dans les caisses des banques soviétiques (1). « En 1926 la Gosbank a réalisé 17,6 millions de Rb. sur le secteur privé. La même situation se retrouve à la banque industrielle. Chaque rouble des comptes courants des particuliers correspond à 0,46 Rb. de crédit accordé; il s'ensuit que le crédit accordé se fait sur les ressources mêmes du capital privé. » Cet optimisme est critiqué, à raison, par la plupart des économistes soviétiques.

On a fait en 1927 une enquête sur la question dans tous les organes de la Gosbank, en effectuant le dépouillement minutieux des comptes courants de la clientèle privée; l'analyse détaillée en a été faite, non seulement au point de vue formel mais aussi au point de vue de l'origine matérielle des fonds. La clientèle privée a été divisée en 5 catégories suivant qu'il s'agissait de clients profitant de crédits ou non, en écartant une partie des comptes de la clientèle qui n'avait rien à voir avec les capitalistes comme ceux des agents des organes de l'Etat et des coopératives qui se faisaient ouvrir un compte en leur propre nom mais pour les besoins du service, de même les comp-

(1) Professeur Sobolev. « L'économie et le plan d'Etat », Déc. 1926.

tes des employés et ouvriers et la rubrique « divers » dont la moitié seulement correspondait à des comptes capitalistes. Les comptes ainsi dépouillés on divisa les comptes capitaliste en deux catégories. Ceux qui utilisent le crédit — les véritables comptes courants commerciaux et ceux qui ne l'utilisent pas — les comptes de dépôts.

Nous avons donc deux sortes de clients, comme du reste toujours dans les banques: les capitalistes qui déposent de l'argent, les commerçants et les industriels qui en prennent pour leurs opératoins. Seuls les chiffres correspondant à cette dernière catégorie sont à considérer pour déterminer le rapport exact entre les dépôts faits par les capitalistes et les crédits à eux accordés. Le problème étant posé ainsi, les résultats obtenus par les économistes optimistes changèrent singulièrement.

En 1926 on a constaté pour la Gosbank que pour chaque Rb. versé en compte courant, le capital privé a obtenu 4 Rb. de crédit et même 5,36 d'après certains calculs. La même proportion a été obtenue approximativement pour les autres banques, notamment la banque industrielle (1), la banque pour le commerce extérieur (2), la banque coopérative (3), la banque municipale de Moscou (4).

(1) Prombank.

(2) Vnechtorgbank.

(3) Bekobank.

(4) Mosgorbanck.

§ IV. — LE CRÉDIT DANS LES DIFFÉRENTES
BRANCHES DE L'ÉCONOMIE

a) *Le crédit agricole*

En ce qui concerne le crédit agricole on ne peut donner, dans l'état actuel des choses, que des renseignements d'ordre qualificatif.

Le crédit agricole revêt deux formes principales:

- 1° Le prêt en argent;
- 2° Le prêt en nature: bétail ou instrument aratoires.

Pour évaluer le montant des crédits en argent consentis par les Kouïaks aux paysans pauvres ou moyens, nous ne pouvons nous baser que sur l'étude du budget individuel de ces paysans.

Ce travail a été exécuté en partie par la C. S. O. par l'intermédiaire d' « observateurs individuels ».

On a recueilli plus de 10.000 budgets de paysans d'où l'on a déduit le chiffre des prêts. Nous obtenons ainsi comme chiffre global des prêts en argent pour toute la campagne une somme approximative de 300 millions.

Pour les prêts en nature de bétail ou d'instruments agricoles, il faut distinguer cette forme dissimulée d'exploitation capitaliste sous une apparence de louage que nous avons décrite dans le chapitre II. Seul le prêt agricole en nature, grains pour l'ensemencement, cheval pour le labourage, machine agri-

cole, fait par le Koulak au paysan pauvre nous intéresse ici. Ce genre de crédit est fort répandu mais il nous est impossible de déterminer son importance quantitative.

b) *La lutte pour le commerce des grains*

Rôle de la Gosbank

La tâche d'approvisionner les villes en blé incombe à la Gosbank dont le département d'approvisionnement en blé exerce une influence profonde sur tout le commerce des grains.

Ses relations avec le capital privé sur ce terrain se font de la manière suivante. Ou bien la Gosbank lui achète les stocks de grains directement au comptant ou à crédit, ou bien elle conclut avec lui un contrat en vertu duquel l'approvisionneur privé s'engage à fournir une certaine quantité de blé ou produits du blé.

Enfin la Gosbank fait des opérations de commission avec le capital privé jouant simplement le rôle d'intermédiaire pour liquider les stocks des approvisionneurs privés.

Mais depuis 1926, nous savons que le capital privé ne jouit plus des mêmes faveurs qu'auparavant. On lui refuse le crédit sous quelque forme que ce soit. Mais comment faire en cette matière où l'Etat est incapable de mener seul cette tâche étant donnée l'insuffisance notoire de l'organisation. Ne pouvant acheter

directement le blé chez les paysans, il est bien obligé de s'adresser à ceux qui le détiennent: les négociants en blé.

La banque paye une partie des produits contre documents (1) et ne règle le contrat pour solde qu'après réception de la marchandise au lieu de destination et vérification minutieuse de sa qualité. Il est maintenant défendu à la banque de consentir des avances pour des contrats à longue échéance et le règlement se fait au fur et à mesure de l'arrivage des blés. Pour les opérations de commission, la banque ne peut non plus consentir la moindre avance, n'effectuant le règlement qu'après la vente définitive.

Quant aux prix, la Gosbank suit rigoureusement les conventions des contrats passés s'il s'agit d'achats fermes à un prix déterminé, ou les mercuriales de la bourse de commerce dans les autres cas.

A ce point de vue, la Gosbank a toujours exécuté ses engagements quelles que soient les fluctuations des cours sur le marché.

c) Les crédits à l'industrie et au commerce

Les crédits dont disposaient l'industrie et le commerce privés ont été en 1927 d'environ 400 millions Rb dont la majeure partie a été accordée par la Gosbank, car le chiffre des crédits obtenus par l'intermédiaire des sociétés de crédit mutuel est insignifiant par rap-

(1) Récépissé de chemins de fer, connaissance etc.

port à ce chiffre (1) étant donné d'une part la pression exercée sur ces établissements, d'autre part l'insuffisance de leurs capitaux et la faillite des trois sociétés les plus importantes.

Les crédits de la Gosbank se partagent entre l'industrie et le commerce privés de la façon suivante; le tableau l'indique pour les deux années 1924 et 1925; les proportions ont changé un peu depuis.

	1924	1925
1. Commerce privé	58,2 %	69,7 %
2. Industrie	41,8	30,3
	100 %	100 %

Ces chiffres sont fort approximatifs car il est très difficile de séparer nettement la part de l'industrie et celle du commerce.

L'année dernière cette proportion était de 48 % pour le commerce privé, 33 % pour l'industrie privée et 19 % pour la clientèle non commerciale. Il est impossible de connaître quelle branche de l'industrie a été la plus favorisée et dans quelle proportion.

Il est curieux de constater ici, que la politique d'élargissement ou de resserrement des crédits se fait par la Gosbank non pas au moyen du relèvement ou de l'abaissement de son taux d'escompte ou des avan-

(1) Une quinzaine de millions en 1927.

ces mais par la fixation des coefficients spéciaux établissant une relation entre le solde des comptes courants créditeurs et des comptes courants débiteurs. Des directives venues du parti suffisent à resserrer ou même à supprimer ces crédits.

d) *Restriction générale du crédit en 1927*

Actuellement la Gosbank n'est pas autorisée à ouvrir des crédits à découvert au capital privé, elle ne peut pratiquer le crédit que sous forme d'escompte et encore n'escompte-t-elle la plupart du temps que les traites tirées ou signées par les organes économiques officiels ou les coopératives. Il est bien rare que la banque puisse escompter une traite de particulier à particulier.

Cette même politique décrète la suppression des crédits au commerce de gros, tout en conservant pour des raisons d'opportunité, les crédits à certaines branches de l'industrie et au petit commerce.

e) *Les formes usuelles du crédit au capital privé*

La forme ordinaire de crédit est l'escompte des traites tirées par la clientèle privée ou endossées à son profit.

Une autre forme est constituée par le crédit gagé, par des avances sur marchandises ou bien le crédit documentaire.

Ces deux formes sont peu utiles au petit commerce qui, d'une part, n'a pas normalement de traites à tirer d'autre part, ne peut se faire consentir des avances sur ses marchandises, en ayant à tout moment besoin pour la vente.

Pour obtenir du crédit en pratique, il tire une traite sur un de ses acheteurs, d'accord avec lui, fait avaliser sa signature par un tiers et peut ainsi escompter ce papier à la banque.

CONCLUSION

Nous assistons actuellement en U. R. S. S. à la lutte à armes inégales et qui dure depuis l'introduction de la N. E. P., entre deux formes de l'économie qualitativement presque égales le « secteur socialiste » et le « secteur privé ». Le secteur socialiste, secteur de l'économie étatisée, est l'objet des sollicitudes du gouvernement soviétique et jouit de toutes ses faveurs. Le secteur privé, celui de l'économie privée est réduit au rôle d'un indésirable qu'on est obligé de tolérer, mais qui est souvent persécuté.

L'économie privée s'est développée petit à petit depuis la N. E. P., arrivant à constituer un système plus ou moins autonome, dont les diverses parties étroitement liées, se soutiennent mutuellement.

Il y a en effet une liaison étroite entre les exploitations individuelles dans l'agriculture, la petite industrie et l'industrie artisanale, entre le commerce privé et le marché financier privé. Le développement de l'économie agricole et de l'industrie artisanale sert de base à l'accroissement des ressources dans le système du crédit et du commerce privé, accroissement qui influe à son tour sur le développement de l'économie capitaliste, dans les villes et les campagnes, favorisant ainsi la création de nouvelles forces productives.

Né des débris de l'économie nationalisée au moment où celle-ci faillit sombrer, le capital privé était au début au service de l'économie étatisée ne faisant d'opérations qu'avec les organismes économiques de l'Etat et les coopératives.

Depuis environ 5 ans il a changé d'orientation et s'est retourné vers l'économie purement privée, bien que cette économie n'ait pas encore son autonomie complète

Le capital privé joue aussi un rôle dans l'économie officielle mais c'est plutôt pour se développer aux dépens de celle-ci. Nous avons vu dans les chapitres précédents, combien la lutte contre les formes purement capitalistes de l'économie était difficile à mener à bien. Aux offensives contre le capital privé répondent toujours des crises très importantes où celui-ci reprend toutes les positions qu'il avait dû abandonner.

L'expérience de 11 ans a montré que le concours du capital privé est indispensable à l'économie soviétique. Celui-ci est indispensable non seulement pour suppléer à l'insuffisance de l'appareil économique officiel, mais aussi comme moyen d'accumulation des capitaux.

En 1924-1925 le secteur étatisé s'est tout de même senti assez fort pour se débarrasser en partie des services du capital privé dans la distribution des produits de sa grande industrie. 50 0/0 de cette production passent entre ses mains. De même nous avons vu les positions conquises par l'état dans le commerce de gros.

Le capital privé ne conserve ses fortes positions que

dans l'économie agricole où les soviets ont été impuissants à implanter le moindre esprit socialiste. Les Kolkhosi ont lamentablement échoué malgré toutes les faveurs gouvernementales.

Pour l'industrie, deux ans après la NEP le capital privé avait pris en main l'organisation de la plus grande partie de l'industrie artisanale, sous la forme des fabriques collectives. Mais pour la grosse industrie son rôle passe au second plan. On peut constater toutefois que dans la part qui lui est réservée, l'industrie privée s'organise de plus en plus sur des bases purement capitalistes.

Dans le commerce, le capital privé s'est fait dès le début une situation extrêmement solide, et l'offensive déclanchée contre lui par le gouvernement n'a pu que changer ses méthodes, substituer les formes simulées aux formes légales de son existence. Cependant le commerce privé de gros perd successivement du terrain devant les organes de l'état.

Sur le marché financier on observe le même phénomène de déplacement du capital privé pour lequel l'offensive gouvernementale s'est traduite par une contraction, — souvent la suppression même, des crédits, — surtout de ceux accordés au commerce de gros. Les capitalistes — possesseurs de capitaux disponibles ont alors recherché toutes les manières possibles, souvent illégales, de les faire fructifier.

Les opérations sur la monnaie et l'or, les opérations

de change, la contrebande, sont les formes les plus courantes d'application de ces capitaux.

Le trait distinctif de l'évolution du capital privé en U. R. S. S. c'est la tendance qu'il manifeste nettement ces derniers temps, à créer une économie à lui, indépendante des organes dirigeants soviétiques, les opérations du capital privé constituant un circuit fermé de l'économie privée. Cette tendance est bien marquée dans l'industrie par le développement des entreprises purement capitalistes; dans le commerce par le développement des opérations sur les produits de l'industrie privée. Le circuit est fermé par le paysan, l'artisan, le petit industriel et le petit commerçant qui servent de lien entre les trois groupes.

La lutte entre les deux systèmes économiques serait supprimée si le gouvernement voulait s'en tenir purement et simplement au capitalisme d'état. Le secteur d'Etat et le secteur privé pourraient alors coexister et au besoin s'entraider.

Mais le gouvernement considère l'état économique actuel comme un état passager qui sera suivi d'un système purement socialiste, c'est-à-dire purement autoritaire, sans concurrence, sans monnaie et sans marché.

La politique économique hésite entre deux voies, — celle qui se réalise actuellement à pas lents et qu'on a appelée économie de l'étatisme, dont le développement est assuré par la nationalisation de toutes les branches importantes de l'économie — et le communisme économique implanté par le gouvernement, qui

pèse assez lourdement sur le budget soviétique et n'a donné après 12 années d'expériences que des résultats médiocres.

L'offensive socialiste de l'année dernière a dérégulé la vie économique de l'U.R.S.S. portant un coup décisif à l'économie paysanne qui se traduit actuellement par l'insuffisance des vivres en ville et même à la campagne, situation qui rappelle d'assez près certains traits de l'époque du communisme de guerre.

Il faut espérer que cette politique changera d'orientation. On sent déjà ce changement probable en observant la lutte acharnée qui se produit au sein même du parti communiste.

Où va la Russie ? vers le socialisme, où vers le capitalisme ? Cette question se pose aux pouvoirs soviétiques et intéresse le monde entier. Qui aura le dessus des deux secteurs économiques constitués depuis la NEP, des éléments socialistes ou des éléments privés ? l'opposition droite du parti communiste voudrait que le pouvoir soviétique s'engage franchement dans la voie du rétablissement du capitalisme. L'opposition gauche désire renforcer les positions socialistes, se déclarant partisane d'une lutte décisive contre le capital privé. Le centre, c'est-à-dire la majorité, « s'égare dans les trois sapins », s'efforçant de prouver que les concessions faites au capital privé sont purement fictives et qu'en somme la Russie s'oriente adroitement vers le socialisme,

Les auteurs soviétiques vont même plus loin et, se

basant sur la distinction purement politique entre la dictature du prolétariat, et la dictature de la bourgeoisie, ils baptisent de socialisme « le capitalisme d'état actuel puisque le prolétariat esst la tête de celui-ci ».

L'avenir nous apprendra sans doute bientôt la réalité des choses.

Vu et permis d'imprimer:

Le Recteur de l'Académie de Paris:

S. CHARLETY.

Vu:

Le Président,

WILLIAM OUALID.

Vu:

Le Doyen,

H. BERTHELEMY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES NOUVEAUX

- ASKNAZI. — *Esquisses du droit économique de l'U. R. S. S.* (Léningrad 1926).
- BELA KHUN. — *Le Komintern en résolutions* (Moscou 1926).
- VON BUBNOFF. — *Grundlagen der russischen Schwerindustrie* (Berlin 1926).
- DIOMIDOV. — *Système soviétique* (Moscou 1925).
- DOBB. — *Russia économique* (London 1924).
- LUC DURTAİN. — *Moscou et sa foi* (Paris 1928).
- Economie nationale de l'U. R. S. S. C. S. E. N.* (Moscou 1924).
- Charles GIDE. — *Russie soviétique* (Paris 1924).
- GUTOUD-RIBAUD. — *Où va la Russie?* (Paris 1928).
- Edouard HERRIOT. — *La Russie nouvelle* (Paris 1925).
- KULICHER. — *Russische Wirtschaftsgeschichte* (Jena 1925).
- LENINE. — *Textes choisis* (Paris 1927).
- LESCURE. — *Les origines de la révolution russe* (Paris 1927).
- LUCE FABRE. — *La Russie de 1927* (Paris 1927).
- Notes de l'Institut Lénine* (Moscou 1927).
- La Russie vers le socialisme (L'Humanité)* (Paris 1924).
- ROUDOI. — *Le capitalisme d'Etat* (Moscou 1927).
- LYON. — *Le régime actuel des soviets en Russie* (Paris 1927).
- WELTER. — *Ce qu'il faut savoir de la Russie économique* (Paris).
- ZAGORSKY. — *Problèmes économiques internationaux* (Prague 1926).

II. — OUVRAGES SPECIAUX

- DAUDE-BANCEL. — *La réforme agraire en Russie* (Paris 1926).
- TUNNE. — *Contribution à l'étude de l'économie paysanne* (Moscou 1921).
- FEDOROFF. — *La Russie sous le régime communiste* (Paris 1926).
- TUKNER. — *Russlands neue Wirtschaftspolitik* (Berlin 1922).
- GROMANN. — *Economie nationale de l'U. R. S. S.* (Paris 1927).
- GUERIN. — *Régime de la production en Russie des Soviets* (Thèse Paris 1925).
- JIRMONSKY. — *Le capital privé et la circulation des marchandises* (Moscou 1924).
- KLEPNIKOV. — *Industrie de la république des soviets* (Moscou 1920).
- Comte de KOKOVITZOFF. — *La guerre aux paysans* (Paris 1924).
- KOLESNIKOV. — *Où va la campagne?* (Moscou 1925).
- KONDOUROUCHKINE. — *Le capital privé devant la justice des soviets* (Moscou 1927).
- B. DE KOUBASSOV. — *La réforme monétaire en Russie soviétique* (Paris 1924).
- LARINE. — *Capital privé en U. R. S. S.* (Moscou 1927).
- LARINE et KRITZMANN. — *Esquisses de la vie économique et de l'organisation de la Russie soviétique* (Moscou 1920).
- MASLOV. — *Agriculture* (Moscou 1927).
- MILIOUTINE. — *Economie nationale de l'U. R. S. S.* (Moscou 1920).
- PESTRJETSKI. — *L'industrie russe après la révolution* (Berlin 1921).
- POCHEKHONOV. — *La Russie actuelle en chiffres* (Prague 1925).
- PROKOPOVITCH. — *Esquisses de l'économie soviétique* (Berlin 1923).
- Rapport sur les conditions économiques en U. R. S. (S. D. N., Genève 1922).*
- ROSENDEL. — *Politique industrielle de l'U. R. S. S.* (Moscou 1926).
- La débâcle des soviets.* (Mémoire présenté à la Conférence de Gênes) (Paris 1922).

SEĖABIANOV. — *Pourquoi la N. E. P.*? (Paris 1925).

SOUKHANOVV. — *Evolution de l'agriculture russe* (Moscou 1926).

ZAGORSKY. — *Où va la Russie?* (Paris 1927).

— *La République des soviets* (Paris 1921).

III. — PERIODIQUES. PRINCIPAUX ARTICLES

I. *L'Economie et le plan d'Etat* (Revue Moscou 1927).

II. *Ekonomitcheskoe obozrenië* (Revue Economique Moscou).

ANTONOV. — *Prémises économiques du développement de la petite industrie* (Févr. 1927, p. 89).

BAZAROV. — *Cinq ans de la N. E. P.* (Mars 1927, p. 5).

— *Perspectives de l'année économique 1926-1927* (Sept. 1926, p. 5).

— *Méthodologie des chiffres de contrôle* (Janv. 1927, p. 13).

BELOV. — *Le capital privé sur le marché local* (Nov. 1926, p. 16).

CHEKHANOV. — *Le marché des céréales au premier trimestre de la campagne en cours* (Oct. 1926, p. 118).

DOUBOVIKOV. — *L'industrie de cens en 1924-1925* (Mars 1926, p. 117).

FACHINSKI. — *Cinq ans de crédit public* (Août 1927, p. 161).

FOMINE. — *Le chiffre d'affaires du commerce privé à Moscou* (cahier 3, 1924, p. 67).

FRIEDMANN. — *Le capital privé dans le système de crédit en U. R. S. S.* (Févr. 1926, p. 156).

GOUKHMANN. — *La production brute de l'industrie privée en 1922-1923* (Cahier 3, 1924, p. 35).

— *La question de l'industrie artisanale* (Cahier n° 4, 1924, p. 3).

GUINZBOURG. — *Le capital privé en U. R. S. S.* (Août 1926, p. 98).

JOFFÉ. — *Politique des concessions en U. R. S. S.* (Janv. 1927, p. 54).

KISSELEV. — *Structure de l'économie agricole et la politique d'approvisionnement* (Juill. 1925, p. 44).

- KOPTEV. — *Le capital privé sur le marché des céréales* (Nov. 1925, p. 132).
- KOVARSKI. — *Le commerce extérieur légal et la contrebande* (Nov. 1925, p. 135).
- KROUMANN. — *Au point culminant* (Oct. 1926, p. 5).
- KOURITZKI. — *Utilisation par le capital privé des ressources du secteur socialiste de l'économie nationale*. (Sept. 1927, p. 62).
- LARINE. — *Le capital privé dans l'industrie* (Juin 1927, p. 109).
- LASTCHENKO. — *Industrialisation de l'agriculture* (Mars 1926, p. 15).
- LIFCHITZ. — *La réforme de l'impôt agricole* (Mars 1926, p. 31).
- MICKAILOVSKI. — *Le marché des céréales* (Juill. 1925, p. 139).
- *Le commerce des grains* (Sept. 1926, p. 102).
- NAZAREVSKI. — *Le crédit agricole* (Oct. 1926).
- NIKITZKI. — *Essai du calcul du revenu national de l'U. R. S. S.* (Janv. 1926, p. 91).
- OGANOVSKI. — *Plus près de la vérité (céréales)* (Cahier 4, 1924, p. 38).
- *Perspectives économiques du marché agricole en 1925-1926* (Juill. 1925, p. 29).
- *L'évolution et la reconstruction de l'économie agricole* (Janv. 1926, p. 11).
- *Nouveau revirement de la politique agraire* (Nov. 1926, p. 13).
- PANOVV. — *Les sociétés de crédit mutuel* (Mars 1926, p. 146).
- PERVOUCHINE. — *Grandes lignes de l'économie du commerce* (Mai 1927, p. 5).
- *Traits principaux de l'économie nationale au troisième trimestre 1926-1927* (Juill. 1927, p. 5; Nov. 1927, p. 14).
- *Principaux événements économiques de l'U. R. S. S.* (Févr. 1927, p. 5).
- POPLAVSKI. — *Transport des céréales au premier trimestre 1924-1925* (Juill. 1925, p. 175).
- RADETZKI. — *Le capital commercial privé et le crédit* (Mars 1927, p. 130; Avril 1927, p. 141).

RIBNIKOV. — *Principales tendances de l'évolution des formes de l'industrie en général et de la petite industrie en particulier* (Juill. 1927, p. 129; Août 1927, p. 62; Sept. 1927, p. 76).

RJEVOUSSKI. — *Le fardeau fiscal en U. R. S. S.* (Avril 1927, p. 131; Mai 1927, p. 156).

SMIRNOV. — *Revenus agricoles non soumis à l'impôt* (Avril 1927, p. 147).

SPERANSKI. — *Le capital privé comme acheteur* (Mars 1926, p. 142).

TCHIIKOV. — *Conjuncture de l'économie agricole* (Févr. 1927, p. 135).

ZALKIND. — *Commerce au premier semestre 1924-1925* (Juill. 1925, p. 153).

III. *Finances et économie nationales* (Revue Moscou).

BOUTOVSKI. — *Rôle du capital privé dans le commerce de la Crimée en 1926-1927* (28 Août 1927).

FROUMKINE. — *Formes du crédit au commerce privé de détail* (8 Mai 1927).

— *Chiffre d'affaire du commerce privé* (23 Sept. 1928).

JUROVSKI. — *Le sort de nos emprunts publics* (30 Janv. 1927).

— *Quelques problèmes de la politique économique* (6 Nov. 1927).

KOUPERMANN. — *Activité bancaire en 1926-1927* (17 Avril 1927).

— *Considérations sur le plan de crédits* (2 Janv. 1927).

— *Activité de la Gosbank sur le marché privé des grains* (2 Janv. 1927).

KOUTLER. — *Essai sur le capital privé* (5 Déc. 1926).

LIFCHITZ. — *Délimitation des attributions des banques* (24 Juill. 1927).

— *Le marché du crédit public en 1926-1927* (6 Nov. 1927).

RJEVOUSSKI. — *Le capital privé et la capitalisation* (23 Janv. 1927; 30 Janv. 1927).

SCHWARTZ. — *Le crédit public et le capital privé* (16 Janv. 1927).

SIDLIK. — *Le capital privé et le système de crédit* (20 Mars 1927).

WOULF. — *Comment attirer les économies dans le secteur étatisé* (21 Avril 1927).

IV. EKONOMITCHESKI VESTNIK. (*Messenger Economique* Berlin).

BROUTZKUS. — *Evolution de la politique agraire du pouvoir soviétique*. (I. 1923, p. 27).

— *Chronique économique. Institutions de crédit en Russie des soviets* (III. 1923).

POUMPLANSKI. — *Organisation et activité des trusts soviétiques*. (I. 1923, p. 79).

PROKOPOVITCH. — *La N. E. P.* (I. 1923, p. 44).

V. *Revue d'Economie politique* (Paris).

ELIACHEFF. — *La vie économique en Russie* 1924, 1926, 1927, 1928.

TCHAYANOFF. — *Etat actuel de l'économie. La statistique agricole en Russie*.

VI. *Vie économique des soviets* (Revue Paris).

VII. *Ekonomicheskaja Jizn*. (Quotidien de la vie économique, Moscou).

VIII. *Gazette industrielle et commerciale* (Moscou).

IX. *Izvestias* (Quotidien du gouvernement, Moscou).

X. *Pravda* (Quotidien du Komintern).

XI. *Les dernières nouvelles* (Quotidien à Paris).

XII. *Information* (Paris).

IV. — RECUEILS ET CODES

I. *Annuaire de législation comparée* (Dates de la promulgation des lois soviétiques). Paris 1925.

II. *Annuaire politique et économique de l'U. R. S. S.* Moscou 1926.

III. *Annuaire de statistiques*. C. S. O. Moscou.

IV. *Bibliographie économique sur la Russie des soviets*. S. D. N. Genève.

- V. *Codes de la Russie soviétique* (traductions), Paris.
- VI. *Le capital privé dans l'économie de l'U. R. S.* Recueil des enquêtes du Conseil supérieur de l'Economie nationale. Moscou 1927.
- VII. *Revue de Statistiques*. Moscou.
- VIII. *Tableaux des indices du Gosplan*, annexes de l'Economičeskoïe Obozrenië.
- IX. *Statistiques annexes à la revue: Finances et Economie nationales*.
-

Table des Matières

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. . . La situation générale de l'économie en U. R. S. S. et les caractères du capital privé.	9
SECTION I. — La situation générale de l'économie en U. R. S. S.	9
SECTION II. — Les caractères du capital privé	
§ 1. Objet du capital privé	27
§ 2. La formation du capital privé	29
§ 3. Les causes du développement du capital privé	32
§ 4. Les formes que revêt le capital privé	35
CHAPITRE II. — Le capital privé dans l'économie agricole des soviets	
SECTION I. — Evolution de l'économie individualiste dans l'agriculture.	
§ 1. La révolution agraire et les paysans	41
§ 2. Période de la N. E. P.	47
§ 3. Après la N. E. P.	48
§ 4. Le régime actuel	51
SECTION II. — Division des exploitations agricoles	
§ 1. Double face de l'économie agricole	57
§ 2. Double caractère social et économique de l'évolution de l'économie agricole	58
§ 3. Les différents groupes d'exploitation	60
§ 4. Critérium de l'inégalité économique des exploitations	62

§ 5. Différenciations continues des exploitations	65
SECTION III. — Les formes capitalistes dans l'économie paysanne.	
§ 1. Les quatre formes d'entreprises capitalistes dans les campagnes	67
§ 2. Exploitation à l'aide de la main-d'œuvre salariée	68
§ 3. Le fermage et le métayage	72
§ 4. Le bail à cheptel, le prêt des instruments aratoires	75
§ 5. Entreprise capitaliste individuelle à forme collective	80
§ 6. Entreprises de la main-d'œuvre agricole ..	82
SECTION IV. — Le capital privé dans l'économie paysanne	85
CHAP. III. — Le rôle du capital privé dans l'industrie soviétique	
SECTION I. — L'industrie soviétique depuis la révolution	
§ 1. Période du communisme intégral.....	89
§ 2. La crise du début de 1921	92
§ 3. Résultats de la nouvelle politique économique	93
SECTION II. — Le rôle du capital privé dans l'industrie artisanale	
§ 1. L'industrie artisanale	95
§ 2. Le capital privé dans l'industrie artisanale ..	98
SECTION III. — Formes du capital privé dans l'industrie	
§ 1. Fabriques collectives ou comptoirs de distribution de matières premières	101
§ 2. Le capital privé dans la petite industrie ..	104
§ 3. Les pseudo-coopératives industrielles	107

SECTION IV. — Le personnel employé par l'industrie privée	109
§ 1. Nombre de salariés	109
§ 2. Sort de l'ouvrier occupé dans l'industrie privée	111
SECTION V. — Le rôle du capital privé dans l'industrie	
§ 1. Structure intérieure	115
§ 2. Evaluation du capital privé investi dans l'industrie	118
§ 3. Evolution du capital privé	119
§ 4. Pourquoi le capital privé conserve les positions acquises	122
§ 5. Raisons de la différenciation et des formes simulées de l'industrie privée	123
§ 6. Rôle actuel du capital privé dans l'industrie soviétique	125
CHAP. IV. — Rôle du capital privé dans le commerce .	
SECTION I. — Aperçu de l'évolution de la politique commerciale des soviets	
§ 1. Avant la N. E. P.	127
§ 2. La N. E. P. (1921-1923)	128
§ 3. Revirement de la politique commerciale....	133
SECTION II. — Le commerce privé et ses relations avec « le secteur socialiste »	
§ 1. L'importance relative dans le commerce du « secteur privé » et du « secteur socialiste »...	139
§ 2. La lutte continuelle contre le capital privé et le régime actuel	143
§ 3. Les formes dissimulées du commerce privé.	145
§ 4. Rendement et personnel	149
SECTION III. — Evaluation du capital privé investi dans le commerce	
§ 1. Enquêtes et statistiques	153
§ 2. Analyse des chiffres obtenus	157

SECTION IV. — Rôle du capital privé dans les diverses branches d'activité commerciale		
§ 1. Le commerce privé et le marché industriel.	163	
§ 2. Le commerce privé et le marché agricole ..	168	
§ 3. Le commerce privé et les prix	171	
§ 4. Le capital privé dans le commerce extérieur	172	
CHAP. V. — Rôle du capital privé dans l'économie financière.		
SECTION I. — Le capital privé et la monnaie		
§ 1. La politique monétaire	177	
§ 2. Les opérations de change	181	
SECTION II. — Le capital privé et le crédit public		
§ 1. Les emprunts d'Etat. Leur placement	187	
§ 2. Les emprunts et le capital privé	189	
SECTION III. — Le capital privé et la fiscalité		193
SECTION IV. — Le rôle du capital privé dans le système du crédit		
§ 1. L'organisation du crédit en U. R. S. S.....	199	
§ 2. Les sources du crédit	203	
§ 3. Relations du capital privé avec les institutions de crédit	204	
§ 4. Le crédit dans les différentes branches de l'économie	212	
CONCLUSION		219

